
PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

AOÛT-SEPTEMBRE 1946

PRIX : 30 Fr.

Publications de la

QUATRIÈME INTERNATIONALE



Léon TROTSKY **Ses derniers écrits**

- La première phase de la révolution européenne, par E. GERMAIN.
 - L'énergie atomique, par HENRY.
 - Proche et Moyen-Orient, par T. CLIFF.
 - Le Comité Exécutif de la IV^e Internationale.
 - Nouvelles du Mouvement ouvrier mondial.
-
-
-

LÉON TROTSKY

LE 21 août 1940, Léon Trotsky mourait assassiné d'un coup de piolet porté par un agent du Guépéou. L'opération longtemps préméditée par Staline fut réalisée d'autant plus fiévreusement que la seconde guerre mondiale se poursuivait. Dans le fracas des énormes bombardements et des hécatombes nombreuses, qui allaient faire lever les révoltes des masses, Staline avait besoin de se débarrasser au plus tôt de celui qui incarnait la révolution prolétarienne mondiale. Et puis, dans une telle période où la vie humaine était si bon marché, qui irait lui chercher des difficultés juridiques pour ce crime? Sur le front de la lutte des classes, loin des champs de bataille impérialistes, tombait la plus grande victime du second carnage mondial.

Depuis six ans, nous avons chaque jour ressenti la perte éprouvée non seulement par nous, mais par l'humanité tout entière. Nous vivons de gigantesques événements. L'Europe, l'Asie, l'Afrique, l'Océanie ont été des champs de bataille. Mussolini et Hitler sont tombés. L'énergie atomique a été libérée. Les prolétaires du monde entier sont engagés dans des batailles monstres. Tous les peuples coloniaux sont soulevés. Ainsi, des problèmes anciens et des problèmes nouveaux se posent à l'avant-garde révolutionnaire. Qui parmi nous cherchant à s'orienter dans la tempête n'a pas pensé bien des fois : « Si le vieux était là... » Il nous manque ces pages dans lesquelles il dirigeait un puissant faisceau lumineux sur les événements; il nous reste comme le guide encore le plus précieux pour la situation présente ses écrits de la période qui en fut le prélude également puissant.

*
**

En ce sixième anniversaire de l'assassinat de Trotsky, le Secrétariat International de la Quatrième Internationale publie en français une brochure fournissant un certain nombre de faits relatifs à l'assassinat de Trotsky; les articles qui composent cette brochure avaient paru en Amérique dans une période où les relations étaient presque inexistantes d'un continent à un autre, pour ne pas dire d'un pays à un autre. Dans ce numéro de « la Quatrième Internationale » nous publions les derniers écrits de Trotsky : des lettres adressées à des camarades et à des amis et l'ébauche d'un article, faite de paragraphes et de phrases souvent inachevées, d'idées brièvement mentionnées pour être développées et reliées ultérieurement.

Les lettres apporteront à ceux qui n'ont connu Trotsky que par ses livres et ses articles un aspect apprécié par tous ceux qui l'ont connu de près ou qui ont été en correspondance avec lui. Bien que dominant les événements et dépassant chacun de beaucoup, il mettait ceux qui entraient en contact avec lui tout à fait à l'aise, reliant leurs préoccupations aux grandes questions du moment.

Son dernier écrit — plus exactement ses derniers mots, puisqu'ils furent enregistrés au dictaphone et que Trotsky lui-même ne les vit jamais reproduits sur une feuille de papier, sur ce papier où il mettait sa pensée sous la forme la plus achevée et la plus polie — montre une fois de plus Trotsky se livrant à l'occasion de tout événement important à l'analyse théorique la plus scrupuleuse, afin de placer cet événement et tout ce qui se trouve lié à lui dans sa juste perspective historique.

*
**

Nous ne pouvons laisser passer cet anniversaire dans cette revue publiée par le Secrétariat International sans dire quelques mots de cette fonction importante qu'il remplissait dans le mouvement ouvrier, cette fonction au centre de l'organisation de l'avant-garde prolétarienne mondiale et que le Secrétariat

International doit à présent remplir sans Trotsky, sans son impulsion et sa collaboration pour lesquelles il nous est difficile de trouver les qualificatifs appropriés, et ce dans des circonstances nouvelles particulièrement délicates.

Trotsky ne fut pas seulement le puissant théoricien marxiste qui, à l'âge de 27 ans, élaborait la théorie de la révolution permanente; il ne fut pas seulement le dirigeant de grands mouvements de masses, à la tête du Soviet de Petrograd, ou le grand organisateur de l'Armée rouge; il consacra la plus grande partie de son temps à l'organisation politique de l'avant-garde ouvrière, notamment après le triomphe de la Révolution d'Octobre. Ce fut d'abord dans l'Internationale Communiste, où en particulier ses interventions sur le parti français eurent un retentissement profond, puis dans l'Opposition de gauche et dans la Quatrième Internationale. Dans cette activité s'inscrivent de grands documents sur l'U.R.S.S., sur la Chine, sur l'Allemagne, sur la France, etc., les thèses sur la guerre, le programme transitoire, etc.; dans cette activité se placent aussi ses interventions dans les différents courants, tant dans son organisation bolchevik-léniniste qu'autour d'elle. Sur ce dernier point, bien des philistins qui admiraient ou affectaient d'admirer Trotsky demandaient pourquoi ce grand homme « s'abaissait à de si petites questions ». En réalité ce n'était pas pour Trotsky de petites questions que celles qui avaient trait à la vie même du parti révolutionnaire : elles étaient pour lui des questions littéralement vitales pour la lutte prolétarienne. Dans un de ses écrits, il déclara que la question du parti est pour la politique révolutionnaire ce que la théorie de la valeur est pour toute l'économie.

La construction de la Quatrième Internationale fut au centre de ses préoccupations depuis 1933 jusqu'à son dernier moment de lucidité. Dans toute la période de reflux, Trotsky regroupa une avant-garde internationale sous les coups les plus rudes de la réaction, aussi bien de cette forme suprême de la réaction capitaliste qu'est le fascisme, que de cette forme inégalée de la réaction dans les rangs ouvriers qu'est le stalinisme.

La guerre coupa presque toutes les liaisons matérielles, Trotsky fut abattu. Mais, en dépit d'une répression féroce, d'abandons et de trahisons individuelles, l'avant-garde éduquée et rassemblée par Trotsky resta fidèle à son drapeau et continua la lutte sans faiblir; l'idéologie maintenait unis ceux qui séparaient les appareils d'Etat; de nouvelles sections de la Quatrième Internationale se créèrent au cours même des hostilités; les liens internationaux furent partiellement reconstitués, notamment en Europe sous le talon de fer de la Gestapo; la bourgeoisie mondiale dénonçait le spectre du trotskysme chaque fois que les masses portaient en lutte. Et, le conflit à peine terminé, alors que les passeports et les visas ne sont accordés qu'au compte-gouttes, les sections de la Quatrième Internationale se hâtaient de tenir une Conférence Internationale; les morceaux séparés confrontaient leurs expériences et, sur la base de celles-ci, donnaient une impulsion nouvelle à ce centre international auquel Trotsky attachait tant d'importance.

Trotsky rassembla et éduqua l'avant-garde révolutionnaire dans une période de noire réaction. Pour cette avant-garde numériquement si faible mais politiquement si solide, la tâche présente est, dans une période de montée ouvrière, de flux révolutionnaire, de passer du stade de cercles propagandistes à celui de partis liés aux masses, enracinés dans celles-ci, groupant, organisant et dirigeant celles-ci. Cette tâche doit s'accomplir dans une situation encombrée d'énormes obstacles hérités du passé, notamment des partis staliniens usurpant le drapeau de la Révolution d'Octobre. Il nous faut le faire sans la présence même de Trotsky; mais, avec sa pensée plus vivante que jamais, forts de son exemple et de ses enseignements, cette tâche nouvelle et difficile sera accomplie.

Ceux qui croyaient la Quatrième Internationale tuée du même coup de pic qui fracassa le crâne de Trotsky se sont lourdement trompés. Contre tous ceux qui désespèrent et qui doutent, Trotsky, expirant, en affirmant: « Je suis sûr de la victoire de la Quatrième Internationale. En avant! » exprimait son inébranlable confiance — que nous ne cesserons de partager — dans le prolétariat et dans le marxisme.

Le dernier article de Léon Trotsky

Le camarade Trotsky n'a jamais vu cet article sous une forme écrite. Il l'avait dicté au dictaphone ainsi qu'il en avait l'habitude; en partie seulement comme des notes devant être élaborées plus tard. D'autres parties auraient été écrites ultérieurement et le tout eût été ensuite révisé, quelques paragraphes eussent été supprimés, d'autres placés ailleurs dans le manuscrit et ainsi de suite. Car, contrairement à sa renommée et malgré ses nombreux ouvrages, Trotsky n'écrivait pas facilement. C'est pour cela que nous donnons ici

une traduction littérale de la transcription faite par le sténographe d'après les disques que Trotsky avait dictés. Malgré sa forme inachevée, cet article est une des plus importantes contributions de Trotsky. Il établit ici, avec plus de précision qu'ailleurs, la loi historique que le fascisme ne peut vaincre qu'après une radicalisation des masses et seulement lorsque l'avant-garde a failli dans sa tâche de mener les masses radicalisées vers la prise du pouvoir. Tout lecteur sérieux comprendra la profonde importance de cette conception.

DANS son article on ne peut plus prétentieux, confus et stupide (Dwight Mac Donald essaye de nous attribuer l'idée que le fascisme est simplement une répétition du bonapartisme. Il serait difficile d'inventer une plus grande stupidité. Nous avons analysé le fascisme au fur et à mesure qu'il s'est développé à travers les différentes étapes de son développement, et nous avons mis en avant tantôt l'un, tantôt l'autre de ses aspects. Il y a un élément de bonapartisme dans le fascisme. Sans cet élément, à savoir sans que le pouvoir de l'Etat s'élève au-dessus de la société par suite de l'extrême exacerbation de la lutte des classes, le fascisme n'eût pas été possible. Mais dès le début, nous avons souligné que c'était avant tout une question de bonapartisme de l'époque du déclin impérialiste qui diffère qualitativement du bonapartisme de l'époque de montée de la bourgeoisie. A une étape ultérieure, nous avons distingué le bonapartisme pur en tant que prologue du régime fasciste. Car dans le cas du bonapartisme pur le règne d'un monarque est approximatif et... en Italie...

La situation, dans l'Italie d'après-guerre, était profondément révolutionnaire. Le prolétariat avait toutes les possibilités...

Les ministères de Brüning, Schleicher et la présidence de Hindenburg en Allemagne, le gouvernement de Pétain en France, mais ils se sont tous avérés, ou doivent s'avérer instables. Dans l'époque du déclin impérialiste, un bonapartisme purément bonapartiste est absolument inadéquat; l'impérialisme trouve indispensable de mobiliser la petite bourgeoisie et d'écraser le prolétariat sous le poids de celle-ci. L'impérialisme n'est capable d'accomplir cette tâche que lorsque le prolétariat lui-même montre son incapacité à conquérir le pouvoir, pendant que la crise sociale pousse au paroxysme la petite bourgeoisie.

L'acuité de la crise sociale provient de ce que, par suite de la concentration actuelle des moyens de production, c'est-à-dire le monopole des trusts, la loi de la valeur, le marché est déjà incapable d'équilibrer les rapports économiques. L'intervention de l'Etat devient une nécessité absolue. Dans la mesure où le prolétariat...

La guerre actuelle comme nous l'avons déclaré à plusieurs reprises, est une continuation de la dernière guerre. Mais continuation ne signifie pas répétition. En règle générale, une continuation signifie un développement, un approfondissement, une ac-

centuation. Notre politique, la politique du prolétariat révolutionnaire vis-à-vis de la seconde guerre impérialiste, est une continuation de la politique élaborée essentiellement sous la direction de Lénine durant la dernière guerre impérialiste. Mais continuation ne signifie pas répétition. Dans ce cas également, une continuation signifie un développement, un approfondissement et une accentuation.

Nous avons été pris au dépourvu en 1914

Pendant la dernière guerre, non seulement le prolétariat en général mais également son avant-garde et, dans une certaine mesure, l'avant-garde de cette avant-garde furent pris au dépourvu.

L'élaboration des principes d'une politique révolutionnaire vis-à-vis de la guerre commença à une époque où la guerre embrasait déjà le monde de toutes parts et où l'appareil militaire commandait sans partage. Un an après le déclenchement de la guerre, la petite minorité révolutionnaire était encore obligée de s'adapter à une majorité centriste lors de la Conférence de Zimmerwald. Avant la révolution de février et même après, les éléments révolutionnaires ne se considéraient pas comme prétendants au pouvoir, mais comme représentants de l'opposition d'extrême-gauche. Même Lénine reléguait la révolution socialiste dans un avenir plus ou moins lointain (en 1915 ou 1916), il écrivait en Suisse : (citation 1). Si Lénine envisageait ainsi la situation, il n'est alors guère nécessaire de parler des autres.

Cette position politique de l'aile d'extrême gauche s'exprimait avec le plus de relief dans la question de la défense de la patrie.

Dans ses écrits de 1915, Lénine faisait allusion aux guerres révolutionnaires que le prolétariat victorieux aurait à mener. Mais il s'agissait là d'une question de perspective historique imprécise et non de la tâche du lendemain. L'attention de l'aile révolutionnaire était dirigée sur la question de la défense de la patrie capitaliste. Evidemment, les révolutionnaires répondaient à cette question par la négative. C'était tout à fait juste. Mais cette réponse purement négative servit de base pour la propagande et l'éducation des cadres, mais elle ne pouvait gagner les masses qui

ne voulaient pas d'un conquérant étranger. Dans la Russie d'avant-guerre, les bolcheviks formaient les quatre-cinquièmes de l'avant-garde prolétarienne, c'est-à-dire les ouvriers qui participaient à la vie politique (journaux, élections, etc...). Après la Révolution de Février, le pouvoir illimité passa aux mains des partisans de la défense nationale, mencheviks et socialistes révolutionnaires. Il est bien vrai que dans l'espace de huit mois les bolcheviks gagnèrent l'écrasante majorité des ouvriers. Ce n'était pas le refus de défendre la patrie bourgeoise qui joua le rôle décisif dans la conquête de la majorité, mais le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux Soviets ». Et seulement ce mot d'ordre révolutionnaire ! La critique de l'impérialisme, de son militarisme, le refus de défendre la démocratie bourgeoise et ainsi de suite n'auraient jamais gagné aux bolcheviks la majorité écrasante de la population. Dans tous les autres pays belligérents, à l'exception de la Russie, l'aile révolutionnaire vers la fin de la guerre tous...

Dans la mesure où le prolétariat à une étape donnée s'avère incapable de conquérir le pouvoir, l'impérialisme commence à diriger la vie économique par ses propres méthodes; le parti fasciste qui devient la puissance étatique, en est le mécanisme politique. Les forces productives sont en contradictions inconciliables non seulement avec la propriété privée mais également avec les frontières de l'Etat national. L'impérialisme est l'expression même de cette contradiction. Le capitalisme impérialiste cherche à résoudre cette contradiction par l'extension des frontières, la conquête de nouveaux territoires, etc... L'Etat totalitaire qui soumet tous les aspects de la vie économique, politique et culturelle au capital financier, est l'instrument qui sert à créer un état super nationaliste, un empire impérialiste, le règne sur des continents, le règne sur le monde entier.

Tous ces traits du fascisme, nous les avons analysés chacun en lui-même et tous dans leur ensemble, à mesure qu'ils se sont manifestés ou sont apparus au premier plan.

A quel moment le fascisme réussit-il ?

A la fois l'analyse théorique et la riche expérience historique du dernier quart de siècle ont également

démontré que le fascisme est chaque fois le maillon final d'un cycle politique spécifique ainsi composé: Une crise des plus graves de la société capitaliste, une radicalisation croissante de la classe ouvrière, une sympathie croissante vis-à-vis de la classe ouvrière et une aspiration à un changement de la part de la petite bourgeoisie rurale et urbaine, une confusion extrême de la grande bourgeoisie, ses manœuvres lâches et perfides visant à éviter le point culminant de la crise révolutionnaire; un épuisement du prolétariat et une confusion et une indifférence croissantes, une aggravation de la crise sociale, un désespoir de la petite bourgeoisie, son aspiration à un changement, une névrose collective de la petite bourgeoisie, sa prédisposition à croire aux miracles et aux mesures violentes, une hostilité croissante vis-à-vis du prolétariat qui l'a déçu dans ses espérances. Telles sont les prémisses pour une rapide formation du parti fasciste et pour sa victoire.

Il est presque évident que la radicalisation de la classe ouvrière aux Etats-Unis n'a fait que passer par ses étapes initiales et ceci presque exclusivement dans le domaine du mouvement syndical (le C.I.O.). La période préliminaire à la guerre, puis la guerre elle-même, peuvent interrompre temporairement ce processus de radicalisation, surtout si un grand nombre d'ouvriers est absorbé par les industries de guerre. Mais cette interruption du processus de radicalisation ne peut pas être de longue durée. La seconde étape de la radicalisation prendra un caractère qui s'exprimera avec plus d'acuité. Le problème de la formation d'un parti ouvrier indépendant sera mis à l'ordre du jour. Nos revendications transitoires acquerront une grande popularité. D'autre part, les tendances fascistes réactionnaires se retireront à l'arrière-plan, adoptant une position défensive et attendront un moment plus favorable. C'est là la perspective la plus probable. Il n'y a pas de travail aussi vain que de spéculer si nous réussirons ou pas à créer un puissant parti révolutionnaire dirigeant. Nous avons devant nous une perspective favorable qui justifie totalement une activité révolutionnaire. Il faut utiliser les occasions qui s'ou-

vrent devant nous, et construire le parti révolutionnaire.

Le problème du pouvoir est posé aux ouvriers

La seconde guerre mondiale pose la question du changement de régime d'une façon plus impérieuse, plus urgente que ne le fit la première guerre. C'est avant tout et surtout la question du régime politique. Les ouvriers ont conscience que la démocratie fait partout naufrage et qu'ils sont menacés du fascisme même dans les pays où le fascisme n'existe pas encore. La bourgeoisie des pays démocratiques utilisera évidemment cette crainte du fascisme de la part des ouvriers, mais d'autre part la banqueroute des démocraties, leur écroulement, leur transformation sans douleur en dictature réactionnaire force les ouvriers à se poser le problème du pouvoir, les rend plus réceptifs au problème du pouvoir.

La réaction détient aujourd'hui une puissance comme il n'y en a peut-être jamais eu auparavant dans l'histoire moderne de l'humanité. Mais ce serait une inexcusable méprise de ne voir que la réaction. Le processus historique est un processus contradictoire. Sous le couvert de la réaction officielle, de profonds processus ont lieu parmi les masses qui accumulent les expériences et deviennent sensibles à de nouvelles perspectives politiques. La vieille tradition conservatrice de l'Etat démocratique qui était si puissante même pendant la période de la dernière guerre impérialiste n'existe aujourd'hui que comme une survivance extrêmement instable. A la veille de la dernière guerre les travailleurs européens avaient des partis numériquement puissants. Mais à l'ordre du jour se trouvaient des réformes, des conquêtes partielles, et nullement la conquête du pouvoir.

La classe ouvrière américaine est encore aujourd'hui sans un parti ouvrier de masses. Mais la situation objective, et les expériences accumulées par les ouvriers américains peuvent poser dans un très bref délai à l'ordre du jour la question de la prise du pouvoir. Il faut faire de cette perspective la base de notre agitation. Il n'est pas seulement question de prendre position vis-à-vis du militarisme capitaliste et de refuser de défendre l'Etat bourgeois, mais il s'agit d'une préparation directe pour la prise du pouvoir et la défense de la patrie prolétarienne.

N'est-il pas possible que les staliens soient à la tête d'une nouvelle montée révolutionnaire et conduisent à la ruine la révolution comme ils le firent en Espagne et auparavant en Chine? Il n'est évidemment pas possible d'exclure une telle possibilité, par exemple en France. La première vague de la révolution a souvent, ou plus exactement, a toujours porté au pouvoir ces partis de « gauche » qui, dans la période précédente, s'étaient arrangés pour ne pas se discréditer complètement et qui ont derrière eux une tradition politique imposante. C'est ainsi que la révolution de février mit sur le pavois les menchevicks, les socialistes révolutionnaires qui s'opposèrent à la révolution dès ses débuts. De même la révolution allemande de novembre 1918 porta au pouvoir les sociaux-démocrates qui s'opposèrent irréductiblement aux soulèvements révolutionnaires.

Il y a déjà douze ans, Trotsky écrivit dans un article publié par *The New Republic*:

« Il n'y a pas de période dans l'histoire de l'humanité qui ait été si saturée de contradictions que la nôtre. Sous une trop forte tension des classes et des antagonismes internationaux, les « plombs » de la démocratie « sautent ». D'où les courts-circuits de la dictature. Bien entendu les « plombs » les plus faibles sont les premiers à céder. Mais la puissance des contradictions intérieures et mondiales ne s'en affaiblit pas pour cela: au contraire, elle augmente. Il est douteux qu'elle doive s'apaiser, étant donné que le processus n'a saisi jusqu'à présent que la périphérie du monde capitaliste. La goutte commence au petit doigt de la main ou dans le gros orteil, mais une fois installée, elle se fraye la voie directement au cœur. » (*The New Republic*, 22 mai 1929).

Le philistin américain proteste

Ceci fut écrit à une période où toute la démocratie bourgeoise dans chaque pays croyait que le fascisme n'était possible que dans les pays arriérés qui n'avaient pas encore été à l'école de la démocratie. Le Comité de rédaction de *The New Republic*, qui n'avait pas encore été à ce moment-là touché par la grâce du Guépéou, fit suivre l'article de Trotsky par un article d'elle. Celui-ci est si caractéristique du philistin américain moyen que nous en citerons les passages les plus intéressants.

« En raison de ses mésaventures personnelles, le dirigeant russe exilé montre une remarquable capacité à faire des analyses abstraites; mais son abstraction est celle d'un marxisme rigide, et nous semble manquer d'une vue réaliste de l'histoire — la chose même dont il est fier. Sa notion selon laquelle la démocratie est une forme de gouvernement pour temps calme, incapable de résister aux tempêtes issues des contradictions internationale ou intérieures, ne peut être soutenue (comme il l'admet en partie lui-même) qu'en prenant pour exemples des pays où la démocratie n'a jamais fait que les plus faibles débuts, et des pays où, de plus, la révolution industrielle n'a fait à peine que commencer. »

Plus loin, le Comité de rédaction de *The New Republic*, écarte l'exemple de la démocratie de Kerensky dans la Russie des Soviets, et les raisons pour lesquelles elle ne put résister à l'épreuve des contradictions de classe et dut céder la place à une perspective révolutionnaire. Le périodique écrit d'un ton sage:

« La faiblesse de Kerensky fut un hasard historique, ce que Trotsky ne peut admettre parce qu'il n'y a pas de place pour une telle chose dans son schéma mécaniste. »

Tout comme Dwight Macdonald, *The New Republic* accuse les marxistes d'être incapables de comprendre l'histoire en réalistes en raison de la méthode orthodoxe ou mécaniste avec laquelle ils abordent les événements politiques. *The New Republic* pensait que le fascisme est le produit d'un capitalisme en retard et non d'un capitalisme trop avancé. Selon l'opinion de ce périodique, opinion qui, je le répète, était celle de l'écrasante majorité des philistins démocratiques moyens, le fascisme est le lot des pays bourgeois arriérés. Le sage Comité de rédaction ne se donne pas la peine de réfléchir à la question de savoir pourquoi la conviction générale du XIX^e siècle était que les pays arriérés devaient se développer selon la voie démocratique. En tout cas, dans les vieux pays capitalistes, la démocratie entra dans ses droits à un moment où le niveau de leur développement économique n'était pas au-dessus, mais au-dessous du développement économique de l'Italie moderne. Et, qui plus est, à cette époque, la démocratie représentait la grande route du développement historique suivi par tous les pays un par un, les pays en retard suivant les plus avancés, et parfois les devançant. No-

tre époque est, au contraire, celle de l'effondrement de la démocratie, et, de plus, cet effondrement commence aux chaînons les plus faibles, mais s'étend graduellement à ceux qui apparaissent forts et invincibles. Ainsi, la méthode orthodoxe ou mécaniste, c'est-à-dire la méthode marxiste d'analyse des événements, nous a permis de prévoir la marche des événements plusieurs années à l'avance. Au contraire, la méthode réaliste de *The New Republic* est celle d'un chat aveugle. *The New Republic* poursuit son attitude critique envers le marxisme en tombant sous l'influence de la plus révoltante caricature du marxisme, à savoir le stalinisme.

La dernière fournée de philistins

La plupart des philistins de la nouvelle fournée basent leurs attaques contre le marxisme sur le fait que, contrairement aux pronostics de Marx, le fascisme s'est établi au lieu du socialisme. Rien n'est plus stupide et plus vulgaire que cette critique. Marx a démontré et prouvé que lorsque le capitalisme atteint un certain niveau, la seule issue offerte à la société réside dans la socialisation des moyens de production, c'est-à-dire le socialisme. Il démontra aussi bien qu'en raison de la structure de classe de la société, seul le prolétariat est capable de réaliser cette tâche par une lutte révolutionnaire intransigeante contre la bourgeoisie. Il démontra en outre que, pour accomplir cette tâche, le prolétariat avait besoin d'un parti révolutionnaire. Toute sa vie Marx, et avec lui et après lui, Engels, et après eux Lénine, menèrent une lutte intransigeante contre les tendances qui, dans les partis prolétariens et dans les partis socialistes, s'opposaient à la réalisation de la tâche révolutionnaire historique. L'intransigeance de la lutte que menèrent Marx, Engels et Lénine contre l'opportunisme, d'une part, et contre l'anarchisme, d'autre part, démontre qu'ils ne sous-estimaient pas du tout ce danger. En quoi consiste ce dernier? En ce que l'opportunisme des sommets de la classe ouvrière, perméables à l'influence de la bourgeoisie pouvait ralentir, rendre plus difficile et retarder l'accomplissement de la tâche révolutionnaire du prolétariat. C'est précisément cette situa-

tion de la société que nous pouvons observer aujourd'hui. Le fascisme n'est pas du tout venu « à la place » du socialisme. Le fascisme est la continuation du capitalisme, une tentative de perpétuer son existence par les mesures les plus bestiales et les plus monstrueuses. Le capitalisme eut la possibilité de recourir au fascisme uniquement parce que le prolétariat n'a pas accompli la révolution socialiste à temps. Le prolétariat fut paralysé dans l'accomplissement de sa tâche par les partis opportunistes. La seule chose qui puisse être dite est qu'il s'est présenté plus d'obstacles, plus de difficultés, plus d'étapes sur la route du développement révolutionnaire du prolétariat que n'en avaient prévu les fondateurs du socialisme scientifique. Le fascisme et la série des guerres impérialistes constituent la terrible école par laquelle le prolétariat doit se libérer des traditions et des superstitions petites-bourgeoises, doit se débarrasser des partis opportunistes, démocratiques et aventuriers, doit forger et éduquer l'avant-garde révolutionnaire et, par là, préparer l'accomplissement de la tâche sans laquelle il n'y a pas et il ne peut pas y avoir de salut pour le développement de l'humanité.

Eastman, s'il vous plaît, en est venu à conclure que la concentration des moyens de production dans les mains de l'Etat met en danger sa « liberté » et, en conséquence, il a décidé de renoncer au socialisme. Cette anecdote mérite d'être incluse dans un manuel d'histoire des idéologies. La socialisation des moyens de production est la seule solution aux problèmes économiques posés au stade donné de l'évolution de l'humanité. Le retard dans l'accomplissement de cette tâche conduit à la barbarie fasciste. Toutes les solutions intermédiaires entreprises par la bourgeoisie avec l'aide de la petite bourgeoisie ont fait un misérable et honteux fiasco. Tout cela ne présente aucun intérêt pour Eastman. Il observa que sa « liberté » (liberté d'être confus, d'être indifférent, d'être passif, d'être un dilettante littéraire) était menacée de plusieurs côtés et il se décida immédiatement à prendre sa propre mesure, le renoncement au socialisme. Il est assez étonnant que cette décision n'exerça aucune influence sur Wall Street, ou sur la politique des syndicats. La vie continua son cours propre tout comme si Eastman était resté un socialiste. On peut établir comme règle générale que plus un petit bourgeois radical, particulièrement aux Etats-Unis, est impuissant, plus...

Le fascisme n'a pas vaincu en France

En France il n'y a pas de fascisme au sens véritable du terme. Le régime du sénile maréchal Pétain représente une forme sénile du bonapartisme à l'époque de déclin de l'impérialisme. Mais ce régime lui-même ne fut possible qu'après que la radicalisation prolongée de la classe ouvrière française qui conduisit à l'explosion de juin 1936, ne parvint pas à trouver une issue révolutionnaire. La deuxième et la troisième Internationales, le charlatanisme réactionnaire du « Front Populaire » ont déçu et démoralisé la classe ouvrière. Après cinq ans de propagande en faveur d'une alliance des démocraties et de la sécurité collective, après le passage soudain de Staline dans le camp de Hitler, la classe ouvrière française se trouva prise au dépourvu. La guerre provoqua une désorientation terrible et un état d'esprit de défaitisme passif ou, pour s'exprimer plus justement, d'indifférence devant une impasse. De ce tissu de circonstances surgirent d'abord une catastrophe militaire sans précédent, puis le méprisable régime de Pétain.

Précisément parce que le régime de Pétain est du bonapartisme sénile, il ne contient aucun élément de stabilité et peut être renversé par un soulèvement révolutionnaire des masses bien plus vite qu'un régime fasciste.

Spécialement important pour les ouvriers des Etats-Unis

Dans chaque discussion politique, inévitablement surgit la question: réussissons-nous à créer un parti fort pour le moment où éclatera la crise? Le fascisme ne nous devancera-t-il pas? Une étape fasciste dans l'évolution n'est elle pas chose inévitable? Les succès du fascisme font aisément perdre toute perspective aux gens, et les conduisirent à oublier les conditions présentes qui rendirent possibles un renforcement et une victoire du fascisme. Pourtant une claire compréhension de ces conditions est de la plus grande importance pour les ouvriers des Etats-Unis. Nous pouvons poser comme une loi historique que le fascisme n'a pu vaincre que dans les pays où les partis ouvriers conservateurs ont empêché le prolétariat d'utiliser la situation révolutionnaire pour prendre le pouvoir. En Allemagne, deux situations révolutionnaires se présentèrent: 1918-1919 et 1923-1924. Même en 1929 une lutte directe du prolétariat pour le pouvoir était encore possible. Dans tous ces trois cas, la social-démocratie et le Comintern brisèrent criminellement ces possibilités de prise du pouvoir et par là même placèrent la société dans une impasse. C'est seulement dans ces conditions et dans cette situation que s'avèrent possibles la montée tempétueuse du fascisme et sa conquête du pouvoir.

Les dernières lettres de Léon Trotsky

Sur les plans expansionnistes du Japon

1er mai 1940.

Mon cher Chris,

Savez-vous ce que c'est que le « Mémoire Tanaka »? J'attire votre attention sur ce document très discuté et de la plus grande importance. Il me semble qu'il a été publié aux Etats-Unis pour la première fois, vers la fin de 1923 ou dans le courant de l'année 1924, certainement guère plus tard. Dans quel journal? J'imagine que ce fut dans un journal d'import-

tance secondaire, car les publications connues furent effrayées de l'importance diplomatique de ce document, surtout du point de vue des relations entre les Etats-Unis et le Japon, et elles penchèrent plutôt pour la version selon laquelle le document était un faux. Cette version est mensongère, le document n'est pas un faux, il est tout à fait authentique en dépit des démentis japonais.

Le vice-amiral Taussig en fit mention devant la commission du Sénat en avril 1922, mais le *New York Times* rappela à ses lecteurs que le « prétendu » mémoire Tanaka était, selon les Japonais, un faux.

Je voudrais maintenant faire la preuve dans la grande presse que ce

document, dont je connais fort bien les origines, est ou ne peut plus authentique. Mais pour aider ma mémoire et mes archives personnelles, j'ai besoin d'une enquête sur le sort qui fut fait à ce document dans la presse américaine: sa date de parution et dans quel organe il fut publié; la réaction que sa publication provoqua dans la presse et dans l'opinion publique; les discussions au sujet de son authenticité, etc... J'aurais également besoin du texte anglais lui-même.

Pouvez-vous sacrifier un peu de votre temps pour une telle recherche qui serait, à mon avis, de la plus grande utilité pour vous, car elle vous familiariserait avec les relations américano-japonaises, et vous préparerait aux grands événements qui surviendront dans le Pacifique? Si vous êtes d'accord, le meilleur moyen serait d'employer un secrétaire pour dactylographier le document et les citations. Je serais très heureux de payer les frais que cela entraînera.

Avec mes meilleurs saluts, votre

**

A propos d'un allié « socialiste » de Chamberlain

(La lettre ci-dessous est une réponse à une lettre de Miss Suzanne La Follette, demandant un article pour l'*American Mercury*, sous le titre « la paix à venir ». Miss La Follette proposait que l'article de Trotsky paraisse aux côtés d'un article du travailleur anglais H.-N. Brailsford, intitulé: « L'Europe, peut-elle se fédérer? », et où il se montrait partisan de quelque chose du genre de la Société des Nations, mais avec un « pouvoir réel »).

14 mai 1940.

Ma chère Miss La Follette.

Je serais prêt à remuer ciel et terre pour faire suite à votre demande, mais cela est impossible. Je suis en train d'écrire un long document pour la Quatrième Internationale sur la question de la guerre, et je dois le terminer dans le courant de la semaine prochaine.

Mais je dois aussi vous avouer être horrifié à l'idée de voir mon article publié à côté de celui de M. Brailsford. Lorsque je publie un article dans *Life* ou dans *Liberty*, c'est comme lorsque je prends le tramway: je ne cherche pas à connaître quels sont

les autres voyageurs, car personne ne peut me confondre avec eux. Une revue de « tendance » est quelque chose de tout à fait différent. M. Brailsford se considère comme un écrivain de gauche, une espèce de socialiste et caetera. Mais, à mes yeux, ce n'est pas autre chose qu'une ombre réactionnaire petite-bourgeoise du conservateur M. Chamberlain. Politiquement, je préfère avoir à faire avec Chamberlain plutôt qu'avec Brailsford. L'idée même que je puisse avoir quelque chose de commun avec M. Brailsford est pour moi mille fois moins supportable que de publier occasionnellement, quelque chose dans la presse de Hearst.

J'apprécie trop votre personnalité, ma chère amie, pour ne pas vous dire l'entière vérité. « Hier stehe ich und ich kann nicht anders ».

Avec mes meilleurs vœux et salutations. Cordialement votre

**

Le Manifeste de la IV^e Internationale

(Trotsky avait presque terminé le manifeste de la Quatrième Internationale sur « La guerre impérialiste et la révolution prolétarienne » lorsque se produisit l'attentat à la mitrailleuse contre sa maison, le 24 mai. Le Manifeste fut adopté par la Conférence de l'Internationale et fut édité en brochure. « Le camarade Hank » arrivait pour diriger la réorganisation de la défense de la maison).

28 mai 1940.

Chers Camarades,

J'espère que vous avez maintenant en main le texte complet du manifeste en anglais. J'ai été très ennuyé du retard causé d'abord par un mauvais état de santé, ensuite par la longueur du document, enfin par l'attentat. Si vous êtes déjà arrivés à un accord avec le document, comme je l'espère (peut-être avec quelques corrections), je pense qu'il est nécessaire d'entreprendre immédiatement une sérieuse action internationale sur la base du manifeste. Mes propositions générales sont les suivantes:

1° Publier le Manifeste en anglais comme numéro spécial du « Socialist Appeal » et de « Fourth International », avec un tirage accru.

2° En plus des canaux généraux de diffusion, je propose d'en envoyer des copies à toutes les publications

ouvrières, aux groupes locaux des partis ouvriers, aux journaux et revues libéraux et de gauche, etc..., accompagnées d'une lettre spéciale qui devrait, d'une manière tout à fait amicale, inviter ces messieurs et dames à prendre position envers le document en raison de l'importance des questions qui y sont traitées. Les lettres devraient être signées par le Secrétaire général du Parti.

3° Simultanément le document devrait être traduit en allemand, en français, si possible en espagnol et publié en langue étrangère, au moins sous forme de bulletin, car nous ne pouvons espérer qu'il soit publié en Europe dans la période prochaine.

4° Le document devrait être étudié et discuté sérieusement dans les rayons du Parti.

La longueur du document est déterminée par la nécessité de présenter à nouveau notre programme dans son ensemble en relation avec la guerre. Le Parti ne peut conserver ses traditions sans une répétition périodique des idées générales de notre programme.

J'espère recevoir le texte de la traduction avant sa publication car des erreurs d'ordre secondaire sont inévitables dans un texte d'une telle longueur.

Avec mon plus cordial salut

L. TROTSKY.

P. S. — Le camarade Hank est arrivé juste à temps. Il est inutile de dire à quel point sa présence a été utile ici cette semaine.

La démission de Burnham est une excellente confirmation de notre analyse et de nos pronostics concernant l'ex-minorité. Nous ne croyons pas que ce soit la dernière séparation avec laquelle nous aurons à faire.

**

Sur la conscription

9 juillet 1940.

Cher Camarade Al,

Je crois que nous sommes d'accord sur tous les points à caractère princi-

piel tels qu'ils sont formulés dans votre lettre du 6 juillet.

Il est de la plus grande importance de comprendre que la guerre n'annule ni ne diminue l'importance de notre programme transitoire. En vérité, c'est précisément le contraire. Le programme transitoire est un pont entre la situation présente et la révolution prolétarienne. La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens. La caractéristique de la guerre est qu'elle accélère le développement. Cela signifie que nos mots d'ordre révolutionnaires transitoires deviendront de plus en plus actuels, efficaces, importants avec chaque nouveau mois de guerre. En fait nous n'avons qu'à les concrétiser et les adapter aux conditions. C'est pourquoi dans notre premier paragraphe je voudrais éliminer le mot « à modifier » car cela pourrait donner l'impression que nous devons modifier quelque chose ayant un caractère principal.

Nous sommes absolument partisans de l'instruction militaire obligatoire, et de la même manière pour la conscription. La conscription? Oui. Par l'état bourgeois? Non. Nous ne pouvons laisser ce travail, pas plus qu'aucun autre, aux mains de l'Etat des exploités. Dans notre propagande et notre agitation nous devons différencier fermement ces deux questions. C'est-à-dire, ne pas lutter contre la nécessité pour les ouvriers d'être de bons soldats et de construire une armée basée sur la discipline, la science, une forte organisation, etc., y compris la conscription, mais lutter contre l'Etat capitaliste qui se sert de l'armée au seul bénéfice de la classe exploiteuse. Dans votre paragraphe quatre, vous dites: « A partir du moment où la conscription est décrétée, nous cessons de lutter contre elle, mais continuons notre lutte pour que l'instruction militaire soit faite sous le contrôle ouvrier, etc... » Je préférerais dire: « Une fois la conscription décrétée, sans cesser notre lutte contre l'Etat capitaliste, nous concentrons notre lutte sur l'entraînement militaire, etc... »

Nous ne pouvons nous opposer à l'instruction militaire obligatoire par l'Etat bourgeois de la même manière que nous ne pouvons nous opposer à l'instruction obligatoire par l'Etat bourgeois. L'instruction militaire est à nos yeux une partie de l'éducation. Nous devons lutter contre l'Etat bourgeois; il abuse sur ce terrain comme sur les autres.

Nous devons évidemment lutter contre la guerre non seulement « jus-

qu'au dernier moment » mais au cours de la guerre elle-même lorsqu'elle commence. Nous devons cependant donner à notre lutte contre la guerre sa pleine signification révolutionnaire, nous opposant au pacifisme et le dénonçant sans pitié. L'idée très simple et l'idée principale de notre lutte contre la guerre est: nous sommes contre la guerre, mais nous aurons la guerre si nous sommes incapables de renverser les capitalistes. Je ne vois pas pourquoi nous renoncions au mot d'ordre d'un referendum populaire sur la guerre. C'est un très bon mot d'ordre pour démasquer la futilité de leur démocratie dans une question aussi vitale que la guerre.

Je ne crois pas que la revendication des milices ouvrières soit éliminée par la revendication d'une instruction militaire générale. L'approche de la guerre et la guerre elle-même, avec le développement des réactions chauvines, provoqueront inévitablement des pogromes contre les syndicats, les organisations et les journaux révolutionnaires. Nous ne pouvons renoncer à nous défendre nous-mêmes. L'instruction militaire générale peut seulement nous faciliter la création de milices ouvrières.

« Propriété gouvernementale... de toutes les industries de guerre » devrait être remplacé par « propriété nationale » ou « propriété d'Etat ».

Telles sont les remarques que je peux faire au sujet de votre lettre.

Fraternellement

**

La mauvaise fortune d'un intellectuel

29 juillet 1940.

Cher Al,

Merci pour votre lettre du 4 juillet qui contenait la lettre du camarade X. Mon retard à répondre vient de ce que l'enquête judiciaire a pris tout mon temps.

Ce que vous m'écrivez au sujet de J. confirme l'appréhension que j'avais qu'il soit complètement perdu pour le mouvement ouvrier. Il n'a jamais connu les organisations ouvrières de l'intérieur. Il partage cette malchance avec beaucoup d'autres, seulement chez lui elle s'exprime d'une manière plus aiguë. Ses raisonnements au sujet des méthodes d'organisation des ouvriers, etc... sont purement spéculatifs et n'ont ni base ni contenu.

Au cours de ces derniers mois nous avons eu la visite de nos amis de Minneapolis. Quelle différence! Ces gens sont actifs, optimistes, sûrs d'eux et profondément révolutionnaires.

D'un autre côté nous avons eu la visite d'un groupe de sept minoritaires. Ils ont toutes les caractéristiques des menchevicks russes au commencement de l'histoire du Parti: trois d'entre eux, qu'au premier coup d'œil nous avions jugés plus stables, plus fermes, plus sérieux, sont en train de quitter le soi-disant Workers'Party.

**

Un nouveau mensonge du Guépéou

2 août 1940.

Mon cher ami Charles,

Il semble que les staliniens fassent une nouvelle tentative désespérée pour transformer David Siqueiros en mon agent.

David Serrano, membre du Bureau Politique (du Parti Communiste Mexicain) emprisonné à la suite de l'attentat du 24 mai, fit une déposition selon laquelle Diego Rivera et moi aurions donné de l'argent à David Siqueiros pour son journal.

Cette nouvelle machination vient sûrement du Guépéou par l'intermédiaire du défenseur de David Serrano, un certain Pavon Flores, un misérable capable des pires vilénies. Ils veulent à nouveau présenter ma rupture avec Diego Rivera comme factice.

En raison du fait que vous avez joué un rôle très important durant la période qui précéda et suivit la rupture, il serait bon que vous m'envoyiez une déclaration sur cette question. Il n'est pas nécessaire d'exposer en détail les divers incidents; une ou deux pages seraient suffisantes. En vue du fait que les agents du Guépéou répètent que je suis intervenu dans la campagne électorale présidentielle, il est nécessaire de ne pas oublier que l'un des points les plus importants de mon désaccord avec Diego Rivera fut son intervention aventuriste dans la campagne présidentielle.

Je serais très heureux d'avoir votre déclaration aussi vite que possible.

De même, donnez-moi quelques renseignements sur la situation en général et dans le parti.

En toute amitié, je suis
Sincèrement votre

Lettres à des amis généreux

3 août 1940.

Cher Monsieur,

Mes vieux amis, durant leur visite ici et plus tard dans leurs lettres, m'ont fait part de votre indéfectible amitié. Ce fait est cent fois plus précieux maintenant, alors que la vague chauvine créée par la guerre contamine même d'honnêtes amis libéraux et les éloignent de nous — qui sommes d'incorrigibles révolutionnaires.

Grâce aux efforts des amis Nord-Américains, notre pacifique maison de banlieue se transforme maintenant, semaine par semaine, en forteresse — et en même temps en prison. Non pas à la manière moderne, il est vrai, mais plutôt comme une prison de l'époque médiévale. Mes jeunes amis, qui ont la tâche difficile et dangereuse d'être des gardes du corps, espèrent que, grâce à la reconstruction en cours, les assaillants ne pourront s'échapper une seconde fois aussi facilement que lors de la première attaque.

Ma femme Natalia et moi-même, vous envoyons nos meilleures salutations, et espérons — au cas où vos occupations permettraient ou nécessiteraient que vous veniez au Mexique — avoir le plaisir de vous rencontrer et de vous montrer notre « forteresse ».

Avec nos remerciements et salutations cordiales.

Sincèrement votre

**

3 août 1940.

Cher M. Kay,

La seule chose que je connaisse à votre sujet, par mes amis Jim Cannon et Farrell Dobbs, est que vous êtes un ami très sûr et généreux. Il n'y a pas tellement d'amis de ce genre en ces temps de furie guerrière, de tendances nationalistes et d'anticommunisme.

Nous vivons ici, ma famille et mes jeunes amis, sous la menace permanente d'un nouvel assaut « blitzkrieg » de la part des staliniens et, comme dans le cas de l'Angleterre, l'aide matérielle vient des Etats-Unis.

Durant ces deux derniers mois, la maison a subi des transformations qui en ont fait une sorte de « forteresse » : dans quelques semaines, nous serons tout à fait protégés contre de nouveaux assauts « blitzkrieg ».

Soyez assuré de mes remerciements les plus amicaux et de mes meilleurs vœux.

Sincèrement votre

A propos d'un philistin

9 août 1940.

Cher ami,

Je ne sais si vous avez vu l'article de Dwight Macdonald dans le numéro d'avril de sa *Partisan Review*.

Ce personnage était un disciple du snob intellectuel Burnham. Après la désertion de Burnham, Dwight Macdonald resta le seul représentant de la « Science » dans le parti de Schachtman.

Sur la question du fascisme, Macdonald nous sert une pauvre compilation de plagiats tirés de notre arsenal théorique qu'il présente comme ses propres découvertes et auxquelles il oppose quelques banalités qu'il présente comme nos propres idées. Le tout sans la moindre perspective, sans relation et sans la plus élémentaire honnêteté intellectuelle.

Cependant, cela n'est pas le pire. L'orphelin de Burnham proclame: « Nous devons examiner, d'un œil froid et sceptique, les bases les plus fondamentales du marxisme » (page 266). Et que fait le pauvre « Workers Party » durant cette période d'examen? Que doit faire le prolétariat? Ils doivent, bien entendu, attendre les résultats de l'étude de Dwight Macdonald. Le résultat sera probablement la désertion de Macdonald lui-même vers le camp de Burnham.

Les quatre dernières lignes de l'article ne peuvent être autre chose que la préparation à la désertion personnelle. « C'est seulement si nous affrontons les terribles années agitées qui viennent à la fois avec scepticisme et foi — scepticisme envers toutes les théories, gouvernements et systèmes sociaux; foi dans la lutte révolutionnaire des masses — c'est alors seulement que nous pourrions nous justifier en tant qu'intellectuels. »

L'activité révolutionnaire basée sur un scepticisme théorique est la plus dangereuse des contradictions. « La foi dans la lutte révolutionnaire des masses » est impossible sans la compréhension théorique des lois de cette lutte révolutionnaire. La foi révolutionnaire n'est possible que si l'on acquiert l'assurance que cette foi est raisonnable et justifiée; qu'elle correspond à ses buts. Une telle assurance peut seulement être créée par un examen théorique approfondi de la lutte des classes. « Le scepticisme envers toutes les théories » n'est rien

d'autre que la préparation à la désertion personnelle.

Schachtman reste muet; en tant que « Secrétaire Général » il est trop occupé pour défendre les « bases les plus fondamentales du marxisme » contre les philistins et snobs petits bourgeois...

Fraternellement votre

**

Comment nous défendre

(A la suite d'un raid du « Dies Comitee » dans quelques appartements d'étudiants à Austin, Texas, un grand nombre de publications trotskystes fut saisi. La presse du Texas consacre des éditoriaux et des titres en première page à ce sujet et au sujet d'histoires sensationnelles tentant de lier Trotsky à cette affaire. La lettre ci-dessous suggère la ligne à prendre pour la défense).

12 août 1940.

Cher ami,

Cette histoire du Texas est très importante. L'attitude que prendront ceux qui sont impliqués dans l'affaire peut devenir décisive du point de vue de la légalité.

Evidemment, nous ne pouvons imiter les staliniens qui clament leur foi absolue dans la démocratie bourgeoise. Cependant, nous ne désirons pas fournir un prétexte quelconque aux persécutions.

Dans ce cas, comme dans tout autre, nous devons dire la vérité telle qu'elle est: à savoir que la méthode la meilleure, la plus économique et la plus favorable pour les masses serait que la transformation de cette société puisse se faire par des moyens démocratiques. La démocratie est aussi nécessaire pour l'organisation et l'éducation des masses. C'est pourquoi nous sommes toujours prêts à défendre les droits démocratiques du peuple par nos propres moyens. Cependant, nous savons, sur la base d'une expérience historique considérable, que les soixante familles ne permettront jamais la réalisation démocratique des principes socialistes. A un moment donné, les soixante familles renverseront inévitablement, ou tenteront de renverser, les institutions démocratiques pour les remplacer par une dictature réactionnaire. C'est ce qui se produisit en Italie, en Allemagne et en France — sans parler de pays moins importants. Nous disons

à l'avance que nous sommes prêts à repousser une telle tentative les armes à la main, et à écraser la dictature fasciste par une dictature prolétarienne.

Cette position correspond à la réalité historique et est juridiquement inattaquable.

Fraternellement

**

Comment défendre réellement la démocratie

(Le thème de cette lettre est le même que celui de l'article que Trotsky travaillait quand il fut assassiné.)

Chers amis,

Nous devons, à mon avis, fortifier et approfondir notre campagne contre les tendances pacifistes, les préjugés et les mensonges. Les libéraux et les démocrates disent: « Nous devons aider les démocraties par tous les moyens, sauf par une intervention militaire directe en Europe ». Pourquoi cette limitation stupide et hypocrite? S'il faut défendre la démocratie, nous devons la défendre aussi sur le sol de l'Europe. Bien plus, c'est le meilleur moyen de défendre la démocratie en Amérique. Aider l'Angleterre, écraser Hitler par tous les moyens, y compris l'intervention militaire, serait la meilleure façon de défendre la « démocratie américaine ». La limitation purement géographique n'a pas de sens, ni du point de vue politique, ni du point de vue militaire.

Ce que nous, travailleurs, nous trouvons digne de défendre, nous sommes prêts à le défendre par des moyens militaires, en Europe aussi bien qu'aux U.S.A. C'est la seule possibilité que nous ayons d'assurer la défense des libertés civiques et des autres biens de l'Amérique.

Mais nous nous refusons catégoriquement à défendre les libertés civiles et la démocratie à la manière française; les ouvriers et les paysans donnent leur chair et leur sang tandis que les capitalistes concentrent le commandement dans leurs mains. L'expérience Pétain doit maintenant former le centre de notre propagande de guerre. Il est important naturellement d'expliquer aux ouvriers avancés que le vrai combat contre le fascisme est la révolution socialiste. Mais il est plus urgent et plus impératif d'expliquer aux millions d'ouvriers américains que la défense de

leur démocratie ne peut être transmise à un maréchal Pétain américain et il y a beaucoup de candidats pour un tel rôle. L'article de Carl O'Shea, dans *Socialist Appeal*, du 1^{er} août est très bon. Nous pouvons de cette manière développer une campagne très effective contre W. Green aussi bien que contre John Lewis qui rejette platement la conscription en faveur d'une armée d'esclaves volontaires. L'Institut de l'opinion publique établit que 70 % des travailleurs sont en faveur de la conscription. C'est un fait de première importance! Les ouvriers prennent toutes les questions sérieusement. Si la patrie doit être défendue, alors la défense ne peut être abandonnée à la volonté arbitraire d'individus. Ce doit être une attitude générale. Cette conception montre combien nous avons eu raison de rejeter par avance les attitudes pacifiques ou semi-pacifiques purement négatives; nous nous plaçons sur le même terrain que 70 % des ouvriers contre Green et Lewis et, avec ces prémisses, nous commençons à développer une campagne afin d'opposer les ouvriers à ceux qui les exploitent sur le terrain militaire. Vous, ouvriers, désirez défendre et améliorer la démocratie. Nous, la IV^e Internationale, désirons aller plus loin. Cependant, nous sommes prêts à défendre la démocratie, seulement à condition que ce soit une vraie défense et non une trahison à la manière de Pétain.

Sur cette voie, je suis sûr que nous ferons quelques progrès.

Fraternellement

**

Une lettre à C. Charles

6 août 1940.

Cher ami Charles,

Nous avons bien reçu le tout. Je ne ferai usage de votre témoignage qu'en cas de réelle nécessité, mais dans un tel cas, il me serait d'un grand service.

La veste à l'épreuve des balles a été pieusement admirée par chacun. Nous n'avons pas encore décidé en quelle occasion nous la porterions. En tout cas, elle peut être utilisée en excursion. D'autre part, je doute que ce soit suffisamment confortable comme protection pendant le sommeil.

La sirène provoque encore plus d'admiration. Rien que d'apparence elle est déjà étonnante. Nous ne l'avons pas encore essayée parce que nous ne voulons pas provoquer quel-

ques « zafaranchos » (justifications d'agir) supplémentaires, car on nous a dit que cette sirène peut être entendue d'ici à Los Angeles. Personnellement, je considère cela comme une exagération.

Nous avons eu une conversation avec le camarade T. et sa sœur, tous les deux ont fait une bonne impression. Nous aurons quelques autres conversations avec eux.

J'ai consacré plus de deux mois et demi de mon temps à l'enquête (sur l'attentat du 24 mai). Demain, je présenterai au juge un long rapport au sujet des staliniens mexicains, du Guepeou et de l'aide financière aux agents de Moscou, avec des attestations de Ben Gitlow, Joseph Zack, Walter Krivitsky, et Albert Goldman. J'espère que ce rapport ne manquera pas de produire son effet. Et j'espère alors pouvoir retourner à mon livre.

Nos meilleurs remerciements pour les cadeaux exceptionnels et nos fraternels saluts.

**

Sur la philosophie de Dewey

16 août 1940.

Cher Gerland,

Je suis tout à fait d'accord avec vous au sujet de la nécessité de faire une critique marxiste de la philosophie de Dewey et je crois que c'est justement à vous de faire ce travail.

Avec mes meilleurs souhaits et remerciements

**

Une autre pensée

sur la conscription

17 août 1940.

Cher Chris,

Merci bien pour le matériel concernant Tanaka. C'est arrivé tout à fait à temps parce que dans les deux mois passés j'ai travaillé presque exclusivement à l'enquête sur l'attentat.

J'ai beaucoup goûté votre appréciation de la position antifasciste acceptée par le Parti. Il y a deux grands avantages à cette position :

1^o Elle est révolutionnaire en son essence et basée sur tout le caractère de notre époque, où toutes les questions seront tranchées non seulement par les armes de la critique mais par la critique des armes;

2^o Elle est complètement libérée de sectarisme. Nous n'opposons pas

aux événements et aux sentiments des masses une affirmation abstraite de notre caractère sacré.

Le malheureux « Labor Action » du 12 août écrit : « Dans son combat contre la conscription nous sommes 100 % avec Lewis. » Nous ne sommes avec lui pas même à 1 %, parce que Lewis essaye de défendre la patrie capitaliste avec des moyens complètement démodés. La grande majorité des ouvriers comprend ou sent que ces moyens (armement professionnel volontaire) sont démodés du point de vue militaire et extrêmement dangereux du point de vue social. C'est pourquoi les travailleurs sont pour la conscription. C'est une façon confuse et contradictoire d'adhérer à l'armement du prolétariat. Nous ne rejetons pas platement ce grand changement historique, comme le font les sectaires de toute sorte. Nous disons : « La conscription? Oui. Mais faite par nous-mêmes. » C'est un excellent point de départ.

Avec mes meilleures amitiés, je suis,

Votre VIEUX.

**

Bienvenue dans

« notre petite garnison »

(R. était sur le point de partir au Mexique pour aider à l'entraînement des gardes.)

18 août 1940.

Cher camarade R.,

Au cours de ces deux dernières années il y a eu plus d'une discussion à propos de votre venue ici. L'avant-dernière fois nous vous attendions lorsque votre fille et son mari nous rendirent visite. La dernière fois ce fut lorsque Jim Cannon, Farrell Dobbs et Joë Hansen vinrent ici pour faire face à la situation après l'attentat.

Maintenant nous apprenons que cette question est discutée une nouvelle fois. Evidemment, la question est complètement dans vos mains et vous savez mieux que nous si votre voyage serait nuisible au Parti et au travail syndical. Je peux simplement exprimer le vœu, de notre local et très « provincial » point de vue, que votre visite, si souvent annoncée devienne une réalité. Je suis sûr que votre visite, même pour deux semaines, sera tout à fait profitable à notre petite garnison sans compter le plaisir que nous aurions à vous voir.

Vous trouveriez évidemment une chambre et un couvert dans notre maison.

Avec nos meilleures amitiés de camarades.

**

Ses trois dernières lettres écrites le jour de son assassinat

20 août 1940.

Mon cher Hank,

Je vous en prie, ne pensez pas que nous vous avons oublié, parce que nous ne vous avons pas encore envoyé les photographies. Chaque chose va lentement ici, comme vous le savez vous-même, d'après votre propre expérience dans la reconstruction de la maison.

D'après la lettre de Joë vous savez probablement que nous avons fait quelques progrès durant ces dernières semaines, mais nous sommes encore loin de compte.

Comment va votre pied et votre santé en général. Je souhaite que l'air du pays soit plus favorable à votre état général. Et comment vont votre femme et votre fille?

J'ai reçu un beau cadeau de Grâce — un dictionnaire de slang (1). Il y a seulement une difficulté — c'est que pendant les repas je dois en permanence avoir ce livre entre les mains pour pouvoir suivre la conversation. Cependant j'essayerai de l'étudier entre les repas pour confronter au mieux la partie « académique » de la maisonnée. Dans la partie que j'ai déjà étudiée et qui est consacrée au slang des étudiants, j'espérais trouver quelques abréviations des diverses sciences, théories philosophiques, etc., mais au lieu de cela, j'ai tout simplement trouvé environ vingt-cinq expressions consacrées à la définition d'une belle fille. Rien du tout en ce qui concerne la dialectique ou le matérialisme. Je vois que la « science » officielle est légèrement unilatérale.

Le « Northwest Organiser » devient plus précis — plus agressif — plus politique. Nous l'avons fort apprécié.

Avec les meilleures et les plus amicales salutations de famille à famille, je suis,

Fraternellement votre,

**

(Ces deux dernières lettres, Trotsky les écrivit à deux prisonniers de la guerre des classes, qui devaient être relâchés quelques jours plus tard

(1) Argot américain.

après avoir fait un séjour en prison en raison de leur activité dans une grève.)

20 août 1940.

Cher camarade Edward,

Jake Cooper m'a dit que vous seriez relâché de votre asile provisoire le 23 août.

Il est toujours plus agréable de quitter un tel lieu que d'y entrer.

Meilleures amitiés et meilleurs vœux.

Fraternellement votre,

20 août 1940.

Cher camarade Max,

J'ai appris par mon ami Jake Cooper que vous deviez être relâché le 23 août.

D'après ma propre expérience, je sais qu'un tel jour est des plus agréables.

Mes meilleurs vœux et spécialement — j'espère, que vous n'aurez pas à visiter un tel endroit de sitôt...

Fraternellement votre,

La première phase de la Révolution européenne (*)

par E. Germain

II. La liquidation de la première étape

Lorsque l'appareil de répression allemand s'effondra, lorsque les masses des différents pays européens font violemment irruption sur l'arène politique, la bourgeoisie se trouve dans une situation des plus périlleuses. Son ancien appareil coercitif n'existe plus. D'une nouvelle machine répressive, seuls des noyaux embryonnaires sont présents. Les organisations fascistes sont balayées. Ceux qui se sont compromis avec elles d'une façon ou d'une autre — généraux, policiers, hauts fonctionnaires, fabricants, banquiers, politiciens — tremblent non seulement pour leur position sociale, mais pour leur vie. Les vieux parus bourgeois traditionnels ont disparu ou se trouvent en pleine décomposition. Dans ces conditions, il est absolument clair que la position initiale de la bourgeoisie sera une position défensive.

Afin de canaliser d'abord, d'arrêter et de briser l'initiative des masses, la bourgeoisie dispose cependant de deux importants atouts : les forces militaires anglaises et américaines et les « leaders » opportunistes du prolétariat : stalinien et réformistes. C'est en jouant tantôt l'un, tantôt l'autre de ces atouts, que la bourgeoisie s'efforce d'imposer son jeu, et de rétablir momentanément « l'ordre » dans la situation politique.

Le premier but, immédiat, de la bourgeoisie, est l'arrêt des actions de masse.

Il faut pour cela qu'elles quittent la rue et rentrent à la maison. La proclamation de l'état de siège seul ne saurait y suffire. Il faut encore que les dirigeants du mouvement, les chefs stalinien en premier lieu, multiplient les appels au « calme ».

Sans les dirigeants des F.T.P. en France, sans le « Front de l'Indépendance » en Belgique, sans les « Forces de l'Intérieur » en Hollande, sans les chefs du « Comité de Libération Nationale » en Italie, la bourgeoisie n'aurait en aucune façon pu arriver à une « stabilisation » momentanée de la situation, mais aurait dû faire face presque partout, à la guerre civile (31).

(*) Voir la première partie dans notre numéro de juin-juillet.

(31) Voici, parmi tant d'autres, deux jugements caractéristiques à ce sujet : « Le commissaire de police (de Liège) lui-même supplia les autorités légales — toujours elles ! — de ne point lui enlever la collaboration des partisans, qu'ils fussent F.I. ou de l'Armée de la Libération. « Sans eux, comment maintiendrais-je l'ordre », soupçrait-il. » (*Front*, organe du Front de l'Indépendance en Belgique, n° 4 du 28-9-1944.)

« Les Allemands quittèrent Athènes le 13 octobre. L'ELAS y entra quelques heures plus tard. *Durant trois jours, l'ELAS seul contrôla la ville*, et n'essaya pas de se saisir du pouvoir d'une façon quelconque. Au contraire, on s'aligna sur les quais du Pirée et applaudit l'arrivée des troupes britanniques le 16 octobre. » (*New Statesman and Nation*, 9-3-1946.)

Une fois cette « stabilisation » éphémère obtenue, la bourgeoisie s'efforce avant tout de reconstruire son propre appareil coercitif. Nettement insuffisant au début, cet appareil doit être épaulé à tout moment de crise par les forces armées de l'impérialisme. Deux mois après la « libération », ce sont les troupes du général Erskine qui « protègent » Pierlot contre la « Résistance » en Belgique. Trois mois après la « libération », ce sont les soldats de Scobie qui essayent d'écraser en Grèce l'ELAS. Pendant près de six mois à partir de la « libération » en Italie, c'est l'administration militaire anglo-américaine qui construit un « cordon sanitaire » infranchissable entre le centre révolutionnaire de la Lombardie et le reste du pays, allant jusqu'à l'arrestation du vice-président du conseil Nenni, « coupable » d'avoir prononcé un discours politique...

Mais pendant que la bourgeoisie poursuit activement la reconstruction de son propre appareil, d'Etat, il faut que le pays soit « gouverné ». L'offensive du prolétariat a porté en avant les dirigeants des vieux partis ouvriers. Ceux-ci sont prêts à faire tout leur possible pour tenir le mouvement dans des bornes « raisonnables ». A son tour, la bourgeoisie ne peut imposer sa volonté, pour le moment, qu'à travers les leaders opportunistes : les rapports de forces sont encore trop défavorables pour qu'elle gouverne elle-même.

Par ailleurs, il lui faut trouver les hommes et formations politiques aptes à gouverner directement pour elle, et pour cela, discréditer préalablement les « leaders de gauche ». C'est ainsi que, par-dessus la tête des masses, au lendemain de la « libération » se formèrent partout des gouvernements de coalition, s'appuyant en premier lieu sur les représentants des partis ouvriers opportunistes et de la « résistance », mais solidement encadrés par des représentants directs de la bourgeoisie (32).

La nature des régimes issus de la « Libération »

Ces gouvernements étaient-ils des gouvernements « démocratiques » ? Ils l'étaient certainement dans ce sens que leur existence était conditionnée par l'existence et l'appui des organisations de masse, en premier lieu des organisations ouvrières. Mais ils ne l'étaient pas dans le sens « classique » du mot, c'est-à-dire qu'ils ne gouvernaient ni d'après des règles « constitutionnelles », ni grâce aux rouages du suffrage universel.

En effet, au moment même où la coalition gouvernementale se forme, les

réelles « concessions démocratiques » que la bourgeoisie accorde aux masses sont extraordinairement minimes. Les élections sont retardées pendant de longs mois dans tous les pays. Elles ne se tiendront que lorsque la première étape révolutionnaire sera complètement « liquidée ». Elles auront lieu en Hollande 12, en France 13, en Tchécoslovaquie 14, en Belgique 17, en Italie 24 mois après la « libération » de la capitale. Et ce n'est pas un hasard que les seuls pays « libérés » qui aient eu de rapides élections, la Hongrie, l'Autriche et le Danemark, soient également ceux dans laquelle l'activité autonome des masses s'était le moins manifestée !

Dans la mesure où existent, au début, des organismes représentatifs, ils sont, soit complètement (France, Italie, Tchécoslovaquie, Pologne et tous les pays balkaniques), soit partiellement (Hollande, Danemark, Norvège) nommés administrativement par en haut. Seule, la Belgique conserve son ancien parlement élu, « épuré » des fascistes et vidé de tous ses membres déportés en Allemagne, un véritable parlement « croupion » qui ne sera liquidé qu'au début de 1946.

Dans tous les pays, la bourgeoisie s'oppose énergiquement et avec succès, aux faibles tentatives de « démocratisation » et « d'épuration » de l'armée et de la police. Encore faut-il réaliser qu'à aucun moment, les représentants opportunistes des masses n'ont exigé des formes radicales d'épuration. Ils se bornaient en général à demander plus de « sévérité » de la part des tribunaux ou enquêteurs bourgeois, et à demander l'introduction d'éléments « nouveaux », issus de la Résistance, dans les cadres de l'appareil d'Etat (32 bis). Simple querelle de méthode en fait, les

(32) En France, les représentants du Conseil National de la Résistance et des partis ouvriers constituent la majorité des ministres du premier cabinet de Gaulle à Paris. En Belgique, Pierlot introduit dans son premier gouvernement Demany et Dispy, dirigeants des deux organismes les plus importants de la Résistance. En Hollande, le dirigeant du principal mouvement de résistance, le professeur Logeman, forme le nouveau gouvernement. En Italie, Parri constitue un gouvernement avec les représentants des partis du Comité de Libération Nationale. En Grèce, 5 membres de l'EAM avaient déjà auparavant été introduits dans le gouvernement du Caire, etc.

(32 bis) En Grèce, où pourtant cette revendication avait le plus de fondement réel, les stalinien semblent même avoir abandonné cette revendication « minima ». L'*Observer* du 24-3-46 rapporte que « Zackariades, le dirigeant communiste... me déclara que les communistes étaient prêts à abandonner leur revendication pour l'épuration de l'armée et de la police de ces officiers... que la gauche avait accusés jusqu'ici de transformer ces forces en instruments de la réaction... » (*Socialist Appeal*, avril 1946.)

deux partenaires ayant en vue le renforcement de l'appareil bourgeois. La bourgeoisie préfère cependant y placer les hommes dont elle est sûre, et, de son point de vue, elle n'a pas tort.

L'exiguïté des concessions « démocratiques », au lendemain de la « libération », apparaît particulièrement dans le domaine de la justice. Dans presque tous les pays, les nouveaux gouvernements maintiennent la plupart des lois et ordonnances promulguées sous l'occupation allemande. L'état de siège implique partout une censure sévère, souvent double (censure militaire et civile, comme en Italie, en Belgique, en Pologne et dans tous les pays balkaniques), qui permet d'écarter froidement tous les « gêneurs ». L'appareil de justice, le seul qui soit resté intact aux classes dominantes dans la plupart des pays, conserve plus que jamais son caractère sacro-saint. La devise de la justice bourgeoise, « Noli me tangere », est appliquée presque partout avec succès. L'écrasante majorité des juges restent les mêmes que sous l'occupation, ce qui permet en Belgique un scandale comme l'acquiescement de plusieurs collaborateurs économiques, et en France celui du procès Pétain. Les « chefs fascistes » sont traités avec circonspection, et jugés de longs mois après la « libération » (33). Seule, l'action des partisans italiens et la pression de la bureaucratie soviétique dans les pays balkaniques aboutirent à une justice un peu plus « expéditive » mais dont le caractère social est aussi fermement différencié.

Faut-il en conclure que nous avons assisté à la formation de gouvernements bonapartistes dans la plupart des pays d'Europe ? Ce serait erroné, à ce stade, pour tous les pays, même pour la Grèce. Ce qui constitue le facteur essentiel qui marque que nous ne sommes pas en présence de gouvernements bonapartistes, c'est l'absence d'un élément stable de pouvoir; car c'est précisément sur l'existence d'un élément pareil, l'Armée, la police, l'appareil d'Etat, qu'une figure bonapartiste peut s'appuyer pour s'élever au-dessus de l'équilibre des classes en présence. L'absence d'un appareil coercitif stabilisé, la poussée ouvrière, voilà les facteurs qui obligent la bourgeoisie à admettre temporairement l'existence de gouvernements de coalition avec les leaders opportunistes.

La nature des régimes politiques issus de la « libération » apparaît donc comme un compromis, comme une résultante, de deux forces : la poussée des masses canalisée et brisée par les dirigeants réformistes d'un côté, la volonté autoritaire de la bourgeoisie d'autre part. Cette volonté autoritaire de la

bourgeoisie est déterminée par toute la situation économique, politique et sociale : l'instabilité extrême du régime, la nécessité de la reconstitution du capital à travers une surexploitation des travailleurs. Elle s'est affirmée partout clairement, aussi longtemps que les masses n'avaient pas encore bouleversé les données par leur action, en Afrique du Nord, en Italie du sud, en Roumanie et en Hongrie avant l'entrée proprement dite de l'Armée Rouge. Elle réapparaîtra de nouveau lorsque la bourgeoisie tentera d'imposer sa propre politique, après la liquidation de la première étape révolutionnaire (34).

Technique de la trahison

Comme nous l'avons décrit plus haut, les masses, qui poussaient en avant leurs leaders opportunistes, réformistes et stalinien, n'avaient nulle part une claire conscience ou vision socialiste. Elles acceptèrent, et acceptèrent avec enthousiasme, la formulation de leurs revendications dans cet étrange jargon « nouveau », mi-démocratique, mi-jacobin, qui constitue, comme l'affirme avec élégance Etienne Fajon, « l'humble contribution du Parti Communiste français à la doctrine marxiste-léniniste (!) » (35). A la base de cette acceptation se trouve pourtant une équivoque. C'est sur cette équivoque, qui n'est que l'expression de la désertion des leaders opportunistes, du camp de la classe ouvrière dans celui de la classe bourgeoise, que joueront à fond les chefs stalinien pour liquider la première étape de la montée révolutionnaire.

Quand les masses poursuivirent d'une haine implacable le régime nazi et ses représentants dans les pays occupés, elles n'exprimèrent par cela que la haine envers ceux qui les surexploitaient, qui avaient détruit leurs organisations, qui les déportèrent et les traquèrent avec leur Gestapo. Les stalinien et réformistes essayèrent de transformer cette haine en une « haine du Boche ». S'ils se heurtaient encore à des bourgeois, ce ne fut plus en tant que bourgeois, mais en tant que « Collaborateurs » qu'ils les attaquaient. Le lendemain de la « li-

(33) Par exemple : en Norvège, Quisling est jugé 6 mois, en Hollande Mussert 10 mois, en Belgique Robert Poulet et en France Pierre Laval 12 mois après la « Libération ».

(34) Il est à noter que la tendance de la bourgeoisie à imposer des gouvernements autoritaires, du type plus ou moins bonapartiste, s'appuie surtout sur la monarchie, l'armée et le clergé. L'appui des masses petites-bourgeoises désespérées n'existe pas, — ces couches au contraire sont au début attirées par le prolétariat.

(35) Rapport d'Etienne Fajon au Congrès du P.C.F. (*Humanité*, 25-6-1945.)

bération », ils s'efforcèrent de toutes leurs forces de détourner la classe ouvrière de ses véritables tâches, qui pour la majorité des travailleurs étaient impliquées dans celles formulées par les « résistances », vers... la continuation de la guerre impérialiste de leur propre bourgeoisie contre l'Allemagne. C'est sous ce prétexte qu'ils poussèrent la classe ouvrière en France et en Belgique à admettre d'abord « l'intégration » des partisans dans l'armée bourgeoise, intégration qui se soldait par leur dissolution pure et simple et le remplacement de leurs « officiers résistants » par des officiers réactionnaires, souvent compromis dans la « collaboration ». La logique interne de la trahison amena les chefs stalinien, partis en guerre contre « l'attitude anti-patriotique » de la bourgeoisie, à accepter non seulement leur subordination à l'Etat de cette bourgeoisie, leur intégration dans sa guerre impérialiste, mais encore leur soumission à d'authentiques généraux collaborateurs !

Quand les masses parlèrent de « démocratie politique », elles se figurèrent un régime opposé de toutes pièces au régime bourgeois : un régime dans lequel l'élection ne compterait pas seulement pour les parlementaires, mais aussi pour les officiers, les juges, les fonctionnaires, et même les contrôleurs du ravitaillement (36).

Mais au nom de la même « démocratie », stalinien et réformistes imposèrent aux masses des « Assemblées Consultatives » nommées par l'Etat bourgeois, des juges « inamovibles » qui avaient servi sous les nazis, des fonctionnaires corrompus entièrement dévoués à la bourgeoisie. Ainsi, loin d'opposer la « démocratie bourgeoise » classique à la « dictature du prolétariat », comme l'avait fait la social-démocratie après la première guerre mondiale, les leaders opportunistes opposaient à la démocratie telle que la comprenaient les masses, et qui ressemblait fortement à la démocratie prolétarienne, la « démocratie » autoritaire et entièrement pourrie qui s'entoure de policiers fascistes, qui refuse d'organiser des élections, et qui interdit comme bon lui semble, journaux, meetings, grèves et même organisations ouvrières.

Quand les masses parlèrent de « démocratie économique » qui, à leur avis, devait « compléter » la « démocratie politique », elles donnèrent une expression, certes confuse, mais non moins réelle, aux tendances fondamentales du prolétariat à notre époque de lutte pour l'expropriation des expropriateurs. Pour les masses, la « démocratie économique » signifiait l'expropriation de tous les capitalistes qui avaient travaillé

pour la machine de guerre nazie (c'est-à-dire l'écrasante majorité de la grande bourgeoisie), la nationalisation des trusts et des banques sans payer de plantureuses indemnités aux capitalistes, l'organisation d'un ravitaillement équitable sous organisation populaire. Pour les leaders opportunistes, la « démocratie économique » s'avéra être le remplacement, à la tête d'un appareil de fonctionnaire véreux, du ministre « bourgeois » par un ministre « communiste » (en Belgique) ou « socialiste » (en France), la continuation du marché noir, le paiement de grasses indemnités aux « pauvres » capitalistes expropriés, et l'organisation de caricatures de « comités d'entreprise »... dans le but d'augmenter la production en surexploitant les travailleurs ! Acceptant les responsabilités du pouvoir bourgeois, ces spécialistes de la lutte contre « les puissances d'argent » sont logiquement amenés à nommer des banquiers comme directeurs des banques « nationalisées », à faire « contrôler » les prix de revient des grandes industries par les agents des industriels et à « combattre » les trusts les mains dans les mains avec leurs représentants les plus patentés (37).

Les « illusions démocratiques » des masses qui sont une réalité bien tangible, produit de la domination fasciste et de la faiblesse des partis révolutionnaires, ne sont donc pas, par leur nature, « opposées », mais au contraire, fondamentalement conformes aux aspirations socialistes des travailleurs, produits de leur situation sociale et de leur expérience, dont elles ne constituent qu'une expression confuse. Invoquer ces illusions pour excuser un abandon des mots d'ordre transitoires, révolutionnaires, signifie non seulement ne pas saisir toute la complexité de l'état d'esprit des masses, mais aussi et surtout, excuser en pratique la politique traître des partis opportunistes et renforcer leur emprise sur les masses (37 bis). Il faut

(36) Voir : Le régime original des villages gouvernés par les partisans grecs et yougoslaves, italiens et français.

(37) Par exemple : dans les cabinets de Gaulle, à côté de Mayer, Plevin, etc. En Belgique, à côté de Devèze, Godding, etc. En Hollande, nos camarades ont fait la démonstration que plus de la moitié des ministres de ce « cabinet des gauches » sont directement des hommes de main des trusts.

(37 bis) Car c'est précisément chez les dirigeants stalinien que cet « argument » revient comme un morne leitmotiv : « Il faut abandonner la gesticulation révolutionnaire et le bavardage gauchiste quant à la « réalisation immédiate » du socialisme. Ce qu'on peut réaliser, c'est une démocratie renaisante... » (E. Fajon, *Humanité*, 25-6-1945). — « Nous n'avons pas abandonné notre but, le socialisme. Mais nous savons ce que nous

l'exprimer clairement : « les illusions démocratiques » des masses ne constituent d'aucune façon un frein à l'action révolutionnaire, ni une explication pour l'échec de la première étape révolutionnaire. L'abandon volontaire et conscient par les leaders opportunistes de tout programme anti-capitaliste, leur intégration complète dans le mouvement pour la reconstruction de l'Etat et de l'économie capitalistes, la façon cynique dont ils ont trompé les masses en spéculant sur la confusion des notions et le manque d'éducation des travailleurs, voilà les facteurs responsables !

La liquidation des noyaux du double pouvoir

Une fois les leaders opportunistes inclus dans les sommets de l'appareil gouvernemental, les masses rentrées à la maison et les bases jetées pour la reconstitution d'un nouvel appareil coercitif, la bourgeoisie passe à la réalisation de son but suivant : la liquidation des noyaux de dualité de pouvoir, en premier lieu, la liquidation des forces armées autonomes des masses. Le rythme et le succès de cette liquidation diffèrent fortement d'un pays à l'autre et sont, en dernière analyse, en rapport inverse avec la pression ouvrière.

D'une façon générale, la bourgeoisie essaye d'amener les « leaders opportunistes » à une capitulation totale. Porteparole de la bourgeoisie devant les masses, ces leaders tentent à leur tour d'amener les masses à abandonner volontairement ce qu'elles avaient conquis. Mais par ailleurs, le degré de docilité des masses envers les leaders opportunistes détermine également leur degré de docilité envers la bourgeoisie. D'autres facteurs peuvent, certes, jouer un rôle. Les intérêts de la bureaucratie soviétique ont déterminé des attitudes plus « à gauche » des chefs stalinien dans un pays par rapport à un autre (38). Des provocations directes de la part de la bourgeoisie ou de l'impérialisme ont également pu influencer les événements, comme en Grèce. Mais d'une façon générale, la liquidation des noyaux de dualité de pouvoir s'opéra à froid, sans collisions armées, partout où la volonté de résistance des masses avait déjà été décisivement brisée par les dirigeants opportunistes. Ainsi, Thorez obtenait du prolétariat français la dis-

pouvons réaliser immédiatement, en réalistes : l'augmentation de la production... » (E. Lalmand, *Drapeau Rouge*, 28-1-1946.) Ainsi, l'on voit où se cachent les partisans les plus audacieux de la « révolution populaire démocratique ».

solution des milices patriotiques, Togliatti du prolétariat italien la dissolution des partisans. En Belgique, la dissolution des partisans, préparée et rendue possible par l'ensemble de l'action du P.S. et du P.C., produit au dernier moment des incidents non sans importance (journées de novembre 1944). Mais en Grèce, la tentative de désarmement de l'ELAS provoqua uniquement la guerre civile, malgré toutes les capitulations des chefs stalinien, parce que les masses forcèrent ceux-ci à arrêter momentanément leur recul, pour conserver leur contrôle sur elles. Enfin, dans la plupart des pays balkaniques, en Pologne, et surtout en Tchécoslovaquie, des milices ouvrières indépendantes de l'armée nationale continuent à exister, encore maintenant, bien que de plus en plus bureaucratisées et domestiquées par les stalinien. Notons aussi que dans plusieurs parties d'Italie, les partisans ne se sont pas laissés désarmer, continuent à exister en marge de la société et constituent des ferments révolutionnaires très importants.

Plus caractéristique encore est la manière dont les chefs opportunistes aidèrent la bourgeoisie à liquider des tentatives d'expropriation. Admettant d'abord le « fait accompli », les dirigeants stalinien et réformistes essayèrent d'adjoindre aux comités ouvriers qui contrôlaient et gèrent en fait ces usines, des « commissaires gouvernementaux », qui, sous tous leurs déguisements, constituent en réalité le « cheval de Troie de l'Etat capitaliste, introduit dans ces bastions d'un nouvel ordre ouvrier ». Puis, on établit que ces usines devaient être « rendues à la nation », c'est-à-dire « nationalisées ». Employant la pression économique, politique et militaire sous toutes ses formes (39), les chefs stalinien amenèrent la liquidation du contrôle ouvrier, puis la suppression en fait de la gestion ouvrière, puis la gestion et le contrôle complet de l'Etat bourgeois sur les entreprises. Cela se soldait enfin par le paiement de pro-

(38) Par exemple : le P.C. grec (importance stratégique de la Grèce) et le P.C. hollandais (la Hollande n'a pas encore complètement régularisé ses relations avec l'U.R.S.S.) sont plus « à gauche » que les P.C. français et italien, dont l'ambition consiste à « relever » leurs bourgeoisies réciproques, complètement impotentes, du rang de satellites de l'impérialisme anglais ou américain à celui de puissances « indépendantes ».

(39) Dans la banlieue parisienne par exemple, le ministre stalinien de l'Air Tillon menaçait l'usine « Jumo » de suppression complète des commandes d'Etat s'ils ne « cessaient » pas le dirigeant trotskyste de leur comité d'usine et leur politique militante. En Pologne, ce fut l'Armée Rouge qu'on employa pour éliminer le contrôle ouvrier, au nom de « l'autorité des employeurs » (1) (*The Economist*, 12-5-45).

fitables « compensations » aux anciens propriétaires. C'est ainsi que les dirigeants opportunistes transformèrent de véritables expropriations par les ouvriers en de frauduleuses opérations économique-financières, au profit de certains groupements capitalistes. Les choses se passèrent de cette façon notamment en France (Berliet), en Italie, en Tchécoslovaquie, en Pologne et en plusieurs régions allemandes. Il faut, bien entendu, constater que ce processus n'est pas encore partout achevé. Ainsi, le contrôle ouvrier subsiste à beaucoup de points de vue encore en Tchécoslovaquie, et même, dans un certain sens, en Italie et dans la zone soviétique en Allemagne (voir la note 8).

Les autres tentatives d'action autonome des masses, surtout dans le domaine de la justice et de l'organisation du ravitaillement, ont été liquidées d'une façon plus rapide par les forces conjointes de l'impérialisme, de la bourgeoisie indigène et des leaders opportunistes. Seuls en des endroits isolés, des comités populaires et des tribunaux révolutionnaires ont pu survivre pendant un certain temps. Par contre, il est intéressant de noter qu'une accentuation ultérieure de l'action des masses est souvent caractérisée par une réapparition d'organismes de ce genre.

Avec la liquidation des noyaux de dualité de pouvoir, les chefs réformistes et stalinien ont accompli leur principale tâche pour la bourgeoisie. Tandis qu'ils exhortèrent les ouvriers à rester dans la « légalité constitutionnelle », la bourgeoisie a en effet accéléré de toutes ses forces la reconstruction de son appareil d'Etat et le regroupement de ses forces politiques. Sa tâche économique restait pourtant à achever. Aussi, les leaders opportunistes lui offrirent-ils avec ostentation leurs bons services sur ce terrain : eux, et eux seuls, sont capables d'imposer aux travailleurs la devise « Produire d'abord », qui se traduit dans un langage plus concret par l'ordre : « Travailler plus et gagner moins » (40). Mais la bourgeoisie, qui préfère imposer sa politique par ses propres agents, qui est pleine de méfiance envers les chefs stalinien, agents de la bureaucratie soviétique, qui est forcée par la situation objective de s'acheminer rapidement vers une domestication complète du mouvement ouvrier, et qui ne peut même plus tolérer les rares vestiges de démocratie ouvrière qui subsistent encore dans les organisations de masses, sait d'autre part très bien, qu'elle ne pourra imposer un gouvernement réactionnaire que si les rapports de forces entre les classes sont décisivement changés en sa faveur. Elle commence donc par tâter

le terrain, pour voir dans quelle mesure elle a encore besoin de ses agents petits-bourgeois.

La contre-offensive de la bourgeoisie est la fin de la première étape révolutionnaire.

Six mois après la « libération », la situation semble bien différente dans la plupart des pays. En France, le gonflement extraordinaire du budget militaire, ensemble avec la constitution d'une police secrète au service personnel de de Gaulle, ont formé un pôle opposé assez stable à celui des masses. Celles-ci sont rentrées « dans l'ordre » et on n'assiste plus qu'à de rares soubresauts de la lutte sur le terrain purement économique. Tandis que la bourgeoisie regroupe ses forces autour de de Gaulle, la classe ouvrière est paralysée par la formule de « Production d'abord ». En Belgique, on assiste à un regroupement similaire autour du roi Léopold III. Il faut remarquer cependant, qu'une puissante vague gréviste constitue le prolongement naturel des événements de septembre 1944, et que c'est pratiquement par elle que s'est exprimée la volonté de lutte du prolétariat, bloquée par la politique capitalarde de la direction politique et syndicale. En Italie, la bourgeoisie a réussi à briser l'échine aux organismes autonomes des masses. Elle opère un rapide regroupement politique, concentrant ses forces sur le maintien de la monarchie et l'ajournement des élections de la Constituante. En Grèce, la bourgeoisie a de nouveau en main les rênes du pouvoir et, en organisant systématiquement la terreur blanche, profite des effets temporaires de la défaite ouvrière de janvier 1945 et de la présence des troupes impérialistes pour préparer des élections truquées et un plébiscite rétablissant la monarchie. Enfin, dans les pays occupés par l'Armée Rouge, et en Tchécoslovaquie, les masses sont rentrées dans le calme, la bourgeoisie reprend confiance et recommence à préparer une réaction.

Avec le retour « au calme », l'arrêt temporaire de la poussée aux masses, coïncide en général une tentative de la bourgeoisie de « tâter le pouls de la

(40) « Les mineurs veulent bien travailler pour (le « socialiste ») Van Acker mais pas pour (le catholique) de Schrijver, voilà comment le réformiste Victor Larock résume la situation politique dans son journal le *Peuple*. Quant à la France, Thorez continue inlassablement ses tournées dans tout le pays, pour inciter les travailleurs à produire plus de plus-value pour la bourgeoisie.

résistance ouvrière potentielle », de déterminer, dans quelle mesure les rapports de forces ont été changés au profit des capitalistes. D'une façon générale, ces tentatives de contre-offensive bourgeoise se soldent par un échec. Presque partout, la résistance ouvrière s'avère encore trop puissante. La bourgeoisie se voit forcée de continuer à gouverner à travers ses agents petits-bourgeois.

En France, le général de Gaulle, après avoir réussi à combiner des élections « démocratiques » avec un plébiscite sur sa personne, apparaît comme la figure bonapartiste la plus nette sur la scène politique en Europe. Il affronte systématiquement l'Assemblée Constituante, impose sa volonté au Parlement, aux partis et au pays, et essaye d'enrayer complètement toute action législative indépendante du pouvoir exécutif (41). Mais la résistance s'avère trop grande à ses velléités autoritaires, et il se retire momentanément.

En Belgique, la bourgeoisie provoque, à travers la crise royale, un véritable essai d'imposer à la classe ouvrière un régime autoritaire. Ici aussi, elle se voit forcée de reculer momentanément : les réformistes et stalinien restent au pouvoir, la question royale reste suspendue. En Italie, le parti libéral réussit à provoquer une crise gouvernementale en s'opposant aux mesures d'épuration peu radicales d'ailleurs, proposées par Nenni. Cependant, le gouvernement de Gasperi n'est que légèrement à droite du gouvernement Parri, les élections municipales apportent plus de 50 % des voix aux partis ouvriers et la question de la monarchie reste suspendue : la contre-offensive bourgeoise n'a pas atteint ses principaux objectifs.

En Autriche et en Hongrie, la bourgeoisie, profitant de la démoralisation produite par les pillages de la bureaucratie soviétique, réussit à se saisir du pouvoir. Mais la pression de la bureaucratie ainsi que les difficultés économiques la forcent cependant à opérer toujours avec prudence, à tolérer la présence des leaders opportunistes au gouvernement, et d'admettre même un renforcement du contrôle de ceux-ci sur l'appareil. En Roumanie, la bourgeoisie se groupe autour du roi Michel, adresse un appel direct à l'impérialisme américain pour demander de l'aide contre la pression de la bureaucratie, essaye même une manifestation armée et réussit à réintroduire ses représentants directs au gouvernement. En Pologne, Mikolajczik passe à l'offensive sur toute la ligne et revendique l'entière responsabilité du pouvoir. Enfin en Tchécoslovaquie, la bourgeoisie réussit enfin à imposer le contrôle de l'Etat sur l'in-

dustrie et à rétablir l'autorité du gouvernement central, mais elle doit continuer à tolérer et les comités d'usines exerçant encore un contrôle de fait sur la production et les « comités de libération » qui disputent l'autorité aux organismes « officiels ». Seulement en Grèce, la bourgeoisie semble avoir remporté une victoire politique temporaire.

Si l'on veut donc établir la courbe des événements en Europe depuis la « libération » jusqu'à maintenant, on reçoit le tableau suivant : d'abord une brève poussée révolutionnaire, sporadique et fractionnée, créant des noyaux d'une dualité de pouvoir, et prolongée en général par une série d'actions économiques d'envergure. Puis un arrêt progressif de la poussée ouvrière, coïncidant avec l'arrivée au pouvoir de coalitions s'appuyant sur les partis ouvriers opportunistes. La tentative de la bourgeoisie pour prolonger à son tour cet arrêt de la poussée ouvrière en excluant les leaders opportunistes du pouvoir et en imposant des gouvernements autoritaires échoue à son tour. La première étape se termine, si l'on veut par un match nul.

Si ce match nul n'est qu'apparent, parce que potentiellement la classe ouvrière reste plus forte, et capable de se lever à nouveau dans des actions d'une ampleur bien plus large que celles qui caractérisèrent la première étape, alors il ne faut pas non plus oublier que la bourgeoisie a regagné non seulement de la confiance, de l'espoir et de l'initiative, mais qu'on a assisté, en quelques mois de temps, à un renversement complet des rapports, à beaucoup de point de vue. Les stalinien qui apparurent à la bourgeoisie comme de véritables sauveurs, au lendemain de la « libération », ne sont pas seulement attaqués avec violence dans la presse de droite. On ne voit pas seulement réapparaitre toutes les formules usées quant au « danger communiste » et à la « menace russe ». Mais précisément à mesure que décroît la « menace communiste » proprement dite, c'est-à-dire l'action et l'initiative des masses, réapparaissent les attentats, la violence, les bandes néo-fascistes réorganisées dans le camp bourgeois.

En France, durant la crise gouvernementale suivant la démission de de Gaulle, des officiers de l'Armée Leclerc font irruption dans un meeting socialiste, blessant le vieux leader Bracke. En Belgique, durant la crise royale, plusieurs attentats de bombe ont lieu sur des sièges du Parti communiste. En Italie, une terreur systématique

(41) Ce qui constitue une des caractéristiques essentielles du bonapartisme.

commence à s'organiser contre les partis ouvriers, atteignant au mois de mars un premier point culminant, quand une foule, décrite par la presse bourgeoise comme « des anciens combattants », met le feu, à Naples, aux sièges du P.C., du P.S. et aux Bourses du Travail. En Pologne, les assassinats des dirigeants ouvriers ont lieu quotidiennement. Enfin, en Roumanie, selon une dépêche de l'« Humanité » du 11 avril, des membres du parti réactionnaire « national-paysan » ont attaqué des manifestants ouvriers, faisant plusieurs victimes, à Berlad, Zargovisk et Deva... Ainsi est prouvé une fois de plus le crétinisme de ceux qui prétendent que la « violence de la bourgeoisie » est « provoquée par la violence du prolétariat ». C'est précisément l'absence d'une action rapide et décidée de la classe ouvrière, alors qu'elle en possède toutes les possibilités, qui permet à la bourgeoisie de se ressaisir et de riposter à l'hésitation et à la couardise des leaders opportunistes par sa propre terreur organisée !

L'analogie historique avec la montée révolutionnaire après 1918

Quelles ont été les causes de l'arrêt momentané de la poussée ouvrière ? Pouvons-nous bien parler d'un « arrêt momentané », ou s'agit-il réellement de toute une « nouvelle époque » pendant laquelle la vie politique et sociale des différents pays d'Europe restera plus ou moins « stabilisée » ? Voilà ce qu'il nous faut examiner, pour pouvoir déterminer des perspectives pour la période prochaine. Ceci nous ramène naturellement à comparer l'arrêt actuel de la poussée ouvrière avec des arrêts analogues que nous avons connus après 1918, pour en préciser la nature.

Après la première guerre mondiale, le mouvement révolutionnaire, à l'exception de l'Allemagne et de la Bulgarie, a dépassé son point culminant en 1921, reflué avec quelques faux épisodes pour arriver à la stabilisation définitive en 1923. Dans « Nouvelle Etape », Trotsky en a déterminé les causes : 1) les défaites ouvrières qui marquent l'apogée de la montée révolutionnaire, qui renforcent l'appareil d'Etat et la confiance de la bourgeoisie, et épuisent l'énergie révolutionnaire du prolétariat ; 2) avant tout, la prospérité économique relative succédant à la guerre, arrêtée en 1920-21 par une brève crise, au moment où le mouvement révolutionnaire commençait déjà à re-

fluor, ce qui renforça le reflux, et aboutissant à la stabilisation économique à partir de 1923.

Il ne faut pas étudier profondément la situation économique actuelle en Europe pour remarquer que, la Belgique exceptée, dans aucun pays une stabilisation économique momentanée — pour ne pas parler de la prolongation d'une prospérité de guerre qui n'a existé nulle part sur ce continent — peut expliquer l'arrêt momentané du mouvement des masses. Au contraire, dans tous les pays, le marasme complet de l'économie constitue la source principale des difficultés pour la bourgeoisie, comme l'écart entre la hausse des prix et la stabilisation des salaires nominaux constitue partout le stimulant le plus important en ce moment de l'action ouvrière. Si l'on tient compte du fait que l'index de la production économique est en janvier 1946 respectivement 60 pour la Hollande, 50 pour la France, 35 pour la Yougoslavie, 30 % pour la Grèce, que l'industrie lourde en Tchécoslovaquie travaille actuellement à 15 % (42) de sa capacité et qu'en Italie, il y a près de 4 millions de chômeurs, alors on réalise également combien sont superficielles les explications, suivant lesquelles une légère amélioration dans leur situation économique aurait amené les ouvriers à s'abstenir temporairement de la lutte.

D'autre part, comme nous l'avons déjà montré ailleurs, il ne peut être question d'une défaite ouvrière ayant brisé l'élan révolutionnaire et combattu le prolétariat. Il est hautement significatif, à ce sujet, qu'en Grèce, dans le seul pays où la classe ouvrière a subi une défaite armée, et où la bourgeoisie a remporté une victoire politique complète, on assiste à une montée nouvelle et puissante de luttes économiques, qui semblent être des signes précurseurs d'une nouvelle étape de luttes révolutionnaires (43). Et cela est tout à fait logique si l'on considère le fait : 1) que le prolétariat n'a encore nulle part engagé toutes ses forces dans une lutte générale ; 2) que les rapports de forces entre lui et la bourgeoisie lui restent fondamentalement favorables ; 3) que la bourgeoisie n'est pas encore capable de rétablir tant soit peu l'économie du pays.

Dans ces conditions, toute analogie avec 1923 ne peut que créer de la con-

(42) Données fournies respectivement par : le discours du ministre hollandais Bos à Utrecht, le 2-4-46 (*Quatrième Internationale*, février 1946 ; *Economist*, 19-1-46 ; *New Statesman and Nation*, 30-3-46 ; *New Statesman and Nation*, 2-2-46.)

(43) Newsletter du Secrétariat International de la IVe Internationale, du 21 mars 1946.

fusion. L'arrêt du mouvement des masses ne peut être considéré comme définitif. Nous n'avons assisté qu'à l'arrêt de la première étape qui sera suivie par une seconde. Vers cette seconde étape, la classe ouvrière est poussée par toute la situation objective, tant économique que politique. Son éclatement sera déterminé par la capacité du prolétariat de dépasser subjectivement sa direction opportuniste, avant tout stalinienne.

En effet, au moment de la première vague de luttes ouvrières, les masses abordent le combat, pleines de confiance envers les leaders staliniens, qui apparaissent à leur tête tant sur le terrain politique que sur le terrain syndical. C'est précisément cette confiance des masses dans leurs chefs opportunistes qui a constitué à la fois le frein principal des luttes durant la première étape, et la raison principale de son arrêt. Renvoyées à la maison sur les ordres de leurs dirigeants, les masses ont dû réaliser bientôt que toute la « libération » se solde pour elles par une stabilisation de la misère. Ce sentiment qui en résultait était fort complexe : tout d'abord une déception profonde dans le stalinisme (44), mais aussi une certaine démoralisation, une méfiance croissante envers tous les partis ouvriers, un renforcement des tendances syndicalistes, un scepticisme grandissant envers la possibilité de lutte. Et pourtant, comme toujours dans l'histoire du mouvement ouvrier, quand des courants pareils s'expriment dans les rangs ouvriers sur l'arrière-fond d'une situation économique désastreuse, d'une bourgeoisie politiquement faible et impotente et d'une poussée mondiale du prolétariat et des peuples coloniaux, ils apparaissent non pas comme des précurseurs de la prostration, mais au contraire, comme des précurseurs d'une nouvelle et puissante vague de luttes spontanées.

Ici, il y a d'autres analogies historiques qui s'offrent à nous, telles que la situation en Allemagne 1920-21 (avant les journées de mars) et la situation en Espagne 1933-34 (avant les journées de février). Dans les deux cas, nous avons eu une montée révolutionnaire brisée par la politique opportuniste des partis ouvriers traditionnels, nous avons eu une contre-offensive bourgeoise qui s'est heurtée à une résistance ouvrière inattendue, et qui n'a pas pu aboutir. Dans les deux cas la situation économique désastreuse constitue le stimulant le plus puissant pour pousser à l'action un prolétariat dont les défaites conjoncturelles n'ont nullement entamé, mais plutôt trempé l'esprit de lutte. Dans les deux cas, une nouvelle étape de luttes révolutionnaires,

d'un type spécial, se dessine : étape qui prend un départ défensif pour se lancer dans une action offensive qui échoue par suite de la faiblesse du parti révolutionnaire mais qui devient, à son tour, une étape transitoire vers la montée révolutionnaire générale (1923 en Allemagne, 1936 en Espagne). Les analogies historiques sont toujours plus ou moins caduques. Mais nous préférons ces deux-là à celle de la « stabilisation relative » pour expliquer la situation actuelle en Europe.

Les oscillations de la petite bourgeoisie indice précieux

Au moment de la « libération », la petite bourgeoisie s'est déplacée entièrement dans le sillage du prolétariat qui mène l'offensive. L'esprit fasciste semble mort. L'U.R.S.S. et les partis staliniens exercent une attraction puissante. L'expérience douloureuse de la soumission totale des classes moyennes à la volonté des trusts, soumission qui signifiait en de nombreux cas leur mort sociale, a rendu la plupart des couches petites-bourgeoises enclines à admettre le programme de transformations socialistes de l'économie. L'esprit « démocratique » triomphe dans les classes moyennes, sous une forme « nouvelle » et constructive. C'est en fait chez elle que les confusionnistes professionnels du mouvement ouvrier sont allés chercher leur « idée » de « compléter la démocratie politique par une démocratie économique ».

Quand on fait cependant le bilan des différents résultats électoraux, qui s'échelonnent en moyenne entre un an et un an et demi après cette « libération » on constate des changements fondamentaux dans l'attitude de la petite bourgeoisie. Les organisations petites-bourgeoises « de gauche », issues de la résistance et vaguement empreintes d'un esprit « socialisant » semblent bien mortes : c'est le cas notamment pour l'U.D.B. en Belgique, l'U.D.S.R. et le M.U.R.F. en France, le « Nederlandse Volksbeweging » en Hollande. Ce qui en reste rejoint les rangs des partis ouvriers traditionnels. Par contre, avec le regroupement de la bourgeoisie dans un parti politique coïncide en gé-

(44) Cette déception s'est déjà clairement exprimée dans des résultats électoraux (Autriche, Hongrie, Belgique, Danemark) et dans l'apparition de tendances oppositionnelles dans les P.C. d'Italie, de Grèce, du Canada et de la Hollande. Voir plus de détails à ce sujet dans : « Staline renverse la vapeur », article de E. Germain dans le n° 3 de l'*Avant-Garde*, revue marxiste révolutionnaire belge.

néral le passage en masse des classes moyennes vers ces partis, qui apparaissent tout-à-coup comme les partis les plus puissants de leur pays respectif (45). Nommons : le P.S.C. en Belgique, le M.R.P. en France, le parti chrétien-démocrate en Italie, le parti paysan en Pologne, le parti populiste en Bavière et en Autriche, le parti des petits propriétaires en Hongrie, le parti populiste en Grèce.

Qu'est-ce qui caractérise ces formations politiques, en général hybrides, que nous pouvons appeler « partis du centre-droite » ? Ces partis constituent des stations de passage de la petite bourgeoisie, qui reflètent admirablement l'étape transitoire dans laquelle se trouve la vie politique de l'Europe. Tandis que par certains traits de leur idéologie et par leurs représentants « de gauche », ces partis essayent de former une continuité avec l'esprit « résistissant », « progressiste », et « démocratique » (46), ils trouvent par d'autres traits idéologiques (l'anti-communisme, le conservatisme clérical, etc.), et par leur droite, leur prolongation naturelle dans de véritables organisations néo-fascistes : en Belgique, les extrémistes léopoldistes, en France, le P.R.L., en Italie, le mouvement de l'Uomo Qualunque, en Grèce, le mouvement des « Chi », en Pologne l'Armja Krajowa, en Allemagne et en Autriche des anciens nazis ou nationalistes constituant la droite du parti populiste etc.

Le passage de la petite bourgeoisie vers la droite a certes été influencé par beaucoup de facteurs conjoncturels : dans les pays occupés par l'Armée Rouge, le stalinisme s'est discrédité par son soutien du pillage de la bureaucratie. En Italie se trouvent réunis exactement les mêmes facteurs qui donneront, il y a 27 ans, naissance au fascisme. En Belgique, la question royale et le blocage des avoirs en banque des petits commerçants, artisans et paysans a joué un grand rôle. Mais fondamentalement, le déplacement de la petite bourgeoisie du centre-gauche vers le centre-droite a reflété le passage de l'initiative politique du prolétariat vers la bourgeoisie.

Par contre par sa répudiation du moins officielle des méthodes autoritaires de gouvernement, par leurs liens idéologiques avec la résistance, liens non encore coupés complètement, par leur accentuation de la « démocratie », souvent opposée aux mesures « anti-démocratiques » des leaders ouvriers ces partis reflètent en même temps le fait que le passage de la petite bourgeoisie vers le camp bourgeois n'est pas encore définitif. Une nouvelle offensive prolétarienne opérera fatale-

ment un nouveau regroupement des classes moyennes. Les partis du centre-droite se désagrègeront : à leur gauche, de nombreuses couches se rapprocheront de nouveau de la classe ouvrière. A leur droite, des organisations fascistes se constitueront et se renforceront. Du moment qu'elle possède à nouveau son appareil coercitif propre, et que les conditions économiques et sociales mettent le destin même de son système en jeu, la grande bourgeoisie ne pourra répondre qu'avec des avances financières de plus en plus considérables aux « chefs » néo-fascistes à chaque action de masse du prolétariat. Elle n'aura pour cela que l'embarras du choix, car celui qui étudie attentivement la vie politique des différents pays européens trouvera sur la scène politique non pas un, mais plusieurs personnages qui sont potentiellement les Doriot, les Mussolini et les Degrelle de l'avenir. C'est dans ce sens que le danger fasciste est présent. Aujourd'hui déjà, sur tout le continent.

Avant la seconde étape révolutionnaire

Le calme avant la tempête, telle est la caractéristique du moment présent dans la plupart des pays d'Europe. Le prolétariat enregistre en silence tous les affronts et toutes les provocations de l'ennemi de classe. Il constate comment on lui a subtilisé tout ce qu'il pensait conquérir à la « libération ». Il comprend que la politique de « Production d'abord » n'a servi qu'à produire des bénéfices supplémentaires aux trusts, tandis que son standard de vie s'est « stabilisé » sur le plan le plus bas. Il enregistre toutes les capitulations de ses « chefs » staliniens et ne se considère plus lié par des dirigeants syndicaux qui n'ont fait que fuir le combat. Il est fatigué par des années de guerres et de privations, il voudrait la paix et la tranquillité, il hésite longtemps avant de se lever. Pourtant la matière explosive s'accumule de tout côté, et les faibles barrières que lui op-

(45) Il faut cependant admettre que ce processus n'est pas rectiligne. En France par exemple, bon nombre de paysans continuent même maintenant à se déplacer vers le stalinisme. En Italie également, les élections ont montré que, si la majorité des paysans se groupent derrière le parti chrétien-démocrate, l'influence des partis ouvriers opportunistes a cependant sérieusement augmenté à la campagne.

(46) Ainsi, le M.R.P. en France et l'U.D.B. en Belgique sont partisans des nationalisations, la N.V.B. en Hollande, déclarait adhérer au « socialisme humanitaire », etc.

pose la puissance étatique affaiblie de la bourgeoisie et la force de persuasion diminuée des leaders opportunistes sauteront comme des tonneaux pourris, dès que l'incendie s'allume quelque part. Dans tous les pays, le prolétariat attend un signal d'espoir et d'attaque. Il attend une preuve de ce qu'il veut à nouveau se battre. Une nouvelle montée révolutionnaire dans n'importe quel pays aura des conséquences incalculables pour l'ensemble du continent.

Mais pas seulement cela. Lorsque la première vague révolutionnaire s'ébranla en Europe, en 1943-44, le vieux continent semblait de nouveau seul à l'avant-garde du prolétariat mondial. L'Extrême et le Moyen-Orient semblaient fermement dominés par l'impérialisme japonais et britannique. Les impérialismes américain et britannique, s'appuyant sur une « union sacrée » dans leur propre pays, qui semblait solide, étaient les principaux appuis du capitalisme chancelant dans les pays « libérés » d'Europe.

Maintenant, la situation a fondamentalement changé. En Extrême-Orient, scène jusqu'ici des soulèvements de plusieurs peuples coloniaux, se prépare l'effondrement de l'Empire britannique aux Indes. En Angleterre même, la radicalisation des masses, contenue au moment actuel par l'attente des réalisations du gouvernement travailliste, réalisations qui ne viendront jamais, trouvera un nouvel et puissant stimulant dans la crise économique et politique qui résultera de la révolution hindoue. Aux Etats-Unis la poussée ouvrière a pris des dimensions inconnues jusqu'à maintenant et la décomposition progressive du moral des forces armées rend leur utilisation contre-révolutionnaire sur une large échelle improbable, sinon impossible. Au lieu de constituer le seul foyer de la révolution mondiale, le vieux continent n'en est plus qu'un parmi d'autres, et même pas celui où les flammes se sont élevées le plus haut.

Mais l'influence stimulante des luttes révolutionnaires des autres continents sur celle des travailleurs d'Europe ne constitue pas le seul facteur qui rend la situation actuelle plus favorable à des bouleversements généraux que ne le fut celle de la première étape. Au point de vue subjectif aussi, on peut constater de grands progrès.

Sans avoir rompu décisivement avec lui, le prolétariat européen est cependant devenu beaucoup plus circonspect envers le stalinisme, et d'autant plus sûr pour le dépasser dans l'action. Si les organisations révolutionnaires sont toujours excessivement petites, elles ont eu cependant l'occasion de s'affermir, de se renforcer, de se lier davantage aux masses, d'accumuler une expérience précieuse durant les dernières années. La disproportion entre leurs forces et leur mission reste énorme. Une nouvelle montée de la lutte des masses, une désagrégation progressive des grands partis ouvriers, ne saura tarder à transformer radicalement le rythme de leur croissance, et à changer leur progression arithmétique en progression géométrique. Leur cohésion internationale s'affirmera un facteur historique de premier plan devant la perspective d'une montée à l'échelle continentale. Ceux qui ont rayé la révolution européenne du calendrier, parce qu'elle ne s'est pas conformée à leur propre agenda, apprendront une fois de plus à connaître les avantages de la méthode marxiste d'analyse sur l'impressionisme petit-bourgeois.

Certes, personne n'est capable de prédire des victoires rapides à la classe ouvrière. Il est plus que probable que la seconde étape de la montée révolutionnaire en Europe, tout en dépassant d'envergure et de résultat tout ce que la première a montré, s'arrêtera à nouveau à mi-chemin, vu la faiblesse des partis révolutionnaires. De nouvelles collisions, de nouveaux reculs et de nouvelles attaques en résulteront. Leur succession sera encore plus propice au renforcement des sections de la IV^e Internationale. Rien ne permet de penser que ce renforcement ne sera pas suffisamment avancé au moment où seront réunies, comme en 1923, les conditions les plus favorables au renversement de la bourgeoisie décadente. De ce renforcement dépend en fait l'avenir de l'humanité. Ce n'est pas l'optimisme, c'est le réalisme révolutionnaire qui nous permet au contraire d'espérer que, quand le moment décisif approchera, la IV^e Internationale saura affirmer : « Ceci est notre heure. Nous l'avons attendue pendant 10 ans. Nous prouverons ce dont nous sommes capables. »

1^{er} mai 1946.

L'énergie atomique

par Henry

Avec les bombardements qui, au mois d'août 1945, ont détruit les grandes villes japonaises d'Hiroshima et de Nagasaki, ainsi que la plus grande partie de leur population, « l'énergie atomique », dont il n'était question avant la guerre qu'à propos de la structure de la matière ou de l'économie de l'énergie des étoiles fixes, est devenue un facteur des rapports sociaux. Son importance actuelle, en tant qu'arme militaire et son importance potentielle, en tant que force productive industrielle, bien qu'elles ne puissent être aujourd'hui évaluées avec précision que très difficilement, sont sans le moindre doute formidables. Toutefois pour pouvoir estimer justement la portée de l'apparition de cette puissance nouvelle dans le domaine des forces naturelles dominées par l'homme et son action révolutionnaire sur l'évolution des rapports sociaux, on doit savoir en tout cas de quoi il s'agit. Les lignes qui suivent n'ont pas la prétention de constituer une discussion achevée sur la portée politique et sociale de cet élément nouveau des rapports sociaux : elles veulent seulement soumettre aux camarades certains points de vue, qui sont indispensables pour en évaluer correctement l'importance.

En ce qui concerne les faits, notre exposé ne se base pas, cela va de soi, ni sur les nouvelles publiées dans la presse mondiale, ni sur les explications qui y sont données par toutes les compétences possibles et par tous les ignorants. Comme d'habitude, ces nouvelles se contredisent également. D'une part, l'angoisse et la terreur devant l'arme que tient dans ses mains l'impérialisme le plus puissant, y sont encore plus attisées ; d'autre part, on publie des blagues apaisantes et les « grands » hommes d'Etat assurent que la menace de la nouvelle arme suffit pour garantir à jamais la paix mondiale. Les rapports optimistes les plus absurdes sur l'« ère atomique », déjà commencée (ainsi, par exemple, des demandes de brevets seraient faites pour des automobiles utilisant des « batteries d'uranium », etc.) alternent avec des récriminations violentes sur la science devenue

destructive, comme si la science et non l'impérialisme qui use et abuse d'elle, était responsable des tendances destructives de la société capitaliste qui se décompose. C'est ainsi que la presse vénalement remplit sa tâche de créer la plus grande confusion possible, de maintenir ses lecteurs dans l'ignorance, de les détourner des problèmes réels, d'affaiblir leur volonté, de réduire à zéro leur jugement. Notre exposé s'appuie sur les connaissances qui jusqu'en 1940 étaient bien connues des savants et, de là, plus spécialement sur le rapport officiel du gouvernement américain : « Atomic Energy, a general account of the development of methods of using atomic energy for military purposes under the auspices of the U.S. Government 1940-1945 », composé par H. D. Smyth, professeur à l'Université de Princeton. Ce rapport, qui explique les processus physiques en termes généraux et esquisse l'évolution historique de la question, passe naturellement beaucoup de choses sous silence ; mais une évaluation critique doit nécessairement conclure que, même dans des questions de détail, très peu d'indications fausses ont été données pour induire en erreur les imitateurs.

La bombe atomique occupe très intensément l'imagination de beaucoup d'hommes. Il est devenu évident, même pour les consciences les plus arriérées, que les fondements mêmes de l'ordre social capitaliste — la disposition privée des forces productives et l'Etat national capitaliste — sont entrés en conflit décisif avec les conditions de l'existence même de la société humaine. Il n'y a pas, jusqu'à présent, même un capitaliste le plus enraciné dans ses conceptions pour oser demander l'abandon de l'exploitation de l'énergie atomique à l'initiative privée capitaliste. La nécessité impérieuse d'une fédération mondiale est devenue évidente, quand bien même les réformistes et les stalinien s'exercent devant le prolétariat à prêcher des solutions « nationales » avec plus ou moins d'enthousiasme patriotique. Les maîtres de la terre capitalistes font très clairement figure d'apprentis

sorciers, incapables de maîtriser les forces qu'ils ont évoquées. On a rarement eu une occasion aussi bonne, même dans les pays anglo-saxons, de montrer clairement aux plus larges masses qu'une fédération mondiale socialiste prolétarienne — la seule fédération internationale possible — est absolument nécessaire, pour empêcher que l'humanité sombre dans la barbarie et dans une ruine totale. Utilisons donc cette occasion !

A la fin du rapport du professeur Smyth mentionné plus haut (1), on peut lire : « Nous nous trouvons disposant d'un explosif qui est loin d'être complètement perfectionné... Voici une arme nouvelle pour l'humanité, une arme d'une force destructive inimaginable. Son développement pose plusieurs questions qui doivent être résolues dans un avenir proche... Il ne s'agit pas là de questions techniques, mais de questions politiques et sociales, et les solutions qui leur seront données pourront affecter l'humanité tout entière pour plusieurs générations. » Seule, la IV^e Internationale peut donner les réponses à ces questions politiques et sociales.

I

Qu'est-ce que la bombe atomique ?

On doit avoir nettement en vue que la bombe atomique n'est pas un truc diabolique raffiné, ou simplement un perfectionnement très efficace d'une méthode employée déjà auparavant. Il s'agit, tout au contraire, de la première application d'une **nouvelle force naturelle**, application qui est encore très « imparfaite » au point de vue technique, et se trouve tout à fait au premier stade ; cette force naturelle, dont l'existence ne nous est connue que depuis quelques dizaines d'années, est l'**énergie du noyau de l'atome**, ou **énergie nucléaire**, que l'on désigne maintenant plus brièvement et incorrectement sous le nom d'**énergie atomique**. L'énergie de liaison du noyau de l'atome est plusieurs millions de fois plus grande que l'énergie de liaison des combinaisons chimiques que l'on utilise dans les méthodes qui fournissent l'énergie habituelle, comme par exemple la combustion du charbon. C'est précisément parce que l'énergie de liaison de l'atome est incomparablement plus grande que celle qui joue dans les combinaisons chimiques, que les éléments chimiques sont extraordinairement stables, et qu'ils ont pu être considérés comme tout à fait immuables et inaltérables jusqu'il y a 50 ans. Toutes les transformations auxquelles nous

avons affaire jusqu'ici en dehors des laboratoires de physique, dans la nature ou dans la technique humaine étaient beaucoup trop pauvres en énergie pour pouvoir altérer d'une façon quelconque le noyau de l'atome et transmuter de cette façon les éléments chimiques ; elles n'aboutissaient qu'à un changement d'association des éléments. Par exemple, la combustion du charbon est l'union chimique du carbone et de l'oxygène en bioxyde de carbone ; l'explosion de la dynamite (nitroglycérine) est la décomposition très rapide, accompagnée d'une violente libération d'énergie, d'une combinaison chimique complexe de carbone, d'oxygène, d'hydrogène et d'azote, et qui produit de nouvelles combinaisons plus simples de ces éléments. Mais la transmutation de ces mêmes éléments, par exemple du carbone en azote, du soufre en phosphore, du mercure en or et, de cette façon, la libération de l'énergie formidable dissimulée dans le noyau de l'atome n'a été effectuée jusqu'ici dans les laboratoires de physique qu'à une échelle très petite, pour ainsi dire atome par atome.

Pour effectuer à grande échelle et à une température pratiquement réalisable des réactions atomiques nucléaires, c'est-à-dire des transmutations d'éléments, il fallait une réaction de chaîne, un processus qui se propage à la façon d'une avalanche de neige. Une particule, bombardant un noyau atomique devait provoquer une transformation à la suite de laquelle plusieurs particules semblables s'échapperaient du noyau, qui pourraient alors effectuer la même transformation à d'autres atomes. C'était ainsi seulement qu'il était possible d'« allumer » une plus grande quantité de matière. Le premier procédé de cette sorte a été découvert au commencement de la première année de la guerre (1939), par le chimiste allemand Hahn et ses collaborateurs et a été vite connu sous le nom de « réaction de chaîne ». Il s'agit de l'explosion du noyau de l'atome de l'uranium (à vrai dire de cet atome d'uranium, dont la masse est 235 fois plus grande que celle de l'atome le plus léger, celui de l'hydrogène), par les constituants les plus simples du noyau, les neutrons (2). Par l'introduction d'un neutron dans le noyau de l'uranium, s'en échappent en dehors des gros morceaux, deux ou trois

(1) Le rapport de Smyth a été récemment publié sous forme de livre. Princeton University Press 1945. Reproduction intégrale ou partielle autorisée et permise.

(2) Les deux constituants avec lesquels sont construits tous les noyaux des atomes sont les neutrons (sans charge électrique) et les noyaux d'hydrogène, nommés protons, qui sont chargés d'électricité positive.

neutrons, dont chacun peut, s'il est freiné par une substance appropriée, provoquer la désintégration d'un nouveau noyau d'uranium. Par une disposition appropriée d'uranium métallique et d'une substance freinant les neutrons (parce que les neutrons les plus lents sont les plus efficaces), le nombre des neutrons libérés et, par suite l'énergie libérée par seconde croît à la façon d'une avalanche. Par interposition d'une substance qui absorbe les neutrons, par exemple de baguettes d'alliage acier-bore, on peut arrêter la multiplication des neutrons et régler de cette façon, la puissance d'une telle machine à uranium (chain reacting pile, qui est composée par des baguettes d'uranium disposées dans un bloc de graphite). Sans un tel réglage, la machine d'uranium s'échaufferait progressivement et volerait en éclats.

La première machine d'uranium contrôlée a été mise en action à Chicago, le 2 décembre 1942, avec un plein succès. Au commencement, elle avait une puissance modeste de 200 watts. Mais deux ans après, avaient été construites, sur le même principe, au fleuve Columbia, près de Pasco, dans l'Etat de Washington, les gigantesques usines d'énergie atomique Hanford, qui travaillent avec une puissance de 600.000 kw au minimum. Le but de ces usines est de produire, à partir de l'uranium, le plutonium, explosif nécessaire pour la bombe atomique ; l'uranium naturel, qui est utilisable pour l'entretien d'une réaction de chaîne dirigée, s'est démontré inutilisable pour les réactions de chaîne explosives. D'autres usines, également gigantesques, s'occupent d'isoler l'« uranium 235 », espèce d'uranium de masse atomique 235 utilisable comme explosif qui ne se produit que rarement dans l'uranium naturel et qui, en outre, est très difficilement séparable des atomes d'uranium habituel 140 fois plus fréquent.

Dans les usines Hanford d'énergie atomique, on réalise la libération de l'énergie de liaison des noyaux atomiques d'une manière techniquement dirigée et à une échelle très grande. Il était beaucoup plus facile de conquérir l'énergie atomique sous une forme techniquement utilisable, que de la libérer en explosion de forme détonante. Ce n'est que le 16 juillet 1945 que fut résolue la question de la réalisation en général d'une réaction du noyau atomique sous une forme explosive. En ce jour, dans le désert du Nouveau Mexique, devant un petit groupe d'experts scientifiques et d'organismes militaires, on fit l'essai de la première bombe atomique. Quelques semaines plus tard, deux bombes semblables plus petites,

dont la puissance destructive est égale à celle de plusieurs milliers de tonnes de l'explosif habituel, le TNT (Trinitrotoluol) effaçaient Hiroshima et Nagasaki et tuaient plusieurs centaines de milliers d'hommes. Sur ce, la Russie entra immédiatement en guerre en Extrême-Orient et le Japon capitula.

Comme nous l'avons expliqué, la réaction qui se produit pendant l'explosion de la bombe atomique est **foncièrement différente** de la réaction qui se produit pendant l'explosion de la dynamite. Sa violence est d'un tout autre ordre de grandeur. Alors que pendant l'histoire séculaire de l'évolution des matières explosives, depuis la poudre noire jusqu'à la dynamite, la chaleur de combustion (c'est-à-dire la quantité d'énergie transformée pour chaque kilogramme) n'avait fait que tripler et la vitesse de détonation se multiplier environ par trente, la chaleur de combustion pendant la transformation de l'uranium 235 ou du plutonium est plusieurs millions de fois supérieure à celle de la dynamite.

Pour mettre pleinement en lumière l'importance de cette chose, nous sommes obligés de faire entrer dans la comparaison des relations cosmiques. La production d'énergie thermique à une très grande échelle par la libération de l'énergie du noyau atomique au moyen d'une chaîne de réaction, comme il s'en produit aux usines Hanford, est un événement, qui non seulement n'a été jamais jusqu'ici dirigé par la main d'homme, mais qui aussi, selon toute vraisemblance, ne s'est jamais produit sur notre globe terrestre avant le 2 décembre 1942, pendant les 2 milliards d'années écoulées depuis la naissance de notre planète. C'est un phénomène dont nous savions seulement qu'il s'accomplissait à l'intérieur du soleil et des étoiles fixes, à une température de 20 millions de degrés environ, un phénomène qui fournit des quantités formidables d'énergie qui rayonnent continuellement de ces corps célestes dans l'espace. La matière explosive de la bombe atomique n'est pas une combinaison chimique compliquée et extrêmement instable, mais un **élément nouveau**, qui a été nommé très justement plutonium. Ce « 94^e élément », dont les usines Hanford pourraient actuellement produire quelques kilogrammes par semaine, n'avait jusqu'alors jamais été trouvé sur terre et même n'existe pas, ni sur la terre, ni vraisemblablement, dans tout le système solaire. Il est produit dans les usines Hanford à partir de l'uranium, en passant par le 93^e élément, le neptunium, très instable, qui lui aussi ne se trouve pas « dans la nature », au moyen d'une double transmutation d'éléments.

Une sphère de plutonium ou d'ura-

niem 235 explose avec une puissance inimaginable, aussitôt qu'elle dépasse une certaine grandeur critique. Si elle n'atteint pas cette grandeur, elle est complètement sans danger. La bombe atomique est constituée essentiellement de plusieurs morceaux combinés avec un mécanisme qui, lorsque l'explosion doit avoir lieu, réunit très vite ces morceaux en un morceau unique dépassant cette grandeur critique.

II

Le plus grand exploit de la science organisée dans l'histoire

C'est ainsi que Truman, le 6 août 1945, désigna la découverte de la bombe atomique. Il aurait pu s'exprimer plus exactement de la façon suivante : Le plus grand accomplissement particulier (1) d'une coopération scientifique et industrielle organisée et planifiée à une échelle pratiquement internationale (Etats-Unis, Angleterre, Canada, France, etc.) et en excluant largement le profit matériel immédiat (2). En fait, sous l'aiguillon de la guerre — en Allemagne aussi on travaillait à une bombe atomique — un travail scientifique et industriel étonnant a été accompli au cours de quelques années. Des centaines des plus éminents savants venant pratiquement de tous les pays, des milliers d'ingénieurs, de physiciens, de chimistes, de mathématiciens, de techniciens, des centaines de milliers d'ouvriers ont travaillé ensemble selon un plan unique sous une direction unique et d'une façon telle que cela ne s'était jamais produit jusqu' alors dans aucun pays capitaliste. L'audace de l'entreprise était aussi sans précédent. Des fabriques gigantesques tout à fait nouvelles furent projetées et construites dans un délai d'un an, avant même que le principe de leur production n'ait pu être pleinement éprouvé. Des villes entières avec leurs églises et leurs prisons ont été tirées du sol pour loger les ouvriers, en moins d'un mois. C'est au niveau technique extraordinairement élevé des Etats-Unis, tant en ce qui concerne les méthodes de production, que l'abondance de forces ouvrières hautement qualifiées, qu'on doit attribuer le fait que les travaux sur la bombe atomique ont coûté « seulement » deux milliards de dollars.

Cette réussite étonnante démontre aux consciences arriérées quelque chose que le président Truman n'avait évidemment pas l'intention d'exprimer.

1^o Elle démontre la fécondité à peu près illimitée des méthodes planifiées

d'organisation du travail et de la production dans un pays techniquement très évolué au moyen d'une représentation plastique des possibilités énormes, fabuleuses, d'une coopération universelle planifiée pour la satisfaction de besoins concrets, précisément le contraire des méthodes habituelles de l'économie capitaliste fondée sur le profit.

2^o Elle est une condamnation éloquente du mode de production capitaliste et de l'ordre social capitaliste, qui n'ont organisé une telle coopération que pour la guerre, pour le meurtre en masse et qui ne peuvent pas mettre sur pied un travail semblable dans un but qui servirait l'humanité.

Une fédération socialiste de l'Europe, liée à une Union Soviétique débarrassée du stalinisme, pourrait, en utilisant de telles méthodes de production, aborder la reconstruction et surmonter le chaos économique dans un délai très court.

III

L'énergie atomique comme force productive industrielle

L'importance actuelle de l'énergie atomique en tant qu'arme militaire est, sans aucun doute, dans une perspective courte, beaucoup plus grande que son importance économique, pour le moment surtout potentielle, en tant que force productive industrielle. Mais le jour viendra où l'application de l'énergie atomique conduira à une révolution de la production industrielle d'énergie, qui est la véritable industrie-clef. Du point de vue purement technique, ceci pourrait arriver dans un délai de dix à vingt années. La libération de l'énergie nucléaire a lieu dès maintenant sur une très grande échelle industrielle aux usines Hanford, où d'ailleurs pour le moment, les centaines de milliers de kilowatts

(1) Accomplissement particulier : L'édification industrielle de l'Union Soviétique dans son ensemble est, il va de soi, un accomplissement beaucoup plus considérable.

(2) Il est clair qu'autrement le projet n'aurait jamais pu être réalisé dans un temps même approximativement aussi court. Il est superflu de dire que l'accent porte sur le mot *immédiat* : même si la Dupont, le trust chimique gigantesque des U.S.A., devait se contenter, selon le rapport de Smyth, d'un profit d'un dollar et de la garantie pour le risque — admettons qu'il soit ainsi ! — J'en est ainsi parce que la guerre, en détruisant la I.G. Farben, le trust concurrent le plus puissant, était à tous les points de vue, tant pour Dupont que pour les autres capitalistes monopolisés des Etats-Unis, l'affaire la plus profitable.

d'énergie thermique qui y sont produits ne servent qu'à chauffer le fleuve Columbia.

Un kilogramme de charbon, brûlé dans un poêle, produit une énergie de 8,5 kilowatts-heure (kwh). Mais un kilogramme d'une substance quelconque, transformé *intégralement* en énergie, produirait 25 milliards de kwh ; c'est à peu près le double de la production mensuelle d'énergie électrique aux Etats-Unis. Il est vrai qu'une pareille transformation intégrale de la matière ne peut être obtenue par aucun procédé connu ; toutefois, la décomposition de l'uranium ou du plutonium transforme une millièrme de la matière en énergie thermique. C'est-à-dire que pour atteindre la production d'énergie électrique des Etats-Unis, il faudrait que des usines d'énergie atomique travaillant selon les principes des usines Hanford, transforment annuellement seulement 6 tonnes environ d'uranium 235, en produisant quelques tonnes de plutonium. (Si l'on voulait produire la même énergie par la combustion du charbon, on aurait besoin de 20 millions de tonnes de charbon.)

Ces chiffres, si nous les comparons avec les chiffres en millions des quantités de houille, de pétrole, etc., produites annuellement, permettent d'apercevoir la puissante perspective qui s'ouvre avec la première application industrielle de l'énergie atomique.

Quelles sont les difficultés, de nature technique, qui s'opposent au moment présent à l'emploi industriel de l'énergie atomique ?

1. On doit vraiment considérer la question comme résolue en principe. Mais pour pouvoir employer industriellement l'énergie nucléaire libérée sous forme d'énergie thermique, on doit la transformer tout d'abord en énergie thermique. Mais, pour obtenir cela à un degré satisfaisant d'efficacité, il faut d'abord résoudre un grand nombre de problèmes techniques et métallurgiques, ce qui exigera, sans doute quelques années. Par exemple, une machine d'énergie atomique doit travailler à une haute température, afin que l'énergie thermique puisse vraiment être transformée.)

2. Le seul procédé connu jusqu'à présent de libération d'énergie nucléaire, la seule chaîne de réaction connue employe l'uranium comme substance initiale. L'uranium n'est pas un métal très fréquent, et ne se trouve jusqu'ici en quantités concentrées susceptibles d'exploitation qu'en de rares points de la terre (Canada, Congo Belge, Bohème, etc.). Les plus riches gisements d'uranium jusqu'ici connus sont contrôlés par les Etats-Unis (Congo Belge). Les

concurrents des Etats-Unis exploreront certainement — s'ils ne l'ont déjà fait — les territoires qui se trouvent sous leur contrôle pour y trouver des gisements d'uranium. Vraisemblablement on trouvera encore des gisements plus grands d'uranium.

3. La substance qui, dans la machine d'uranium représente le fournisseur d'énergie proprement dit, n'est pas l'espèce d'uranium la plus fréquente (masse 238), mais l'espèce 140 fois plus rare de masse atomique 235. Ce qui fait qu'on doit employer des quantités plus grandes d'uranium, qui doivent tout d'abord être complètement purifiées de toute impureté possible. C'est pourquoi la production d'énergie par désintégration de l'uranium revient encore très cher.

L'évolution ultérieure peut suivre deux lignes. Tout d'abord l'amélioration et la simplification du procédé employé aux Etats-Unis, pour la construction de machines d'uranium.

Sans aucun doute, la production d'énergie par division de l'uranium est aujourd'hui encore plus onéreuse que la production d'énergie par l'eau, mais les méthodes les plus efficaces et les moins coûteuses restent certainement à trouver. On peut s'attendre à voir les procédés actuellement utilisés très simplifiés par la suite. D'autre part, les plus grands efforts seront faits pour trouver de nouvelles réactions en chaîne de noyaux atomiques qui se trouvent dans la nature en quantité bien plus grande que l'uranium 235. Etant donné que l'on déploiera à l'avenir infiniment plus d'efforts et de moyens pour telles recherches, il est très probable que dans un délai assez court la production de l'énergie (ou dans la société capitaliste, la fabrication de bombes) pourra être réalisée par la transformation d'éléments tout à fait courants, se trouvant en grandes quantités, tels que le fer par exemple.

De quelque façon et dans combien de temps que soient résolues ces difficultés, il est absolument probable que dans peu d'années les besoins d'énergie de l'industrie seront couverts au moyen d'un travail bien moins considérable que jusqu'à présent. La capacité de production peut ainsi — directement ou indirectement — être décuplée (1).

Si les conditions techniques d'une production rationnelle d'énergie par libé-

(1) Nous n'avons exposé ici qu'une seule application de l'énergie atomique et de la possibilité de transformer des éléments en grande quantité. Mais il y a certainement d'innombrables applications d'importance moindre, mais nullement négligeable. Par exemple, l'on peut produire dès à présent les substances radio-actives les plus diverses, telles que le carbone radio-actif, le fer radio-actif, l'iode

ration d'énergie nucléaire étaient créées avant la chute du capitalisme, ce grand progrès technique se frayerait son chemin sous la pression de la concurrence et malgré la résistance des magnats du charbon, des trusts du pétrole et de l'électricité. Quels en seraient les résultats ? Le chômage en masse, sur une échelle plus étendue que jusqu'à présent dans les conditions « normales » de la société capitaliste, une aggravation extrême des contradictions inhérentes à cette société, avec toutes les conséquences que cela entraîne. La décomposition du capitalisme serait accélérée. L'énergie nucléaire est tout aussi incompatible avec le système capitaliste que l'est la bombe atomique avec le système impérialiste actuel.

Dans une société socialiste, l'utilisation de l'énergie nucléaire ouvre les plus vastes perspectives à la civilisation humaine, pour l'accomplissement de ses tâches culturelles et industrielles. Une société socialiste peut développer et développerait systématiquement l'utilisation de l'énergie nucléaire, aux fins de la diminution de l'effort et de la durée du travail, et pour la production d'une abondance de biens importants pour la vie. Ainsi, l'énergie atomique peut devenir, dans la société socialiste, un des leviers les plus puissants du progrès de la civilisation humaine.

Le marxisme voit dans le développement de la force productive du travail humain le moteur fondamental de l'évolution sociale. C'est pourquoi le marxisme ne saurait sous-estimer la portée de l'apparition d'une force nouvelle dans le domaine des forces naturelles connues et techniquement maîtrisées par l'homme. Après trente ans de recherches, le premier pas décisif pour l'application technique de l'énergie atomique a été fait, premier pas frayant le chemin à une évolution dont l'importance peut être incomparablement plus grande que celle de la domination de l'énergie hydraulique, de la vapeur et de l'électricité, domination qui fut atteinte au cours de l'ère capitaliste. Si la vapeur et l'électricité sont les bases techniques de l'ère capitaliste, l'énergie nucléaire qui, à l'époque du déclin du capitalisme n'est que l'instrument d'une destruction inimaginable, sera la base technique offerte à l'époque socialiste.

radio-actif, etc. Ceci est d'une extrême importance en biologie et en médecine. Ainsi, la radiothérapie (le traitement du cancer) pourra se faire désormais avec des substances infiniment plus efficaces et moins chères que le radium. Les applications de ce genre sont extrêmement nombreuses, tout comme celles qui ont été trouvées après la découverte des rayons x ou des tubes électroniques.

IV

La bombe atomique, arme militaire

Il ne faut pas beaucoup de fantaisie pour prévoir quelle sera l'importance de la bombe atomique comme arme militaire dans une guerre future des états impérialistes contre l'U.R.S.S. ou des états impérialistes entre eux, et quel sort attend les populations des grandes villes dans le prochain conflit impérialiste. Les bombes atomiques qui ont détruit Hiroshima et Nagasaki furent lancées immédiatement après le premier essai expérimental. Sans aucun doute, l'efficacité de telles bombes peut être considérablement augmentée par des perfectionnements, par exemple du mécanisme de déclenchement, etc. (1). D'autre part, l'utilisation — dans certaines limites — de quantités plus grandes de plutonium dans une bombe produira des destructions encore plus terribles. Comme toute autre question, la question de l'énergie atomique ne doit pas être traitée isolément, détachée du cadre dans lequel elle apparaît. Il faut remarquer ici que d'autres domaines d'application technique des sciences naturelles nouvelles ont connu une évolution rapide, tels que la technique des ondes ultra-courtes (radar), la technique des fusées, etc. C'est précisément la combinaison des armes les plus récentes, perfectionnées pendant cette guerre, qui est le plus à craindre. Ainsi on ne peut rejeter comme une simple fantaisie l'idée que, dans peu de temps, les bombes atomiques pourraient être transportées à de très grandes distances par des fusées du type des V 2 dirigées par radio.

La bourgeoisie a compris clairement le danger politique que représente pour sa domination la connaissance du caractère de l'arme atomique par les masses laborieuses. Cette connaissance pourrait constituer la goutte d'eau qui fait déborder la mesure ; elle pourrait déclencher un puissant mouvement contre la guerre, mouvement qui atteindrait certainement aussi les pays anglo-saxons. Au lieu de se vanter de l'arme invincible que, pour le moment il est seul à détenir, le gouvernement impérialiste des Etats-Unis commence plu-

(1) Comme la substance elle-même s'échauffe énormément à l'explosion et qu'une pression de peut-être plusieurs millions d'atmosphères se produit au centre de la bombe, celle-ci éclate de toute façon avant que tout le plutonium qu'elle contient entre en réaction. En recouvrant la bombe d'une grosse couche de plomb (tamper) l'éclatement peut en être quelque peu retardé à cause de l'inertie de celle-ci. Les spécialistes auront probablement calculé le pourcentage de la matière explosive utilisée qui entre en réaction. La quantité *optima* est certainement loin d'avoir été atteinte dans les premières bombes.

tôt à mettre de l'eau dans son vin, à parler de moyens de défense efficaces etc. C'est dans cette voie que s'engagent les militaristes du monde entier : on trouvera des moyens de défense contre cette arme comme contre toute autre ; l'armée et la flotte resteront maîtres de la situation, pourvu qu'elles ne perdent pas la confiance dans l'Etat et la classe dominante ! Tous ces pacificateurs de l'opinion publique ont été dénoncés par tous les savants intéressés au développement de la bombe atomique et qui n'ont pu se libérer d'un certain sentiment de responsabilité — sentiment qui, par définition, fait défaut chez les militaires, les politiciens et les journalistes — comme ignorants ou menteurs.

Le « Atomic Scientist' of Chicago » qualifie catégoriquement un rapport présenté le 11 octobre par la Commission de la marine de la Chambre des Représentants, de contraire à l'opinion des experts scientifiques. Le groupe de Chicago prétend que les rapports disant que des mesures de protection efficaces ont été élaborées sont erronés et que des affirmations tendant à minimiser l'importance de la bombe atomique et annonçant que les forces armées seront bientôt à même de contrôler la situation feraient un mal incalculable. (*Nature*, le 10 novembre 1945.)

Oliphant, un des savants responsables du projet atomique britannique, a déclaré dans son discours devenu célèbre de Birmingham :

« Toute cette affaire est si gigantesque, d'une importance et d'une signification si immenses pour l'humanité tout entière, que l'on devrait dans un cas comme celui-ci, jeter par-dessus bord toute la diplomatie secrète. On ne peut discuter de l'énergie atomique qu'ouvertement et devant tout le monde, car nous sommes maintenant arrivés à ce point où nous pouvons abolir la guerre une fois pour toutes, ou bien il faut nous résigner à voir un quart d'heure après la déclaration de la guerre (une erreur de rhétorique !) toutes les villes d'un pays ou d'un autre en cendres et en ruines... La science ne connaît pas de protection contre la bombe atomique. Nos savants ne disent rien parce qu'ils ont peur de se réveiller un matin en prison, pour divulgation de secrets. »

Le Dr Oppenheimer, directeur scientifique du laboratoire Los Alamos, où fut élaborée la bombe même, déclara en réponse à la question de la commission du Sénat : « Il n'y a pas de défense efficace contre les bombes atomiques. Je ne connais pas d'autres bombes, mais

celles que nous fabriquons ne peuvent en aucun cas éclater avant d'avoir atteint leur destination. »

Le doyen des physiciens américains, A. H. Compton, un des chefs scientifiques les plus responsables dans le projet atomique des Etats-Unis, déclare : « La libération de la force atomique commande aux hommes de la manière la plus impérative de trouver un moyen d'éviter la prochaine guerre... Aucune ville de plus de 100.000 habitants ne restera un centre actif après la première heure de la guerre. Au moins 10 % de la population d'une nation attaquée seront exterminés du premier coup. » L'opinion des savants sur les possibilités de « défense » est à peu près la suivante : « Le fait que la bombe atomique constitue une forme si étrange de force destructive rend extrêmement difficiles et incertaines toutes les mesures de défense contre les méthodes de lancement possibles. Il est particulièrement difficile d'élaborer des mesures de défense susceptibles d'intercepter les fusées volantes du type des V 2, catapultées sous haute pression (R. R. Wilson, dans une « déclaration ».)

« Le développement de l'énergie nucléaire influencera la vie des hommes beaucoup plus que toute autre arme de cette guerre. Le manque d'un contrôle international peut nécessiter que New-York soit réduite à une ville de 50.000 habitants, Los Angeles à 75.000 habitants. Un tel déplacement serait la seule protection dans une guerre future. » (C. D. Coryell, dans un meeting à Los Angeles.)

Il est hors de doute — et toute affirmation tendant à affaiblir cette constatation peut être considérée comme un simple mensonge — qu'au moyen de cette nouvelle arme, les destructions, les hécatombes et les exterminations atteindraient des dimensions apocalyptiques lors d'une troisième guerre impérialiste mondiale, dans les cas où les deux camps disposeraient d'armes atomiques. Il est difficile de trouver des mots pour le décrire, puisque déjà l'horrible héritage de la deuxième tuerie impérialiste dépasse toute mesure humaine. Un moyen de défense ayant 100 % d'efficacité contre les bombes atomiques, moyen de défense qui serait susceptible d'empêcher la destruction radicale des grandes villes au début de la guerre, apparaît tout à fait inimaginable. Une troisième guerre mondiale impérialiste dans dix ou quinze ans, risque d'amener la disparition de tout le monde civilisé actuel (Amérique du Nord et Europe) et achèverait ainsi ce que la deuxième guerre mondiale impérialiste a commencé (destruction massive des régions de

l'Europe centrale et de la Russie occidentale, et régression de toute la civilisation du continent européen.

L'illusion répandue surtout par les journaux libéraux et petits-bourgeois que la seule menace d'une destruction aussi radicale rendrait la guerre impossible est trop stupide pour qu'il vaille la peine de s'y arrêter. On trouvera contre la bombe atomique, comme contre toute autre arme, des mesures qui, du point de vue militaire — mais non du point de vue des populations en question — peuvent être considérées comme « moyens de défense » et qui permettront, même après une attaque de bombes atomiques, de continuer la guerre pendant six ou seize ans, si le prolétariat mondial, en liaison avec les peuples coloniaux, n'y met pas une fin par son action révolutionnaire. La défense antiaérienne active pourrait détruire une partie des avions transportant des bombes atomiques, des émetteurs perturbants pourraient écarter de leur route une certaine partie des fusées dirigées par radio. Les centres d'organisation et les installations industrielles indispensables à la continuation de la guerre pourraient être enfouis très profondément sous terre (on pourrait sans doute construire à une très grande profondeur des abris blindés en quantité suffisante pour la bourgeoisie et les généraux). La « défense » militaire la plus efficace serait la plus grande décentralisation possible. Tout ceci ne change rien aux constatations faites plus haut: la population des pays industriels, concentrée dans les grandes villes, est menacée d'une extermination qui dépasserait même les effets de la terreur nazie ou de la politique de bombardement anglo-américaine. Il ne faut pas fermer les yeux devant cet état de choses ! Les révolutionnaires doivent se mettre à la tête de tout véritable mouvement contre la guerre, avec les mots d'ordre suivants : la troisième guerre mondiale impérialiste DOIT être évitée ! Seule l'action révolutionnaire des ouvriers et petits paysans du monde entier, fraternellement unis, peut l'empêcher, en détruisant l'état capitaliste et en le remplaçant par l'état de la démocratie socialiste et prolétarienne.

Le fait de la maîtrise technique de l'énergie atomique (celle-ci n'en est actuellement, nous le répétons, qu'à ses débuts) ne crée, au fond, aucune situation nouvelle. On ne peut pas s'attendre à des miracles. Les tendances de l'époque impérialiste actuelle seront plus accusées, la désagrégation de l'ordre capitaliste sera accélérée, l'accomplissement de la tâche qui se dresse devant le prolétariat et les partis révolutionnaires devient plus urgente. La bombe

atomique ne créera pas la tendance de l'institution d'une domination illimitée de l'impérialisme yankee (après la destruction de l'impérialisme nazi) en première ligne par le renversement de l'Union soviétique — cet état ouvrier dégénéré bureaucratiquement — mais elle donne à cette tendance plus de poids. Elle montre d'une façon particulièrement brutale que l'Union soviétique est sortie de cette guerre, affaiblie et non renforcée par rapport au capitalisme mondial et que le seul moyen d'assurer son existence face à la pression de l'impérialisme mondial est, plus que jamais, la révolution prolétarienne mondiale, révolution entravée surtout par la politique du stalinisme.

Si le socialisme n'est peut-être pas possible sans l'électricité, il l'est certainement sans l'énergie atomique et la révolution sociale est primordiale pour l'existence du prolétariat, même sans la menace de la bombe atomique. Mais la nécessité d'une révolution sociale et d'une politique internationaliste, socialiste et révolutionnaire est devenue, non seulement plus immédiate, mais aussi plus visible. Dans la mesure où elle agrandit l'instabilité du système capitaliste et où elle accélère sa désagrégation, l'énergie atomique contribue, en tant que nouvel élément des rapports sociaux actuels, à la maturation des conditions objectives de la crise révolutionnaire sur le plan mondial. Sans doute, la bourgeoisie essaiera d'intimider le prolétariat en affirmant que l'arme atomique rend désormais la révolution militairement impossible, que la bourgeoisie a désormais en mains les moyens d'abattre toute révolte armée contre l'Etat bourgeois. Les réformistes feront écho à cette campagne d'intimidation. Mais cet argument est creux. Aucune arme militaire, quelque elle soit ne peut rendre une révolution impossible, si les conditions objectives et subjectives nécessaires à celle-ci sont réalisées. Au fur et à mesure du développement de la technique des armes, la guerre des classes, la guerre révolutionnaire deviendra elle aussi plus sanglante et demandera plus de victimes, mais qui seront toujours incomparablement moins nombreuses que celles d'une guerre impérialiste dans laquelle les armes plus modernes peuvent être utilisées avec le maximum d'efficacité. Tout d'abord, il faut rappeler le fait très commun, mais décisif, que c'est le prolétariat qui produit et transporte les bombes atomiques, comme toutes les autres armes. Celui qui l'oublierait serait rappelé à la réalité par la grève des chefs d'équipe des usines de Oak-Ridge, qui produisent la substance pour les bombes atomiques, ainsi que par celle des soldats de la

Royal Air Force. fin janvier 1946, sur différents aérodromes asiatiques. « Toutes les roues s'arrêtent quand ton bras puissant le veut ». La bombe atomique en tant qu'arme dans la guerre civile du prolétariat donne encore plus de poids à l'importance décisive de la solidarité prolétarienne et surtout de la solidarité internationale. Les chances de succès d'une révolution isolée sont diminuées ; mais dans un mouvement révolutionnaire international coordonné, l'arme atomique, au cas où elle serait employée, peut servir aussi bien au prolétariat qu'à la bourgeoisie. Tant que, dans une guerre civile, il n'y a pas eu une claire délimitation des territoires, tant que la bourgeoisie conserve l'espoir de rester maîtresse de ses sources de profit sans les destructions les plus radicales, l'arme atomique ne pourra être utilisée par la bourgeoisie. Ce n'est qu'après une délimitation territoriale nette et lorsque la bourgeoisie désespère du succès de tous les autres moyens à sa disposition, que ce crime pourrait avoir un sens pour les classes régnautes. Mais alors, la possibilité de l'utilisation de la bombe atomique sera également donnée au prolétariat, qui s'en servira comme moyen ultime contre les centres du pouvoir de la bourgeoisie ; il se pourrait qu'à ce moment-là, ce soit déjà trop tard pour la classe dominante.

Apprécier correctement les rapports de forces non seulement nationales mais internationales, éviter toute tentative de révolution à la légère et insuffisamment préparée, coordonner étroitement internationalement toute action révolutionnaire, particulièrement avec le mouvement de classe du prolétariat américain, devient pour un parti révolutionnaire qui doit attaquer la tâche de la révolution plus que jamais une question vitale.

V

Le monopole menacé de l'impérialisme des Etats-Unis

Il a fallu l'énorme potentiel scientifique et industriel des Etats-Unis pour achever avec succès, pendant ces cinq années de guerre, parallèlement à l'extrême effort de tout l'appareil de production, les travaux pour la mise au point de la bombe atomique et pour sa production industrielle. L'Angleterre avait, au début de la guerre, entrepris des travaux dans cette voie, à la suite des travaux du groupe Joliot, à Paris. Mais finalement, elle coordonna ses efforts avec ceux des équipes américaines et y transféra les groupes de recherche britanniques en 1943. (Le projet britan-

nique de bombes atomiques se cachait sous le nom de « Tube Alloys Development »). L'appareil de production britannique était trop surchargé par l'effort de guerre pour pouvoir envisager l'exploitation industrielle du résultat des recherches. En Allemagne, on a certainement travaillé aussi au développement d'un projet de bombes atomiques. On se rappelle les raids de l'aviation britannique qui détruisirent l'usine hydroélectrique « Norsk » en Norvège occupée, dont la production d'eau lourde devait servir au projet allemand de bombes atomiques. Les nouvelles des travaux pour la production de bombes atomiques en Allemagne tendirent à l'extrême les efforts de guerre britanniques et américains. Evidemment les non initiés ne savent pas à quel stade le projet de bombes atomiques avait été développé, au moment de la défaite ; il semble cependant que l'Allemagne était encore très éloignée d'un résultat tangible. On ne sait pas non plus si, comme avant le 6 août 1945, des travaux avaient été entrepris en ce sens en U.R.S.S. ; cependant, vu la situation dans l'Union soviétique pendant la guerre, il ne semble pas probable que les travaux y aient pu dépasser le cadre de recherches générales et fondamentales.

Le fait même que l'impérialisme allemand — malgré des efforts certainement considérables — n'ait pas réussi à faire servir à ses fins l'énergie atomique prouve (même si on ne savait rien d'autre) qu'il faut pour cela un effort scientifique, financier et industriel extraordinaire. Mais il est absolument hors de doute qu'une grande puissance industrielle — pour le moment l'Angleterre et l'U.R.S.S., entrent tout d'abord en ligne de compte — pourra produire également des bombes atomiques, maintenant que la possibilité de réalisation de la bombe atomique et « l'utilisation » de l'énergie atomique ont été démontrées, et que, par conséquent, l'Angleterre et l'Union soviétique devront travailler dans ce sens, étant donné que la main-d'œuvre aussi bien que les installations de production sont disponibles, et étant donné que les phénomènes fondamentaux sont à présent connus en grande partie et que beaucoup de détails transpireront forcément. Ce n'est qu'une question de temps et pour parler avec modération, de quelques années, de peu d'années. L'anéantissement du monopole de l'impérialisme des Etats-Unis est inévitable ; la seule tentative sérieuse de le maintenir consisterait à soumettre le monde entier non seulement à un contrôle économique et financier mais aussi à un contrôle politique direct. Cette pensée est exprimée dans le « New-York Herald Tribune » du 7 août

1945 : « Notre politique d'armement est guidée par la pensée que ce que font les Américains en ce moment, d'autres pourront aussi le faire plus tard. Nous devons étendre la zone d'influence de la démocratie. Nous devons employer tous les moyens de pression pour écarter la dictature et le despotisme partout où ils peuvent se trouver dans le monde. Aussi, la supériorité matérielle devrait-elle faire de l'Amérique un chef spirituel, moral (!) et politique. Car « il est toujours possible que nous récoltions un jour la tempête. »

VI

Barbarie de la guerre atomique ou socialisme

La deuxième guerre mondiale impérialiste a renforcé considérablement la supériorité de l'impérialisme yankee sur ses concurrents capitalistes et sur sa position vis-à-vis de l'U.R.S.S. La bombe atomique semble être le couronnement final et la garantie de cette position prépondérante des Etats-Unis. Il est facile de comprendre que le contraire est vrai. Car en créant une arme d'une capacité de destruction fantastique qui renforcera sa puissance, l'impérialisme américain a créé en même temps un moyen de destruction qui constituera, à la longue, la menace la plus sérieuse pour sa position dans le système capitaliste. Dans sa déclaration devant la commission du Sénat, le professeur Oppenheimer dit très justement : « En réalité, la force atomique a affaibli la position militaire des Etats-Unis. Si elle a pu renforcer notre pouvoir pendant un moment, cela ne sera pas durable. Certaines personnes ne semblent admettre cela que très difficilement... » Et R. R. Wilson, président des Savants de Los Alamos, déclare : « Notre pays, avec ses centres extrêmement concentrés, sera particulièrement vulnérable à cette arme. » A l'argument que les Etats-Unis auront toujours une grande avance sur tous leurs voisins, R.R. Wilson répond : « Une proposition a été faite pour que notre pays essaie de maintenir sa position actuelle, de façon à produire constamment des bombes plus grandes et en plus grand nombre que d'autres pays. Le fait d'avoir simplement plus de bombes qu'un autre pays n'est pas du tout décisif, si un autre pays possède suffisamment de bombes pour détruire nos villes et nos dépôts d'armes. L'avantage sera certainement à l'agresseur et ainsi notre supériorité peut être perdue dans les premières minutes d'une agression par surprise. Un

monde dans lequel de nombreux pays possèdent des armes nucléaires et où seule la peur de représailles les empêche de s'en servir, sera un monde de peur, de méfiance et enfin d'inévitables explosions. »

L'impérialisme américain a consacré les efforts les plus gigantesques et deux milliards de dollars à l'élaboration par ses savants de l'instrument par lequel sa position dominante pourra être un jour anéantie par ses concurrents impérialistes ou par l'Union soviétique. Aucune puissance du monde ne peut — au moins aussi longtemps que l'impérialisme n'est pas vaincu presque totalement par le prolétariat — dans un proche avenir, avoir un potentiel industriel supérieur à celui des Etats-Unis, et ne peut construire une flotte navale et aérienne aussi puissante que la sienne... mais un grand pays industriel peut très bien, dans un délai limité, fabriquer des bombes atomiques qui réduiront en cendres les centres de l'industrie américaine et mettront hors combat, dans une large mesure, la flotte gigantesque des Etats-Unis. Evidemment, ce pays subirait lui-même des destructions effroyables. L'impérialisme yankee sait donc que son grand avantage se transformera, dans un délai plus ou moins long, en grand désavantage, sans savoir exactement à quel moment cela arrivera, ce qui ne contribue pas à diminuer sa nervosité. Ce cauchemar est exprimé, d'une façon exagérée — dans une déclaration du chancelier de l'Université de Chicago, R. M. Hutchins : « La confiance conventionnelle du passé dans une armée, une flotte et une aviation puissantes est surannée. Celles-ci n'ont plus place que dans les rêves nostalgiques de la race décadente des généraux et amiraux. La guerre future sera gagnée par les bombes atomiques que des agents ennemis auront introduites clandestinement dans le pays ou qui seront lancées par des avions à réaction et ce sera le pays qui, le premier, lancera les bombes les plus dévastatrices qui sera vainqueur. »

La bombe atomique n'est pas seulement une arme révolutionnaire dans le sens de la technique militaire, d'une révolution d'une stratégie militaire, etc. Elle a aussi un effet révolutionnaire sur la société par le fait qu'elle rend encore plus irréalisables les minimales possibilités de rétablissement temporaire d'un équilibre dans le système impérialiste. Les pourparlers d'une commission importante de l'O. N. U. pour le « contrôle de l'énergie atomique » qui pourra en discuter et dissertar sur les points que l'impérialisme yankee voudra bien lui communiquer, illustreront cette constatation. Même comme arme pure-

ment militaire la possibilité d'utilisation de l'énergie atomique est inconciliable avec les conditions nécessaires à un équilibre des puissances dans le système impérialiste. Elle mine en particulier la position de la puissance impérialiste la plus forte. C'est en ce sens qu'il faut comprendre la guerre de paperasse entre les « déclarations » des milieux militaires des Etats-Unis, de « la race décadente des généraux et amiraux » d'une part, et celles de toutes les « Atomic Bomb Scientists Associations » sorties de terre brusquement, d'autre part.

Si les experts scientifiques préconisent comme seul moyen de salut de l'humanité une « autorité mondiale de contrôle de l'énergie atomique » et un « gouvernement mondial » et accompagnent leurs affirmations des arguments les plus convaincants, ce n'est pas à nous, les internationalistes, de faire la politique de l'autruche. Nous devons au contraire nous attacher à ces constatations et exposer que le seul gouvernement mondial possible et la seule autorité mondiale possible et absolument indispensable pour sauver l'humanité d'une troisième guerre mondiale impérialiste, est l'autorité d'un système soviétique mondial, la Fédération des Etats prolétariens socialistes démocratiques, l'Union soviétique mondiale. Elle est le seul gouvernement mondial possible, car elle est inconciliable avec la « liberté » et la « souveraineté » des exploités et parasites capitalistes. Elle est la garan-

tie de la liberté et de la souveraineté du prolétariat et de tous les exploités du monde. Lorsque le premier ministre canadien, Mackenzie King, déclara le 17 décembre à Ottawa : « Nous devons réfléchir avec la plus grande énergie aux problèmes auxquels le monde a à faire face en raison du développement de l'énergie atomique. A la place de la souveraineté nationale, il devrait y avoir une sorte de gouvernement mondial. L'organisation des Nations Unies ne constitue pas une solution satisfaisante (!) au problème de la paix et de la sécurité que le monde a à résoudre » ; quand le journal syndical de Moscou, « Temps nouveaux » (pour mieux faire accepter à ses lecteurs le « principe de la collaboration étroite avec les grandes puissances ») commente le discours de Mackenzie King de la façon suivante : « Il n'est pas douteux que l'apparition de l'arme atomique a introduit un élément nouveau dans la situation internationale... mais une telle union d'Etats (une union qui garantirait la paix et la sécurité) et une fédération mondiale (!) sous la direction des conservateurs britanniques et des isolationnistes américains du Middle West sont deux choses différentes (c'est-à-dire contraires !)... » que s'ensuit-il ? Il s'ensuit pour le prolétariat et toute l'humanité non exploiteuse la nécessité d'instaurer le pouvoir ouvrier sur toute la terre.

HENRY.

Avril 1946.



LE PROCHE ET LE MOYEN-ORIENT

à la croisée des chemins

par T. CLIFF

Les récents événements du Proche et du Moyen Orient ont attiré l'attention du monde entier sur la situation dans cette région. Les actions terroristes des formations militaires sionistes, les grèves et les manifestations des masses arabes au Caire, à Alexandrie, Damas, Beyrouth et Bagdad contre le sionisme, et la concentration de troupes anglaises en Palestine ont soulevé de nombreuses questions et pour y répondre il est nécessaire d'examiner les racines socio-économiques du nœud de relations dans lequel cette partie du monde est comprise.

Nous commencerons par un examen du facteur dont le rôle a été jusqu'à maintenant déterminant: l'impérialisme.

L'ENJEU IMPÉRIALISTE DANS LE PROCHE ET LE MOYEN ORIENT

Le Moyen-Orient est de la plus grande importance pour les puissances impérialistes, en particulier pour les quatre raisons suivantes: premièrement, en tant que voie de pénétration vers d'autres contrées: Indes, Australie, Chine, etc.; deuxièmement, en tant que source de matières premières; troisièmement, c'est un marché important pour les produits manufacturés; quatrièmement, c'est un champ ouvert aux investissements de capitaux. Il saute d'ailleurs aux yeux qu'il existe une étroite dépendance entre ces différents aspects de la question.

L'importance de cette région comme voie de pénétration est bien connue. Le canal de Suez raccourcit la route Europe-Orient d'une manière considérable et une production vitale le traverse (90 à 100% du total des importations anglaises de jute, thé et caoutchouc, de 70 à 90% du chanvre et du manganèse, 40 à 65% du riz, laine, café, zinc, plomb, etc...).

Le Moyen Orient constitué aussi une région à travers laquelle passent des voies de pénétration territoriales. Le Kaiser projetait de construire une

voie de chemin de fer qui aurait mis l'Allemagne en communication avec le golfe Persique, la ligne Berlin-Bagdad. Ce projet fut l'une des causes immédiates de la première guerre impérialiste. La défaite de l'Allemagne y mit un terme. De son côté, la Grande-Bretagne mit sur pied une longue voie ferrée unissant presque toutes les colonies anglaises d'Afrique (ligne du Cap au Caire) qui rejoint un large réseau unissant les pays du Proche et Moyen Orient: ligne du Cap à Haïffa, ligne Haïffa-Beyrouth-Tripoli (cette dernière rejoignant l'Anatolie et Constantinople), les lignes Haïffa-Hedjaz et Haïffa-Bagdad. Ces voies ferrées constituent un cercle de fer qui consolide et maintient l'Empire britannique.

Avec le développement de l'aviation, la possession de bases dans le Moyen Orient devint une arme décisive dans la lutte pour la suprématie aérienne. La ligne aérienne de Londres à Bombay, Singapour, Hong-Kong et l'Australie passe à Haïffa. La ligne aérienne qui traverse l'Afrique orientale et va jusqu'au Cap, part du Caire. La ligne aérienne française de Saïgon, avant la guerre, passait par Marseille, Beyrouth, Bagdad, Bombay, Saïgon.

L'importance décisive de l'Orient arabe en tant que voie de pénétration fut l'une des raisons principales des luttes qui opposèrent les puissances européennes au cours du siècle dernier — les expéditions napoléoniennes, la guerre contre la Turquie en 1832, la guerre de Crimée et la conquête de l'Égypte en furent les conséquences directes — et de même ce fut l'une des causes immédiates des première et seconde guerres mondiales. Les voies de communications entre les pays et les peuples ne sont pas, dans la période capitaliste, des moyens de coopération internationale ou des garanties de paix, mais des sujets de compétitions impérialistes et de guerres.

Renan était on ne peut plus dans le vrai lorsqu'il mentionnait la phrase bien connue: « J'apporte, non pas la paix, mais l'épée », en recevant

Ferdinand de Lesseps, constructeur du canal de Suez, à l'Académie Française, en avril 1885: « Cette phrase a dû fréquemment traverser votre esprit. Maintenant que vous l'avez creusé, l'isthme est devenu une voie de passage, c'est-à-dire un champ de bataille. Le Bosphore à lui tout seul suffisait à maintenir le monde en émoi jusqu'à aujourd'hui, et maintenant vous avez créé un deuxième sujet infiniment plus sérieux. Non seulement le canal réunit deux mers intérieures, mais encore c'est une voie de passage vers tous les océans du globe. En cas de guerre sur mer, il revêtira la plus grande importance, et chacun se précipitera pour en avoir le contrôle. Ainsi vous avez désigné un important champ de bataille pour les guerres à venir. »

Le creusement du canal de Suez transforma le Moyen-Orient en un vaste champ de bataille, mais le développement de l'aviation a jeté et jettera à nouveau de l'huile sur le feu.

Le pétrole est la ressource la plus importante du Proche et du Moyen Orient. Jusqu'à maintenant une faible partie seulement des champs pétrolifères a été l'objet d'évaluations, et il semble que toutes les estimations concernant les réserves de pétrole dans cette région soient bien au-dessous de la vérité. Dans un rapport préparé pour la United States Petroleum Resources Corporation, l'agent pétrolier E. Degolyer déclare: « Le centre de gravité de la production mondiale du pétrole se déplace du golfe du Mexique et de la sphère Caribéenne vers la région du Moyen Orient et du golfe Persique et il est probable qu'il continuera à se déplacer jusqu'à ce qu'il s'établisse définitivement dans cette région. »

L'exactitude de ce rapport est mise en lumière par les estimations des ressources en pétrole du Moyen Orient, vu que l'on a pu dire que l'Arabie séoudite, à elle seule, pourrait satisfaire la demande mondiale durant quinze années. De plus il est prouvé que les possibilités de l'Irak et de l'Irak ne sont pas moindres que celles de l'Arabie séoudite.

Présentement la Grande-Bretagne détient une position décisive dans la production pétrolière au Moyen-Orient, comme on peut le voir d'après les détails suivant de ses participations dans les différentes exploitations (chiffres donnés pour 1.000 « barrels »):

	Irak	Bahrein	Arabie
Gr. - Bret..	13.067	—	—
U. S. A. ...	6.533	7.300	5.475
France ...	6.533	—	—
Total ...	26.133	7.300	5.475

	Egypte	Iran	Total	%
Gr.-Bret....	9.125	75.000	97.192	79
U. S. A....	—	—	19.308	16
France ..	—	—	6.533	5
Total ..	9.125	75.000	123.033	100

Il n'est pas douteux qu'avec l'accroissement de l'exploitation en Arabie séoudite et à Bahrein, l'importance des compagnies pétrolières américaines dans le Moyen Orient va considérablement augmenter. Harold Guise, dans un article du *Wall Street Magazine* du 3 mars 1945, voit clair lorsqu'il affirme: « Aujourd'hui, la région du Moyen Orient ressemble à un énorme échiquier de manœuvres politiques et économiques comme on en a rarement vu s'affronter en d'autres lieux... La lutte complexe d'après guerre pour la prépondérance économique et politique, n'est nulle part potentiellement aussi explosive que dans cette partie du monde. »

Le coton est aussi l'une des productions importantes de cette région. Face au monopole quasi complet des U.S.A. sur la production mondiale du coton (environ deux tiers de la production mondiale et usinage de la moitié de cette dernière) et face à l'éviction du Lancashire par les manufactures des Indes, du Japon, du Canada, du Brésil, etc..., particulièrement en ce qui concerne les produits à bon marché, c'était une question vitale pour les capitalistes anglais d'établir leur monopole sur le coton égyptien, d'une exceptionnelle qualité, d'autant plus pour le Lancashire qui, justement, a une production de qualité supérieure.

Cette région produit en outre d'autres matières premières telles que potasse, brome, magnésium, en grande quantité. La valeur potentielle de cette production est bien plus importante qu'elle ne l'a semblé jusqu'ici si l'on tient compte des accords des monopoles internationaux visant à « l'organisation de la rareté », politique qui fut suivie coûte que coûte dans le Proche et le Moyen Orient.

Un autre aspect de l'importance de ce marché ne doit pas être négligé:

en effet, malgré les progrès de l'industrialisation, les importations, avant la guerre, atteignaient 78 à 80 millions de livres, somme non négligeable.

Mais en définitive, ce qui donne le plus d'importance à cette région c'est qu'elle constitue un vaste champ d'activité pour les investissements de capitaux.

LES CAPITAUX IMPÉRIALISTES DOMINENT LE PROCHE ET LE MOYEN ORIENT

L'Égypte, qui comprend la majorité des Arabes habitant cette région, en est jusqu'à maintenant la plus riche contrée. En conséquence, les impérialismes y portent une attention toute particulière. Durant des décades, les principaux investissements se firent sous forme de prêts à l'État égyptien, qui gardait une indépendance formelle. C'était une propre source de pillage. Ainsi, durant les années 1883-1910, les intérêts d'une dette de 95 millions de livres s'élevèrent à eux seuls à 105,6 millions de livres. Il faut d'ailleurs remarquer que l'Égypte ne reçut que 60 millions de livres sur les 95 de cette dette, le reste ayant été pris par diverses manipulations financières, de telle sorte que pour une dette de 60 millions de livres, l'Égypte paya 105,6 millions de livres d'intérêts, tout en ayant encore une dette de 95 millions de livres. Durant ces mêmes 28 années, le fellah égyptien paya une somme de 30 millions de livres pour maintenir des troupes d'occupation au Soudan dont la seule raison d'être était de protéger les plantations anglaises.

Au même moment, des Anglais, des Français, des Italiens, des Belges, des Allemands et d'autres entrepreneurs étrangers, extrayaient des millions de livres du peuple égyptien au moyen de travaux entrepris à des prix démesurés. Prenons le cas du barrage d'Assouan. Ce dernier, d'après les estimations de Sir William Willcocks, l'expert britannique, qui aurait dû revenir à 2,5 millions de livres revient actuellement à 7 millions de livres, sans compter les 1,2 millions de livres de réparations. Alors que pendant ces 28 années l'impérialisme étranger draina hors d'Égypte environ 200 millions de livres, le Ministère de l'Instruction égyptien reçut la somme dérisoire de 3,6 millions de livres (moins de 130.000 livres par an), et le Ministère de la Santé, 3,4 millions de livres. Peut-on trouver meilleure preuve de la mission civilisatrice impérialiste!

Dans ces dernières décades, il y a eu un changement dans l'orientation des capitaux. La place des emprunts d'État a été prise par des investissements dans les chemins de fer, tramways, électrification et centrales hydrauliques, banques et industries, etc. A l'heure actuelle toutes les positions-clefs de l'économie du Proche et Moyen Orient sont entre les mains de capitalistes étrangers.

En Égypte, d'après l'estimation de cercles français (l'« Égypte indépendante par le Groupe d'Études de l'Islam » Paris, 1938, pages 144-5), les capitaux étrangers s'élevaient, en 1937, à 450 millions de livres, la richesse nationale s'élevant à 950 millions, ce qui signifie que l'étranger en possède 47 %.

D'après une autre situation, les investissements de capitaux, outre la propriété terrienne, s'élevaient à 500-600 millions de livres (et même jusqu'à 650 millions d'après une autre étude), le montant total pour l'Égypte étant de 1.000 à 1.100 millions de livres.

D'après un autre examen de 1937, fait par les Anglais, le capital étranger investi en Égypte s'élevait à 500 millions de livres sterling. Ainsi la puissance financière étrangère s'élèverait à 40-50 % de la propriété totale de l'Égypte. Les experts anglais arrivent donc à des conclusions identiques à celles des experts français.

En ce qui concerne les terres, les capitalistes étrangers possèdent directement 8 % des terres cultivées d'une valeur de 50 millions de livres. Si nous déduisons cette somme du total du capital étranger investi en Égypte, nous obtenons, d'après l'une des estimations 400 millions de livres, d'après l'autre 450 millions.

En prenant l'étude de Bone sur les investissements, outre les terres, nous voyons que le capital étranger s'élève à 73-81 %. Ainsi les capitalistes étrangers possèdent à peu près la moitié des richesses nationales égyptiennes, et environ les 3/4 si l'on excepte les terres.

La situation en Palestine est semblable. Ici aussi l'impérialisme étranger joue un rôle écrasant. Ce fait est mis en lumière par le recensement de 1939 pour l'industrie. Ce dernier montre que les concessions possèdent 53,2 % du capital total investi dans l'industrie et 74,9 % de la force motrice, sans compter que quelques-unes des plus importantes entreprises appartenant au capital étranger (les

raffineries de Haïffa, la Steel Bros., etc...) ne sont pas comprises dans le rapport.

Si toutes les entreprises aux mains des capitalistes étrangers y étaient comprises, il sauterait aux yeux qu'au moins les trois quarts du capital industriel du pays est dans les mains de l'impérialisme, et qu'au moins les neuf dixièmes de la force motrice est concentrée dans ses entreprises. Avec la mise sur pied du plan gigantesque des compagnies pétrolières américaines dans le Moyen-Orient (pipelines, raffineries, etc...), ce qui nécessite au bas mot des investissements d'au moins 300 millions de livres, l'assujettissement de cette région sera très sensiblement accru.

L'impérialisme tient à monopoliser les marchés de l'Orient arabe pour son propre développement industriel dans ce secteur, particulièrement pour barrer la route au développement de l'industrie lourde des machines-outils, développement qui ouvrirait dans le sens d'une indépendance économique. Comprenant que les profits impérialistes dépendent du bas niveau des salaires payés aux ouvriers arabes et du bas taux des prix pour les produits paysans, l'impérialisme a intérêt à maintenir le pays à un niveau le plus arriéré possible, de telle sorte qu'il soit une réserve inépuisable de main-d'œuvre et de matières premières à bon marché.

L'impérialisme a par ailleurs intérêt à ce genre de méthode pour des raisons socialo-politiques: 1° parce que seules des masses arriérées, illettrées, déprimées, dispersées dans de petits villages éloignés les uns des autres, peuvent être facilement dominées; 2° parce que ses valets les plus fidèles aux colonies sont les seigneurs féodaux. Par là la question du rôle de l'impérialisme est intimement liée à la question agraire.

LA QUESTION AGRAIRE

Les trois quarts de la population arabe vivent à la campagne, soumis à une petite poignée de grands propriétaires fonciers. En Égypte, 0,5 % des propriétaires fonciers détiennent 37,1 % des terres, alors que 70,7 % n'en ont que 12,4 %. Trois cents trente et un propriétaires ont trois fois plus de terres que 1 million et demi de paysans pauvres, et il y a plus d'un million de travailleurs agricoles qui n'ont pas le moindre lopin de terre. Une compagnie terrienne d'exploitation possède à elle seule une telle superficie qu'elle peut y employer

35.000 ouvriers agricoles. Les terres royales ont une superficie analogue et y occupent environ 30.000 petits paysans. D'après une estimation d'Emile Mirost, directeur général du Crédit Foncier Égyptien, banque indissolublement liée à l'ordre social et économique existant et par là même peu susceptible d'exagérer le taux d'exploitation des masses, donne les prévisions suivantes sur les revenus agraires nets:

Pour les impôts	6,3 %
Pour les grands propriétaires.	56,6 —
Pour les commerçants	12,1 —
Pour les fellahs	25 —

100 %

Ainsi un millier à peine de propriétaires terriens ont un profit double de celui de 3 millions de fellahs. En moyenne, avant la guerre, un paysan pauvre ne gagnait guère plus de 7 à 8 livres par an. Durant la guerre son revenu nominal augmenta, mais le coût de la vie augmenta dans de bien plus grandes proportions, et par là même son revenu réel diminua. L'ouvrier agricole gagne encore moins. Le salaire quotidien d'un ouvrier agricole était, avant la guerre, de 3 piastres (7,2 pence), celui d'une ouvrière 3 piastres, celui d'un enfant de 1 à 1 piastre et demie. De plus, de longues périodes de chômage étaient chose fréquente, la saison de travail annuel n'étant que de 6 à 8 mois. Par ailleurs, même un contremaître ne gagnait guère plus de 2 livres par mois, un employé 3 livres, et un chauffeur de 1 à 1 livre et demie. Malgré que les salaires aient doublé durant la guerre, le coût de la vie augmenta bien plus; et même aujourd'hui il y a des régions où le salaire d'un ouvrier agricole n'atteint même pas un shilling.

Avec des revenus aussi maigres, la situation alimentaire est évidemment terrible. Elle n'est en fait comparable qu'à celle des Indes. On a calculé que la consommation de l'égyptien moyen, qui est évidemment supérieur à celle de l'ouvrier ou du paysan pauvre, atteint seulement 46 % de la normale pour le blé, 25 % pour le sucre, 23 % pour la viande et le poisson et 8 % pour les produits laitiers. Bien plus, la valeur nutritive n'est pas en voie d'amélioration, mais continuellement en baisse.

En raison de la terrible pauvreté des masses, leur situation sanitaire est très mauvaise, et le taux de mortalité est extrêmement élevé, comme on peut s'en rendre compte d'après le tableau suivant établi en 1938.

	Taux de mortalité chez les enfants de moins d'un an	Taux de mortalité (pour 1.000 enfants nés p. 1000 vivants)
Grande-Bretagne ..	11,6	52
Belgique	13,0	73
Pologne	13,8	140
Indes	24,3	167
Egypte	26,4	163

Seules les Indes peuvent être comparées à l'Égypte sur ce plan!

Outre les morts « normales », la famine et les épidémies prélèvent leur rançon. Ainsi, en 1944, dans la Haute Égypte, la malaria emporta des dizaines de milliers de fellahs dont la santé, affaiblie par une continue sous-alimentation, était une proie facile pour l'épidémie dans ses formes les plus violentes. D'après une estimation dont on peut être certain qu'elle n'est pas exagérée, 140.000 moururent de malaria (Al-Ahram, 14 avril 44). Rien que dans les plantations de la Compagnie Kom Ombo, 500 ouvriers moururent (Al Ahram, 1^{er} mars 44).

En raison des mauvaises conditions sanitaires, la durée de la vie moyenne est très basse: 31 ans pour les hommes, 36 pour les femmes. Dans le Royaume Uni, celle-ci est de 60 ans pour les hommes et 64 pour les femmes. Ceux qui deviennent adultes sont très faibles. Parmi les conscrits originaires des campagnes, en 1941, seulement 11 % furent reconnus aptes au service militaire. 90 % de la population souffre de trachome, 50 % de vers intestinaux, 75 % de bilharzia, 50 % d'ankylostome. Le nombre de personnes atteintes de tuberculose dépasse 300.000.

La misère est inévitablement accompagnée de l'ignorance, qui atteint des dimensions effrayantes en Égypte. On peut s'en faire une idée relative d'après la très brève remarque qu'El Mussawar fit au sujet du recensement de 1937: « Pour 14 millions de gens qui ne savent ni lire ni écrire, nous avons 30.000 titulaires de diplômes. »

L'ignorance est le produit du système social existant, et aussi l'un de ses fondements. La classe dirigeante sait fort bien que l'analphabétisme des masses est la plus forte assise du régime. C'est pourquoi un sénateur égyptien rendait grâce à Dieu du fait que son pays était en première place du point de vue ignorance (Al Ahram, 7 juillet 44).

D'une part des richesses, les plaisirs et les distractions pour quelques

dizaines de milliers d'Égyptiens et d'étrangers, d'autre part la maladie et l'ignorance pour des millions d'hommes, voilà le tableau de l'Égypte paysanne!

Le problème agraire des pays arabes autres que l'Égypte n'est guère différent. Ainsi en Palestine, environ la moitié des terres est entre les mains de 250 familles féodales. Les seigneurs féodaux, qui sont en même temps usuriers, détiennent un pouvoir exorbitant, comme on peut le voir d'après les paroles d'un officier anglais: « Dans une région militaire s'étendant sur trois sous-districts, il y a 14 percepteurs gouvernementaux; un seul usurier dans un seul de ces sous-districts emploie 26 hommes pour collecter ses intérêts. » (L. FRENCH, *Rapport sur le développement et les entreprises agraires en Palestine*, Jérusalem, 1931-32, page 77).

D'après le « Rapport du Comité d'étude des conditions économiques des agriculteurs en Palestine », communément appelé le rapport Johnson-Crosbie, seulement 23,9 % de ce que le fellah produit lui reviennent en mains propres, alors que 48,8 % passent en impôts gouvernementaux, rentes de propriétaires fonciers, et intérêt à l'usurier. Pour comprendre à quel point le standard de vie du paysan arabe est bas, en raison de la forme arriérée de son économie, et de son exploitation par divers parasites (qui constituent d'ailleurs la barrière principale à un développement de l'économie), j'ai fait la comparaison entre le régime du fellah et celui que le gouvernement est censé accorder aux condamnés (bien qu'évidemment une grande part de ce dernier aille dans les poches des fonctionnaires de la prison). Je suppose qu'un fellah et sa femme sont en prison, et que quatre de ses enfants sont dans une « école de redressement »:

	Fam. en prison	Fellahs
Blé et mil	15,1 £	10 £
Olives et huile d'olive	3,8 »	3 »
Légumes, lentilles et laitages.	12,9 »	4 »
Riz, sucre et autres produits achetés par le fellah en dehors de ses terres	4,7 »	1 »
Viande	6,7 »	Presque rien
Total	43,2 £	18 £

(Les prix étant plus bas en Égypte qu'en Palestine, ces chiffres ne peuvent être utilisés comme base de comparaison entre la Palestine et l'Égypte).

Quoique ces calculs soient peu précis, ils donnent néanmoins une idée des terribles conditions de vie qu'ont à supporter la masse des fellahs en Palestine.

En Syrie et en Irak les conditions sont semblables. En Irak on trouve des seigneurs féodaux dont les propriétés englobent des régions de dizaines de milliers d'hectares. Ainsi la majeure partie du district de Muntafiq, d'une superficie de 6.260 km², est entre les mains d'une seule famille. Les revenus du fellah dans cette région sont de 7 à 8 livres par an.

Les conditions de vie des masses citadines ne sont pas moins dures que celles supportées par les masses paysannes.

CONDITIONS DE VIE DES MASSES CITADINES

Sous la double pression de la concentration du capital impérialiste et du féodalisme, en raison du maigre développement de l'industrie et du bas niveau de vie des ouvriers agricoles, le chômage officiel et non officiel atteint une grande extension et la condition des ouvriers des villes est très misérable. Ceci peut être illustré par la description des conditions de travail dans une grosse entreprise industrielle. Prenons par exemple les filatures et tissages de Mahalla el Kubra, qui emploient 26.000 ouvriers et 3.000 employés, inspecteurs et agents de maîtrise. Les débutants sont payés 1 shilling 6 par jour, les ouvriers spécialisés 2 shillings 7, les ouvriers qualifiés 10 livres par mois. Les ouvriers ont un jour de repos par quinzaine, et travaillent 10 heures par jour. Il n'y a pas de service social et le docteur n'est là que pour délivrer des congés de maladie. La discipline est maintenue d'une manière militaire. De plus des amendes constantes viennent grever le budget de l'ouvrier. En ce qui concerne les conditions de logement, 15 ouvriers vivent dans une seule pièce, avec seulement 3 chemises pour dormir et 5 matelas (Al Ahram, 21 décembre 1944). Dans d'autres entreprises les conditions sont les mêmes.

Il est clair que les bas salaires et les prix élevés portent sérieusement atteinte à la santé des ouvriers. Ainsi on sait que sur 6.000 ouvriers im-

primeurs d'Égypte, 62 % souffrent de maladies du système digestif, 85 % d'anémie, 45 % d'empoisonnements par le plomb (Al Ahram, 23 février 1944). Deux incidents témoignent de l'extrême pauvreté dans les villes égyptiennes: en septembre 1943, quatre personnes furent piétinées mortellement lorsque des aumônes furent distribuées et en mars 44, une jeune égyptienne vendit sa fille juste née à un marchand pour 20 livres.

Les conditions de vie à Jaffa et Haïffa, Damas et Beyrouth, Bagdad et Bassorah sont très légèrement meilleures qu'au Caire et à Alexandrie.

LES RAPPORTS ENTRE LES CLASSES DOMINANTES ET L'IMPÉRIALISME

L'impérialisme ne pourrait renforcer sa domination sur des millions de coloniaux s'il ne trouvait un appui dans les classes dominantes de ces nations.

D'après ce qu'on a vu plus haut, les causes qui poussent la classe féodale à devenir un agent de l'impérialisme sont claires. Quelles sont les relations de la bourgeoisie arabe avec l'impérialisme?

Pour répondre à cette question, il faut d'abord considérer que la bourgeoisie arabe n'est pas une classe homogène. Capital bancaire et capital commercial s'entrelacent selon les divers modes de production. Dans les colonies, la majeure partie de ce capital est liée au mode de production féodal, aux entreprises du capitalisme étranger ou aux importations de marchandises extérieures. Toutes ces couches de la bourgeoisie se moulent au système féodal et au système impérialiste. La bourgeoisie industrielle n'est que la plus petite partie de la bourgeoisie arabe. Elle se développe à une époque où l'économie mondiale, dominée par la concentration du capital financier, est en déclin. Elle ne peut mettre sur pied son industrie, entrer en compétition avec celle de la « mère patrie », etc., qu'en surexploitant les masses ouvrières et paysannes et en cherchant une main-d'œuvre et des matières premières à bon marché, ce qui ne lui est rendu possible qu'en raison de l'existence du système féodal et de l'impérialisme.

Cette charpente constituée de la dictature du capital financier sur un soubassement capitaliste en déclin liée à l'existence de rapports féodaux de propriété, détermine aussi la faiblesse de la bourgeoisie coloniale indus-

trielle et sa dépendance dans une large mesure envers le capital étranger. Ceci se voit dans l'association des capitaux étrangers et nationaux, et la dépendance des entreprises locales envers les banques étrangères. L'existence de la bourgeoisie coloniale, la bourgeoisie industrielle incluse, est par là même conditionnée par la *surexploitation* des masses ouvrières et paysannes, ce qui est le résultat et la condition *sine qua non* de l'impérialisme et par sa dépendance directe envers les capitaux étrangers et de l'impérialisme. La bourgeoisie coloniale n'est pas l'antipode de l'impérialisme et du féodalisme, mais l'antipode des masses ouvrières et paysannes. La liaison de la bourgeoisie coloniale avec le capital étranger et les féodaux d'un côté, et la lutte de classes des prolétaires et des paysans de l'autre (ces deux facteurs dépendant l'un de l'autre), fixent ses limites au combat que la bourgeoisie coloniale mène pour obtenir des concessions de la part de l'impérialisme.

La bourgeoisie arabe de Palestine a une situation particulière. En effet, dans ce pays, les jeunes partenaires de l'impérialisme ne sont pas les bourgeois arabes, mais les bourgeois sionistes. Les positions économiques secondaires — l'industrie légère par exemple — ne sont pas aux mains du capitalisme indigène, comme en Egypte ou en Syrie, mais aux mains du capitalisme sioniste. Ainsi, d'après le recensement industriel de 1939, les industries palestiniennes étaient réparties de la manière suivante:

	Investissements	Energie motrice
Arabes et autres non-juifs	6,5 %	2,2 %
Juifs	40,3 %	22,9 %
Concessions	53,2 %	74,9 %

Comme il en a déjà été fait mention, d'importantes entreprises étrangères ne sont pas comprises sous la rubrique « Concessions ». D'autre part des entreprises appartenant à des non-arabes sont incluses dans les premiers chiffres. Si nous corrigeons ce tableau, nous voyons que le capital étranger possède au moins les trois quarts du capital total investi dans l'industrie, le capital juif un cinquième et le capital arabe 2 à 3 % seulement.

La situation de la bourgeoisie arabe en Palestine ne la rend d'ailleurs pas pour cela anti-impérialiste, mais au contraire la pousse à faire des efforts pour expulser la bourgeoisie

sioniste en vue de devenir elle-même l'agent de l'impérialisme.

La bourgeoisie arabe ne peut et ne désire pas s'engager à fond dans la lutte anti-impérialiste. En dépit de ses conflits avec l'impérialisme pour lui arracher quelques concessions, il est clair que son sort est intimement lié à celui de l'impérialisme.

LES PROBLÈMES AUXQUELS LA CLASSE DOMINANTE ARABE A A FAIRE FACE AVEC LA FIN DE LA GUERRE

A la fin de la deuxième guerre mondiale, l'impérialisme anglais doit faire face à de nombreuses difficultés en Orient et doit adopter des mesures extrêmes pour sauvegarder ses intérêts. La classe exploiteuse arabe se trouve devant des difficultés semblables liées à celles de l'impérialisme. Pour avoir une idée claire de ce fait, il est nécessaire d'examiner la situation socio-économique durant la guerre.

Pendant la guerre, les capitalistes et spécialement les grosses compagnies travaillant en Orient réalisèrent d'immenses profits. Alors que durant la dernière guerre l'armée anglaise dépensa 45 millions de livres en Egypte, le montant de ses dépenses fut beaucoup plus élevé dans cette guerre-ci. Le budget de guerre en Egypte en 1940 s'élevait à 34 millions de livres, en 1941 à 100 millions de livres et en 1942, 43 et 44, il était au moins aussi élevé qu'en 41. Le *Times* du 20 septembre 1943 estimait que l'armée dépensait 200 millions de livres par an dans le Proche et le Moyen Orient. La bourgeoisie a réalisé des profits extraordinaires. Ainsi la grande compagnie sucrière d'Egypte (une compagnie française), termina l'année 1941 avec 266.000 livres; l'année 1942 avec 1.350.000 livres. Les filatures nationales payaient 11 % de dividendes en 1938 et 22 % en 1942. Les filatures Misr, à Mahalla, payaient 7 % de dividendes en 1938, et 28 % en 1943. La branche de Dawar de ces mêmes filatures payait 12 % en 1941 et 20 % en 1942. La Marconi Broadcasting Company payait 7 % de dividendes en 1935 et 25 % en 1940. Les compagnies hôtelières égyptiennes payaient 10 % en 1938 et 25 % en 41. Il y avait 50 millionnaires en Egypte avant la guerre et 400 en 1943.

La bourgeoisie fit aussi de considérables bénéfices dans le commerce. Ainsi dans les années 1941, 42 et 43, les commerçants de Beyrouth firent 16 millions de livres de bénéfices. Sur

ces 16 millions, 10 furent ramassés par 10 commerçants, 2 millions par 20 commerçants, et les 4 derniers millions allèrent dans les poches de plusieurs centaines de plus petits commerçants.

Les banques prospérèrent de la même manière. Les dépôts dans les banques commerciales d'Egypte passèrent de 44,8 millions de livres en 1939 à 116,6 millions en 1942. Au Liban, durant la même période, ils passèrent de 26,5 millions à 84,5 millions de livres, et en Syrie de 6,1 millions à 36,4 millions. Les banques arabes de Palestine payèrent un dividende de 20 % en 1943.

Pendant la même période, la misère des masses travailleuses augmenta considérablement. Il en résulta une forte exacerbation de la tension sociale, qui atteint son summum en Egypte. En janvier 1943 déjà, un député bourgeois de la Chambre égyptienne déclarait: « Nous avons déjà défendu ce programme auparavant et averti le gouvernement du danger de famine, et nous notions déjà qu'il est juste de dire que la famine est une hérésie qui ne connaît ni compromis ni manœuvres. Car celui qui jette un regard dans l'histoire sait pertinemment que la faim fut la cause de nombreuses révolutions. Et si l'histoire nous enseigne que les couches révolutionnaires dans l'un des plus grands Etats d'Europe crièrent du plus profond du cœur: « Nous voulons du pain », nous entendions dernièrement le même cri de révolte qui résonnait de façon semblable avant la dernière « Fête du Sacrifice » dans les rues du Caire, clameurs jaillies des bouches des populations affamées qui attaquèrent les vanneries dans le but de ravir du pain. » L'orateur caractérisa ensuite la situation du pays comme une « situation révolutionnaire » (Al-Misri, 6 janvier 1942).

Un autre sénateur décrivait la situation en mai 1943 de la façon suivante: « La guerre a entraîné la concentration des capitaux dans les mains de quelques centaines d'individus. Les richesses des privilégiés se sont accrues tandis que les pauvres gens ont été acculés de plus en plus à une misère indescriptible; le gouffre existant entre les classes s'est encore creusé. La société s'est lézardée et de grands dangers la menacent. On ne peut prophétiser un bel avenir pour ce pays. »

La paix signifie une aggravation de la misérable condition des masses. L'action des autorités pour développer la production vers des normes at-

teignant des dizaines de millions de livres va cesser, ce qui, conséquence immédiate, va jeter sur le pavé plusieurs centaines de milliers de travailleurs employés dans les industries de guerre. La grande majorité des 800.000 travailleurs employés directement par l'armée va aussi se trouver sans travail. Même les industries travaillant pour la population civile vont se trouver devant de graves difficultés en raison de la concurrence étrangère qui était presque inexistante durant la guerre, en raison des difficultés de renouvellement des machines, etc... Les classes dirigeantes se préparent à faire porter le fardeau de la crise par les ouvriers et les paysans, et ne cachent d'ailleurs pas leurs intentions. Ainsi, Fouad Saraj ed-Din, grand propriétaire foncier, qui fut Ministre de l'Agriculture, de l'Intérieur et de la Santé publique, déclara que pour que le coton égyptien puisse concurrencer celui des Indes, de la Chine et du Brésil, et concurrencer la soie artificielle et le nylon, on devait bloquer les salaires dans l'agriculture. Hafez Affi, directeur de la grande banque Misr, déclara de même que l'accroissement des salaires interdisait à l'industrie égyptienne la possibilité de concurrencer la production étrangère. Le journal *Al-Ahram* du 19 juillet 1943, écrivait que les ouvriers touchaient de tels salaires que ceux-ci leur donnaient le goût du luxe (*sic!*).

L'ANTAGONISME CROISSANT ENTRE LA BOURGEOISIE ET L'IMPÉRIALISME

Pendant ce temps l'antagonisme entre les industriels arabes et l'impérialisme va croissant. Il y a essentiellement deux sujets de conflit: premièrement, comment protéger les industries existantes de la concurrence étrangère; deuxièmement, la question de la dette énorme que l'Angleterre a contractée envers les pays du Proche et du Moyen Orient (350 millions de livres à l'Egypte, 100 millions de livres en Palestine — principalement aux capitalistes juifs — 60 millions à l'Irak). La position des diverses couches de la bourgeoisie arabe envers ces questions est différente. La bourgeoisie « compradore » est bien plus intéressée par le commerce d'outre-mer que par le développement de l'industrie locale.

D'autre part les industriels insistent pour qu'on élève les tarifs douaniers et sont aussi plus exigeants en ce qui concerne la question de la

dette anglaise, son remboursement étant pour eux une impérieuse nécessité en vue de renouveler leur vieil outillage. Ainsi, à la séance du Sénat du 20 janvier 1945, le sénateur Ahmed Ramzi Bey déclara que les restrictions dues à la concurrence signifiaient que l'Égypte ne pouvait acquérir des dollars ni acheter aux États-Unis, mais seulement en Angleterre et que ce fait était un sérieux handicap. Il proposa que l'Angleterre fournisse des dollars ou même remette à l'Égypte quelques-unes de ses actions investies dans des Compagnies d'Égypte, comme celles de la Compagnie de Suez, de l'Anglo Egyptian Company, etc... Il nota aussi la dépréciation réelle, sinon théorique, de la livre égyptienne par rapport à la livre anglaise. *Al-Ahram* du 19 avril 1944 déclara que la dette du Royaume Uni envers l'Égypte était une dette du fort envers le faible, et que le mode de paiement dépendait du fort. Une semaine plus tard le même journal annonçait que le sénateur Mohammed Barakat Pasha avait fait une déclaration selon laquelle l'Angleterre était incapable de payer ses dettes et conseillant à l'Égypte de quitter le bloc sterling. Le même refrain de quitter le bloc sterling et de transférer les actions de Suez et quelques autres à l'Égypte revient continuellement dans la presse égyptienne.

La bourgeoisie arabe des pays voisins est plus faible et par là moins exigeante. La position des classes exploiteuses arabes peut se résumer ain-

si: *toutes* s'orientent vers la compression du standard de vie des masses. Quelques-uns, les industriels, feraient volontiers pression sur l'Angleterre pour arracher quelques concessions. Mais quoiqu'il en soit, une chose doit être absolument claire: même pour les industriels arabes le premier fait l'emporte de loin sur le second.

Face au profond fossé qui sépare les masses ouvrières et paysannes de l'impérialisme, ce dernier a intérêt, et il en sera de plus en plus ainsi, à détourner la colère des masses dans une voie fautive. La majeure partie des exploités arabes — les féodaux, la bourgeoisie compradore, les commerçants et les usuriers — s'identifient complètement à l'impérialisme de ce point de vue. (Il ne s'agit pas nécessairement de l'impérialisme anglais, ce peut être lui aussi bien qu'un autre, par exemple l'impérialisme américain). La bourgeoisie industrielle cherchera probablement à utiliser la colère des masses dans le but d'arracher quelques concessions à l'impérialisme, mais il est certain qu'avant peu elle devra se joindre à ce dernier pour s'efforcer de détourner les masses affamées de la lutte nationale et d'émancipation de classe en les entraînant dans le cul-de-sac des émeutes chauvines entre communautés différentes.

(A suivre.)

Jérusalem,

12 novembre 1945.

T. CLIFF.

Nous publierons la fin de cet article dans notre prochain numéro. Quoique écrit en novembre 1945, cet article est d'une actualité brûlante. Du Maroc à l'Iran, la révolte gronde. La Palestine, l'Égypte sont soulevées contre l'impérialisme anglais. L'Algérie, le Maroc veulent se délivrer du joug de l'impérialisme français. L'article de notre camarade T. Cliff permet de comprendre ce qui se déroule, condition première pour apporter notre aide aux exploités en lutte.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

La session de Juin 1946 du Comité Exécutif de la IV^e Internationale

Le premier Plenum du nouveau Comité Exécutif International, élu à la Conférence d'avril 1946, a eu lieu entre le 15 et le 18 juin 1946.

Bien que ses travaux aient tourné surtout autour de questions relatives à la vie interne de l'Internationale, le rapport sur l'activité du Secrétariat International et la discussion qui en suivit, fournirent l'occasion de faire un rapide tour d'horizon sur l'évolution de la situation mondiale depuis la Conférence Internationale d'avril dernier.

Sur le plan de la situation européenne, le C.E.I. a été unanime à signaler l'importance des élections qui ont eu lieu dans plusieurs pays européens et en particulier en France, en Italie, en Tchécoslovaquie, en Hollande et en Allemagne, ainsi que l'abolition de la monarchie en Italie.

Se penchant sur les résultats de ces élections, le C.E.I. a tiré les conclusions suivantes.

a) La radicalisation des masses populaires se manifeste sur le plan parlementaire par le nombre élevé des voix qui sont allées aux partis communistes et socialistes, et plus spécialement par le déplacement des voix des partis socialistes aux partis communistes.

En effet, ceux-ci gardent encore en général une influence parlementaire qu'ils n'avaient jamais atteinte dans le passé, ce qui constitue l'indice le plus éloquent de ce qui est spécifique à la situation que la guerre a créée par rapport à la situation du mouvement ouvrier dans les dernières années avant l'éclatement du conflit impérialiste.

La progression générale et parfois impressionnante des partis communistes, au détriment de la social-démocratie, est un phénomène caractéristique de la nouvelle situation dans laquelle l'Europe et le Monde se trouvent au lendemain de la deuxième guerre impérialiste.

C'est incontestablement un indice de radicalisation accélérée des masses, qui se polarisent même autour de l'ancien drapeau révolutionnaire des partis communistes et de l'Union Soviétique.

b) La principale formation politique de la bourgeoisie qui se dégage sur le plan parlementaire, est celle des différents « M.R.P. », qui remplacent en quelque sorte l'éventail des anciens partis bourgeois du centre et de la droite.

Les succès des partis catholiques, qui sont accompagnés de la stagnation ou même du recul des formations politiques de l'extrême droite visant une mobilisation extra-parlementaire des masses, sont significatifs des possibilités et des intentions de la bourgeoisie à l'étape actuelle. Les masses petites-bourgeoises qui les soutiennent, par méfiance ou par désappointement de la politique des partis ouvriers, ne se montrent pas disposées à sortir du cadre « démocratique » et « parlementaire » et à entrer en conflit ouvert avec la classe ouvrière.

La bourgeoisie est obligée de tenir compte de cet esprit de ses troupes parlementaires ; d'autre part, consciente du fait que la reconstruction de sa puissance économique gravement atteinte par la guerre est impossible sans la collaboration volontaire de la classe ouvrière, que lui garantit la politique actuelle des partis communistes, elle ne trouve elle aussi aucun intérêt à sortir de la « légitimité démocratique » et « parlementaire ».

Tout cela naturellement changerait très différemment aussitôt que la classe ouvrière, poussée par l'aggravation de ses conditions de vie, s'engagerait dans la voie des luttes revendicatives.

Un pareil moment dans l'évolution de la situation s'approche maintenant rapidement ; plusieurs indices, tant en France qu'ailleurs, permettent de constater le commencement d'un nouveau cycle dans la lutte des classes en Eu-

rope, qui sera caractérisé par une vague de luttes revendicatives ébranlant les fondements sur lesquels la bourgeoisie espère atteindre une stabilisation relative.

Considérant la situation aux Etats-Unis, le C.E.I. a retenu le fait que la vague des luttes revendicatives n'a jamais été égalée dans le passé, et que le prolétariat américain ne manquera pas de prendre rapidement conscience de sa force, et de son opposition de classe à la bourgeoisie, à ses partis, et à ses politiciens. Les grèves grandioses du prolétariat américain se sont déroulées dans des conditions internationales et nationales telles que de réels et importants progrès ont été réalisés dans la maturation politique de la classe ouvrière qui trouvera un jour proche son expression dans la formation d'un parti ouvrier indépendant basé sur les syndicats.

En ce qui concerne l'évolution de la situation dans les Colonies, le C.E.I. a constaté :

a) Une stagnation et même un recul relatif du développement révolutionnaire en Indochine et en Indonésie, dont l'expression est le compromis conclu d'une part avec l'impérialisme français, et d'autre part avec l'impérialisme anglais et hollandais.

Cela est dû d'une part au faible développement du prolétariat révolutionnaire et de son parti dans ces pays, et d'autre part à l'isolement prolongé de ces foyers révolutionnaires, au murissement inégal de la situation en Chine, aux Indes et aux métropoles, qui a empêché une aide active et directe aux forces révolutionnaires de l'Indochine et de l'Indonésie.

b) Le déplacement de l'épicentre révolutionnaire du monde colonial vers la Chine, les Indes et les pays du Proche-Orient.

En Chine on constate une reprise de la guerre civile ouverte et, ce qui est plus important, la réapparition du mouvement ouvrier chinois dans les grandes villes industrielles de la Chine, après 19 années environ d'apathie due au désastre auquel la Révolution chinoise de 1925-1927 avait été conduite par la politique menchevique du stalinisme. Les nombreuses et importantes grèves ont éclaté ces derniers mois dans plusieurs centres industriels de la Chine.

Aux Indes l'impérialisme britannique est en recul et l'effervescence qui règne à travers tout le pays est le signe avant-coureur d'une nouvelle étape de la révolution indienne.

Dans le Proche-Orient, et dans tous les pays coloniaux du bassin méditerranéen, de l'Algérie à la Palestine, en passant par l'Egypte, le mouvement national contre l'impérialisme s'accompagne des premiers réveils du mouvement social impulsé par un prolétariat encore numériquement faible, mais dynamique, alerte, n'ayant connu ni défaites ni démoralisation par suite de la politique des partis traditionnels.

En résumé, si la situation en Europe en particulier se caractérise actuellement par un piétinement, par une prise de position des camps adverses en vue des batailles prochaines, il n'y a aucune défaite des forces ouvrières, aucune retraite importante, aucun changement fondamental dans le rapport des forces, aucune attaque ouverte de la bourgeoisie et même aucune disposition sérieuse de sa part, en vue d'une offensive immédiate.

Dans ces conditions la tâche de la IV^e Internationale est de poursuivre son activité sur la base de son programme transitoire et socialiste dans le but de rendre les masses conscientes de la façon de faire progresser leur mouvement révolutionnaire bloqué par la politique de confusion, de démoralisation, de trahison des partis « ouvriers » traditionnels.

**

Les travaux proprement dits du Plenum du C.E.I. ont été remplis par la discussion des questions suivantes inscrites à son ordre du jour :

- a) L'activité du Secrétariat International ;
- b) L'unification du S.W.P. et du W.P. aux Etats-Unis ;
- c) L'examen critique de la position prise par la section française dans le référendum du 5 mai 1946.
- d) La tactique de la section anglaise envers le Labour Party ;
- e) La réorganisation de la section allemande de la IV^e Internationale ;
- f) Questions diverses.

Le C.E.I. a approuvé à l'unanimité le rapport du S.I. concernant son activité.

Sur la question de l'unification entre le S.W.P. et le W.P., la résolution adoptée par le C.E.I. insiste sur la nécessité d'une discussion préalable entre les deux organisations afin de clarifier les divergences et de vérifier le degré d'accord pouvant exister entre l'orientation défendue par le W.P. et celle définie par le S.W.P. et l'Internationale. Le C.E.I. a été unanime à condamner les

scissions des camarades Goldman, Williams... ou les incitations à la scission qui ont été effectuées par la direction Schachman à propos de cette question.

Quant au référendum français, le C.E.I. a rejeté les arguments apportés par la majorité qui s'était formée au sein du comité central du P.C.I. pour répondre « oui » et a caractérisé cette déviation comme étant de nature opportuniste.

En ce qui concerne la tactique de notre section anglaise envers le Labour Party, le C.E.I., après un premier débat, a conseillé d'orienter l'essentiel de notre travail en Angleterre en direction du Labour Party.

Un premier rapport fut présenté sur la situation actuelle en Allemagne et sur les premiers efforts réalisés en vue de réorganiser notre section allemande.

En outre, le C.E.I. a adopté l'importante résolution que nous publions qui tire les conclusions de l'échec de la première conférence des Quatre à Paris, de l'occupation militaire prolongée de l'Europe et de l'impasse dans laquelle le monde est conduit par la politique des impérialistes et de la bureaucratie soviétique.

Ayant envisagé les problèmes relatifs à la préparation du prochain congrès mondial de la IV^e Internationale, le C.E.I. a décidé d'en préparer la convocation pour l'année 1947, et de déclarer ouverte, dès maintenant, la discussion préparatoire à ce congrès sur la base de la résolution adoptée par la conférence d'avril 1946 et de la résolution ci-dessus mentionnée relative au retrait de toutes les troupes d'occupation.

Résolutions adoptées par le Comité Exécutif International

I. Au sujet des territoires occupés

Une année après la fin de la seconde guerre mondiale, la Conférence des Quatre à Paris en mai 1946, a clairement montré à nouveau l'impossibilité pour les vainqueurs de cette guerre d'établir une paix stable et de permettre à l'Europe de se relever de ses ruines, de progresser et de vivre librement.

La complexité des antagonismes entre les intérêts des impérialistes américains et anglais et les intérêts de la bureaucratie soviétique et l'opposition de ces intérêts aux besoins élémentaires des masses sont tels que les vainqueurs craignent une discussion publique devant l'opinion mondiale et préfèrent se livrer dans le plus grand secret à des marchandages sordides qui se font arbitrairement et cyniquement sur le sort de millions d'hommes dans l'Europe ruinée et dans les pays coloniaux opprimés.

La Conférence de Paris n'a pu régler aucune des questions principales relatives aux traités de paix avec l'Italie et les autres pays satellites, ni surtout les questions essentielles de l'Autriche et de l'Allemagne ; son échec vient d'entraîner la rupture des accords de Potsdam conclus entre la défaite de l'Allemagne et celle du Japon. Plus que

jamais, la division en zones de l'Allemagne et de l'Autriche entraîne des résultats désastreux pour les travailleurs de toute l'Europe.

A la Conférence de Paris, pour la première fois, la diplomatie américaine a pris fermement l'offensive contre la diplomatie soviétique et s'est déclarée prête à en appeler devant l'O.N.U.

Si les serviteurs de l'impérialisme américain ont pu se poser une fois encore en champions de la paix, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, etc., en dépit de leur politique de rapine en Europe et en Extrême-Orient, c'est parce que l'on a pu voir les porte-parole de la bureaucratie soviétique non seulement s'abstenir de prendre position même platoniquement pour le droit de libre disposition des peuples, mais au contraire devenir les défenseurs « réalistes » des réparations, des annexions, de l'occupation militaire de l'Europe, et de la tutelle impérialiste sur les peuples coloniaux et proposer des trocs entre les prétentions des diverses puissances aux dépens des vaincus. Si les champions de Wall-Street ont pu agiter la menace d'un appel à l'O.N.U., c'est parce que la bureaucratie soviétique est

pratiquement incapable de gagner à sa cause, comme le fit la politique extérieure de la Révolution d'Octobre, la sympathie des masses opprimées des pays impérialistes et les petites nations victimes des grands impérialismes.

Dans cette période de tension où sont mis au point les compromis consécutifs à la récente guerre mondiale, l'occupation militaire de zones d'influence en Europe et dans le monde sert aux impérialismes et à la bureaucratie soviétique comme gage dans leur politique actuelle d'épreuve de force. Cependant, les effets réactionnaires de cette occupation deviennent de plus en plus évidents.

Les pays militairement occupés, déjà ruinés par la guerre, s'épuisent encore plus sous les charges de l'occupation et la main-mise étrangère sur leurs ressources et leur économie ; en même temps le libre développement du mouvement des masses est entravé aussi bien par l'appareil militaire réactionnaire des impérialistes que par la bureaucratie soviétique.

La prolongation de l'occupation militaire signifie en conséquence l'accentuation de la décomposition économique de l'Europe et des pays coloniaux et l'étranglement de leur mouvement révolutionnaire.

En outre, la prolongation de l'occupation militaire entraîne dans les pays vainqueurs eux-mêmes, le maintien d'un lourd et coûteux appareil militaire et permet la constitution et la sélection de cadres et de troupes destinés à être employés, le cas échéant, contre les travailleurs de ces pays eux-mêmes.

Le maintien de forces militaires considérables, l'occupation de territoires en Europe et dans le monde et la détention de millions de travailleurs allemands et japonais comme prisonniers de guerre utilisés comme une main-d'œuvre à très bon marché, sont la continuation directe de la guerre. Par suite, la continuation de la lutte que la IV^e Internationale et ses sections menèrent, au cours des hostilités, pour la désagrégation des forces armées du capital, pour la fraternisation des travailleurs de tous les pays, « alliés » ou « ennemis », en uniforme ou sans uniforme, doit trouver son expression dans une lutte contre le maintien des appareils militaires, contre l'occupation militaire, pour la libération de tous les prisonniers de guerre et pour la solidarité internationale du prolétariat.

Dans cette lutte, la IV^e Internationale dénonce tout prétexte qui sert à couvrir cette politique réactionnaire des impérialistes et de la bureaucratie sovié-

tique. Face aux machinations de leur diplomatie secrète, elle oppose le mot d'ordre : **Droit des peuples de l'Europe et des pays coloniaux à disposer d'eux-mêmes.**

La IV^e Internationale exige le retrait de toutes les armées étrangères, y compris de l'Armée Rouge, de tous les territoires occupés ; elle s'élève contre les annexions, les réparations, les transferts forcés des populations et le maintien de millions de travailleurs allemands et japonais au régime des prisonniers de guerre, tant de la part de l'impérialisme que de la part de la bureaucratie soviétique. La IV^e Internationale ne reconnaît d'autres frontières que celles tracées par la culture et les sympathies librement exprimées des populations.

A l'impasse dans laquelle a conduit la politique des impérialistes et de la bureaucratie staliniste, à la banqueroute des Conférences de « Paix » et de l'O. N. U., et à la menace de la troisième guerre mondiale, la IV^e Internationale oppose la lutte révolutionnaire des masses exploitées de tous les pays, pour le triomphe de la Révolution Socialiste Mondiale et pour la Fédération des Etats-Unis Socialistes Soviétiques d'Europe et du Monde.

En demandant l'évacuation par l'Armée Rouge des territoires occupés par celle-ci, la IV^e Internationale n'abandonne en aucune façon son mot d'ordre de **défense inconditionnée** de l'U.R.S.S. La IV^e Internationale est également pour la défense des mesures économiques progressives qui ont été réalisées dans les territoires occupés par l'Armée Rouge. Mais la défense de l'économie étatique planifiée de l'U.R.S.S. tout comme celle des réformes progressives accomplies en Europe orientale, ne peut pas être assurée par des moyens purement militaires, et surtout pas par l'occupation de territoires dans un but stratégique. La véritable défense repose avant tout sur la libre activité révolutionnaire des masses qui doit assurer la victoire totale de la révolution prolétarienne. Les masses des pays actuellement occupés doivent se sentir absolument libres, sans aucune contrainte de disposer d'elles-mêmes. L'occupation de ces pays par l'Armée Rouge, les fardeaux qu'on leur impose, leur traitement en pays vaincus, ne peuvent que nuire aux intérêts fondamentaux de la révolution socialiste mondiale, et compromettra dangereusement au sein de leurs masses la défense de l'U.R.S.S. contre les attaques de l'Impérialisme. Les exemples sont déjà nombreux en ce sens (élections en Hongrie, en Autriche, en Allemagne).

Par conséquent, la défense inconditionnelle de l'U.R.S.S. ne peut entraîner dans la zone occupée par l'Armée Rouge aucune politique de soutien, même provisoire ou passager, de telle ou telle clique ou organisation bourgeoise ou petite bourgeoise qui mise sur la bureaucratie, face aux partis bourgeois ou petits-bourgeois qui misent sur l'impérialisme. Elle ne peut se traduire que dans une poursuite énergique de la lutte de classe sans compromis du prolétariat contre sa propre bourgeoisie. Voilà pourquoi le mot d'ordre du « Départ immédiat des troupes d'occupation » et une campagne énergique contre les méthodes barbares de la bureaucratie sont seuls capables de rendre dans ces pays une valeur à la politique de défense de l'U.R.S.S. en indiquant clairement que la défense de l'U.R.S.S. n'excuse en rien les crimes de Staline.

Mais là où surgiraient des mouvements réactionnaires qui, avec l'appui des impérialismes, tenteraient de renverser l'économie plus ou moins étatisée et de rétablir la propriété foncière, afin de créer une base d'attaque contre l'Union Soviétique, nous nous opposerions à ces mouvements et combattrions, aux côtés de l'Armée Rouge, pour la défaite des impérialistes et de leurs agents, jusqu'à ce que les travailleurs

dans ces pays soient capables de faire face seuls à la contre-révolution bourgeoise.

Dans l'application de cette politique générale, les sections de la IV^e Internationale mettent un accent différent suivant la position de leur propre pays.

Les sections anglaise et française, ainsi que les trotskystes américains, mettent en avant le mot d'ordre d'évacuation des troupes de leur propre impérialisme de tous les pays qu'il occupe (Europe, Indes, Indonésie, etc... pour l'Angleterre ; Europe et colonies pour la France ; Europe, Philippines, Chine, etc., pour les Etats-Unis). Les Bolcheviks léninistes de l'U.R.S.S. dénoncent la politique antiouvrière de la bureaucratie staliniste dans les pays occupés et demandent le retrait des troupes soviétiques. Par contre, les sections des pays occupés mettent l'accent surtout sur la fraternisation internationaliste et révolutionnaire avec les soldats des armées occupantes, fraternisation à laquelle est subordonnée leur campagne pour l'éloignement de ces troupes.

Dans toutes les zones d'occupation, nos militants devront défendre notre politique de manière telle qu'elle ne puisse être utilisée contre l'Union Soviétique à l'avantage des Impérialistes.

II. Sur l'Espagne

1. — Les impérialistes américains et anglais qui ont mené la guerre soi-disant pour « extirper le fascisme du monde » et pour la « démocratie » n'ont entrepris depuis sa fin aucune action décisive pour renverser Franco.

An contraire, ils ont fait directement ou indirectement échec à toutes les tentatives qui visaient d'une façon quelconque à mettre Franco en difficulté, ou à précipiter la chute de son régime.

Cela s'explique par leur double crainte de voir surgir un nouveau foyer révolutionnaire en Europe, et aussi de perdre une place forte dans l'encerclement diplomatique et stratégique qu'ils poursuivent de l'U.R.S.S. et de sa zone.

Pour ces raisons, ils prétextent hypocritement la non-immixtion dans les affaires intérieures de l'Espagne (au même moment où leurs armées occupent et oppriment une longue série de pays dans le monde) et ils sont décidés à maintenir aussi longtemps que pos-

sible Franco au pouvoir, tout en préparant, dans le cas où ils seraient forcés de le remplacer, une double équipe de rechange : une « monarchiste » (Don Juan) et une « démocratique » (Giral) entre lesquelles ils choisiront selon les circonstances qui caractériseront le départ éventuel de Franco. Les Partis « socialistes » quand ils ne sont pas les exécuteurs directs de cette politique comme c'est le cas des ministres travaillistes anglais, la soutiennent indirectement, faisant confiance aux intentions « démocratiques » des gouvernants de Wall Street et de Londres, et s'abstiennent de tout appel à l'action directe du prolétariat mondial.

La bureaucratie soviétique et les Partis « communistes » par contre, ont un intérêt visible à la chute immédiate de Franco et à son remplacement par un gouvernement de coalition qui leur permettrait d'y pénétrer en enlevant ainsi une des bases principales de l'encercle-

ment antisoviétique des impérialismes américain et anglais.

Mais, liés par l'ensemble de leur politique de collaboration de classes, les Partis communistes sont incapables d'entraîner le prolétariat mondial dans une action directe contre Franco et ils se contentent d'exercer une pression sur les gouvernements bourgeois, dont ils constituent souvent l'ossature, pour qu'ils « rompent avec Franco ». Seule, la IV^e Internationale qui n'est liée à aucune classe possédante et à aucune caste privilégiée veut mobiliser le prolétariat mondial et l'appeler à une action systématique de solidarité avec le prolétariat espagnol.

Franco ne sera renversé que par l'action du prolétariat mondial venant au secours du prolétariat espagnol qui continue sa lutte dans la clandestinité.

III. Sur l'unification entre le S.W.P. et le W.P. aux États-Unis

Ayant discuté dans sa session de juin 1946 la question de l'Unification entre le S.W.P. et le W.P., le C.E.I. considère :

1. — Aussi désirable que l'unité soit en principe, l'unification du SWP et du WP, une organisation se réclamant des idées de la IV^e Internationale, n'est pas du domaine d'un accord formel sur les principes généraux du Marxisme ; mais d'un accord sur le programme précis de l'Internationale. C'est la condition indispensable pour assurer une unité stable et pour contribuer au développement du parti révolutionnaire défendant le programme de la IV^e Internationale. Des divergences fondamentales existent entre les deux organisations ainsi qu'entre le WP et la ligne de l'Internationale, qui, selon la direction du WP elle-même, sont sur toute une série de questions, des divergences programmatiques.

2. — Une discussion pour clarifier ces divergences et pour mesurer le degré d'accord qui peut exister entre les deux organisations dans les questions théoriques, politiques et d'organisation, est nécessaire. Dans cette discussion, le SWP ainsi que les organismes directeurs de l'Internationale s'efforceront de rapprocher le plus possible le WP des positions de l'Internationale.

Le S.I. publiera, dans un premier Bulletin Intérieur International, les documents du SWP et du WP fournissant leurs points de vue sur les divergences existantes et sur la question de l'unification.

Dans un bulletin ultérieur, le S.I. publiera tous les documents émanant des

La solidarité de la classe ouvrière internationale doit se manifester par le blocus économique de l'Espagne franquiste, par le boycott par tous les marins, dockers et cheminots, de tout commerce avec Franco, par sa mobilisation aussi, immédiate et directe sous forme de grève générale de protestation contre tout nouveau crime du bourreau de la Révolution espagnole

Nos sections doivent maintenir constant l'intérêt de la classe ouvrière pour l'Espagne, propager systématiquement l'idée du blocus économique et saisir toute occasion pour proposer à toutes les organisations ouvrières le front unique en vue d'une action commune pour renverser Franco et permettre à la Révolution espagnole de reprendre son cours.

membres des deux organisations ainsi que des membres de l'Internationale concernant la question de l'Unification.

A la lumière de cette discussion, le C.E.I. sera saisi à nouveau de la question dans la prochaine session et exprimera son opinion sur la possibilité et l'opportunité de l'unification immédiate.

Le C.E.I. considère qu'une unification sans clarification des divergences entre les deux organisations risque d'avoir comme résultat que la vie active du parti soit dirigée vers l'intérieur et particulièrement l'énergie de ses camarades dirigeants : surtout dans la période présente de radicalisation des masses, une telle unification aurait des conséquences néfastes pour l'organisation unifiée et rendrait l'organisation incapable devant les possibilités favorables qui existent de pénétrer effectivement dans les masses ouvrières et de construire un parti révolutionnaire de masses. Le C.E.I. s'opposerait fermement à toute unification qu'il considérerait pouvoir mener à de tels résultats

3. — Un climat différent de celui qui existe actuellement doit être créé excluant les manœuvres ou même les apparences de manœuvres. La majorité du SWP et la direction de l'Internationale continueront à assurer le caractère démocratique de la discussion et les droits des minorités. La minorité du SWP ayant déjà à plusieurs reprises violé la discipline du Parti, doit s'abstenir de persévérer dans cette voie qui fausse complètement la solution de la question de l'unification.

D'autre part, la direction du WP, aussi longtemps qu'elle continuera à doubler sa campagne pour l'unification, d'une incitation à la scission dans le SWP et d'agir de la manière décrite dans les lettres de Schachtman à Goldman, pourra difficilement convaincre les militants du SWP et de l'Internationale d'une véritable volonté unitaire de sa part.

IV. Sur le referendum en France

Le Comité Exécutif International condamne le vote « oui » adopté par une majorité du Comité Central du P.C.I., comme une déviation typiquement opportuniste.

Le referendum du 5 mai n'impliquait pas un choix forcé entre deux formes, l'une plus réactionnaire, l'autre moins réactionnaire, de l'Etat bourgeois ; il ne s'agissait pas d'un choix entre une monarchie bourgeoise et une république bourgeoise ou entre un Parlement à deux Chambres et une Assemblée unique ; le référendum du 5 mai comportait sans plus, l'acceptation ou le refus d'une Constitution bourgeoise.

Le Parti révolutionnaire utilise la période d'agitation autour de la question constitutionnelle pour mettre en avant des revendications démocratiques et transitoires, et soutient les dispositions les plus démocratiques contre les propositions plus réactionnaires. Mais ceci n'implique jamais l'acceptation de l'ensemble d'une Constitution bourgeoise, si démocratique fut-elle. Dans le cas en question, il n'y avait pas à choisir entre diverses dispositions constitutionnelles, mais il n'y avait qu'à adopter ou repousser la Constitution dans son ensemble.

Voter « Oui » signifiait, qu'on le veuille ou non, consacrer l'Etat bourgeois, la propriété capitaliste, la défense nationale, l'oppression coloniale. Ce n'est pas une question de tactique, mais une question de principe de rester dans toutes les circonstances hostiles à une constitution bourgeoise, quelle qu'elle soit. Aucune raison de tactique ne pouvait justifier un abandon de cette position de principe envers l'Etat bourgeois.

Les raisons tactiques invoquées pour abandonner les principes se sont avérées, comme c'est toujours le cas en l'occurrence, en contradiction avec une juste analyse des réels rapports de forces entre classes. Le « oui » fut justifié par l'existence d'une « offensive de la bourgeoisie », tout au moins d'un « regroupement en vue d'une offensive », par la volonté de la bourgeoisie

4. — Le C.E.I. condamne l'attitude adoptée par les camarades Goldman, Williams et autres qui ont quitté le SWP et les rangs de l'Internationale pour se joindre au WP et considère que l'imitation de leur attitude par d'autres membres de la minorité compliquerait un développement favorable de la question de l'unification.

de faire du referendum une « épreuve de force, enfin par la nécessité d'opposer dans ces conditions, un « front unique » de la classe ouvrière.

Or, en France, comme dans toute l'Europe, la bourgeoisie loin de passer à l'offensive ne songe encore qu'à trouver les moyens d'endiguer ou d'étaler la poussée des masses. Pour toute la presse capitaliste mondiale, le referendum du 5 mai et les élections du 2 juin ont apporté la satisfaction... de ne pas voir se poursuivre pour le moment la montée du Parti Communiste.

La notion de « regroupement » de la bourgeoisie, sous la forme vague où elle fut employée pour justifier le « oui », apporte seulement de la confusion. La bourgeoisie n'a certes pas l'intention de disparaître sans combattre ; depuis l'effondrement du régime de Vichy et de ses formations de combat, la bourgeoisie française n'a fait que chercher à « regrouper » ses forces, mais elle n'a encore pu reconstituer rien de solide et le rejet de la Constitution le 5 mai, ne l'a en rien aidée. En retirant une trentaine de listes du P.R.L. au profit du M.R.P., à la veille des élections du 2 juin, le capitalisme français a montré que, dans ses essais de regroupement, il procède encore avec beaucoup plus de prudence et d'hésitation qu'avec un esprit offensif.

L'argument relatif à « l'épreuve de force » n'avait aucune justification avant le référendum ; il avait pour base à la fois la substitution des rapports parlementaires entre partis aux véritables rapports de force entre classes et l'assimilation erronée de la classe ouvrière aux grands partis qui la trahissent. Mais cet argument s'effondre littéralement après coup. Ni le référendum du 5 mai ni les élections du 2 juin où le M.R.P. a emporté des succès électoraux, n'ont entraîné de coup de barre à droite de la bourgeoisie sur un terrain quelconque. Au contraire, celle-ci craint de voir le Parti Communiste passer dans l'opposition. En réalité, cette soi-disant « épreuve de force » de laquelle le prolétariat serait sorti vaincu est suivie par un tournant à gauche

du Parti Communiste et de la C.G.T. sur la question des salaires, tournant opéré, il est vrai, à la veille des élections, mais pour prévenir la profonde volonté de combat des masses qui n'ont pas vu, dans une accumulation de bulletins de vote, une défaite de leur classe.

L'idée d'un « front unique » électoral est en contradiction avec tout l'enseignement de Lénine et de Trotsky sur le front unique : marcher séparément, frapper ensemble. Le véritable front unique, c'est-à-dire un accord pour une entente réelle en vue d'un objectif précis, ne peut pas prendre la forme d'un vote commun avec les partis réformistes pour une Constitution bourgeoise, en vue de « barrer la route à la réaction ». Sous le nom de front unique se manifeste, ainsi, le plus vulgaire opportunisme électoral.

Lorsque le parti révolutionnaire appelle à voter pour les candidats des partis ouvriers, il ne procède à aucun front unique ; il agit ainsi pour éliminer des obstacles sur la voie du développement politique de la classe ouvrière, mais ne prend aucune responsabilité pour le programme des candidats et partis pour lesquels il appelle à voter. La décision de voter « oui » entravait le développement politique des travailleurs en faisant avaliser par le parti révolutionnaire le programme de la collaboration de classe, du tripartisme, qui a trouvé son expression la plus complète dans la Constitution.

Lorsque nous défendons les mots d'ordre de : « Gouvernement ouvrier et paysan » de « Gouvernement P.S.-P.C.-C.G.T. », de « Labour to power », nous ne le faisons pas sur le programme défendu par ces partis, mais au contraire, nous le faisons pour que les masses forcent ces partis à appliquer le programme des travailleurs. Dans le cas du référendum, il s'agissait en votant « oui » de plébisciter la plateforme du tripartisme contre laquelle il faut précisément mobiliser les masses au nom du Gouvernement P.S.-P.C.-C.G.T.

Le référendum du 5 mai était avant tout une manœuvre électorale de la bourgeoisie, en particulier de son principal parti à l'heure actuelle, le M.R.P. Cette manœuvre visait les objectifs suivants :

a) Rejeter sur les seuls partis ouvriers la responsabilité des résultats désastreux de la politique tripartite dont la constitution était le couronnement ;

b) Effrayer les partis ouvriers en les laissant seuls avec la classe ouvrière, sur un plan sans danger pour la bourgeoisie, et les forcer ainsi à faire preuve de plus d'opportunisme ;

c) Faire peser sur l'Assemblée élue

le 2 juin l'hypothèque du vote au référendum et obtenir des concessions des élus socialistes et stalinien ;

d) Accessoirement, pour le M.R.P. se défendre sur sa droite contre le P.R.L.

Le résultat du référendum du 5 mai a été un échec des partis ouvriers et non un échec de la classe ouvrière.

Les partis socialiste et stalinien, en criant à l'offensive de la réaction et en appelant les travailleurs à y répondre avec des bulletins de vote, sont restés fidèles à leur nature opportuniste. La décision de la majorité du Comité Central du P.C.I. de voter « oui » sous prétexte de ne pas se couper des masses, a été l'expression de la crainte de se délimiter nettement des grands partis, notamment du parti stalinien, et n'a été qu'une adaptation à l'opportunisme de ces partis. La politique de ces partis tend à renforcer les illusions parlementaires dans les masses. Le vote « oui » pour la Constitution décidé par le Comité Central, malgré les déclarations destinées à expliquer que c'était un oui qui voulait dire non à toutes les dispositions de celle-ci, a contribué à nourrir les illusions parlementaires.

Les élections du 2 juin ont pertinemment montré que le succès remporté par le P.C.I. fut certainement limité par la crainte de bien des sympathisants de « perdre des voix », de « faire ainsi le jeu de la réaction », ce qui les a conduit à voter pour le parti stalinien.

Le Comité Exécutif International appelle tous les membres de la IV^e Internationale à étudier la question du référendum en France et à en assimiler les leçons. D'une part, les multiples élections au cours de ces derniers mois, dans le pays où les processus politiques exerceront la plus grande influence en Europe Occidentale, permettront de suivre ceux-ci avec une précision et une minutie extrême.

D'autre part, sur un épisode du développement de la situation en France, s'est révélé le danger devant lequel peut se trouver placée une de nos sections dans son passage de cercle propagandiste à un parti qui s'enracine dans les masses : les résultats acquis par un opiniâtre travail de défrichage avec le programme révolutionnaire ne peuvent être conservés et accrus par des tactiques ou des manœuvres en contradiction avec ce programme. Les années de lutte des bolcheviks-léninistes de France avant et pendant la guerre et depuis la « libération », ont abouti au succès du 2 juin où 45.000 travailleurs ont voté pour les listes du P.C.I. Ce résultat est prometteur d'un grand développement du parti révolutionnaire en France à la condition première qu'il se tienne fidèlement au programme de la IV^e Inter-

nationale et ne cède pas aux pressions de ceux qui sont l'expression de la pression bourgeoise dans la classe ouvrière.

L'erreur commise dans la question du référendum servira de leçon pour la IV^e Internationale dans son ensemble et pour sa section française en particulier.

NOTE. — Sur la façon d'exprimer le

V. Sur la tactique du R. C. P. envers le L. P.

Le Comité Exécutif International, après une première discussion de la question, pense que la tactique du R. C. P. envers le Labour Party de Grande-Bretagne devrait se baser sur les considérations suivantes :

1. Avec les élections générales de juillet 1945, la radicalisation des travailleurs anglais a fait un énorme bond en avant, ouvrant une perspective révolutionnaire pour la période à venir dans ce pays.

2. — A la différence du processus de radicalisation sur le continent européen qui s'est essentiellement exprimé par une grande croissance en influence et en puissance des partis stalinistes, ce processus en Angleterre a pris la forme d'un glissement écrasant des masses vers le Labour Party basé sur les syndicats.

3. — Dans la période précédente, le R.C.P. avait correctement mis en avant le mot d'ordre « Rompez la coalition, le Labour Party au pouvoir » comme le mot d'ordre transitoire le plus immédiat pour exprimer les besoins et les désirs des masses dans leur conflit croissant avec la classe capitaliste et ses agents de collaboration de classe à la direction du Labour Party.

4. — Le mot d'ordre avait comme base la reconnaissance du fait que le sens dans lequel se tournerait un développement révolutionnaire de masse des ouvriers anglais serait en premier lieu le Labour Party. Cela entraînerait par conséquent une orientation des trotskystes anglais vers le Labour Party comme le principal champ de travail politique, afin d'influencer ce processus une fois commencé.

5. — La tendance des développements en Angleterre, en commençant par les élections de juillet et en continuant par les élections municipales de novembre dernier, confirme la justesse d'une telle orientation et la rend plus urgente que jamais.

6. — De l'avis du C.E.I., la tâche du R.C.P. est de diriger son attention prin-

plus clairement notre opposition à la Constitution bourgeoise et à la politique de collaboration des classes qui l'a produite, les camarades, en accord sur l'analyse ci-dessus définie se divisèrent, les uns étant partisans de voter « non » et les autres d'inscrire sur les bulletins de vote la formule : « Gouvernement Ouvrier et Paysan ». Il s'agit là d'une divergence secondaire de tactique.

cipalement vers les masses syndicalisées qui suivent le Labour Party, en visant à les aider à faire les pas qui suivent conformément à leurs aspirations révolutionnaires. Ceci signifie appliquer concrètement le programme de transition de la IV^e Internationale dans les conditions d'un gouvernement ouvrier réformiste au pouvoir, à savoir la mobilisation extra-parlementaire des masses pour la réalisation des nationalisations en cours sans indemnités ; pour le contrôle ouvrier des industries nationalisées ; pour l'échelle mobile des salaires et des heures de travail, etc... Toute la propagande du R.C.P. — dans la presse, parmi les membres du Labour Party, dans les syndicats — doit être orientée de manière à poser ces revendications transitoires comme des mesures, sur lesquelles le gouvernement travailliste doit agir. En même temps, ces revendications doivent être liées à la présentation de tout notre programme révolutionnaire.

7. — Pour faciliter organisationnellement la réalisation de cette tâche, l'orientation envers le Labour Party exigerait, de l'avis du C.E.I., la concentration de la plus grande partie des forces du R.C.P. dans le Labour Party lui-même, avec pour objectif d'y construire patiemment une aile gauche organisée. La large structure de classe du Labour Party et sa victoire décisive dans les élections, ont réduit d'une part les partis de gauche en dehors de celui-ci à une insignifiance relative ; d'autre part, les ouvriers ont été fortifiés à cause de cela dans leur conviction que leurs aspirations peuvent et doivent être achevées par le moyen de ce Parti. Dans ces conditions, il est évident que les masses sont le plus réceptives à l'agitation révolutionnaire à l'intérieur du cadre du Labour Party et que les efforts dans ce sens menés de l'extérieur comportent un danger de faillite dans la mesure où il s'agit d'une intervention active dans la vie et le développement des masses radicalisées. Mais telle est précisément la tâche des révolutionnaires en lutte contre les réfor-

mistes, les centristes et les staliniens traîtres.

8. — En conformité avec une orientation déterminée vers les masses radicalisées dans le Labour Party, le R.C.P. devrait peser les possibilités pratiques d'entrée dans ce parti. Sur cette base, il devrait déterminer le moment le plus propice et les mesures nécessaires du point de vue de la préparation de ses membres. Mais en tout cas, le R.C.P. devrait entreprendre immédiatement une campagne organisée suivant les lignes ainsi définies.

9. — L'entrée totale peut être une faillite complète si le Parti et sa direction ne sont pas fermement convaincus de sa nécessité et n'ont pas préparé un plan pour sa réalisation qui soit clair pour tous les membres. L'entrée ne peut s'effectuer avec succès qu'après une discussion large et démocratique qui aboutisse à une ligne claire et à une orientation déterminée de la part de tout le parti. A cette fin, le C.E.I. propose d'aider à assurer une discussion amicale et objective, à la fois nationale et internationale et de revoir cette question à une session ultérieure.

HOLLANDE

(1^{er} juin).

Le Parti communiste révolutionnaire (Revolutionnaire-Communistische Partij), notre section hollandaise, a progressé d'une manière importante depuis son Congrès national de Noël dernier. Ses effectifs ont plus que doublé. La campagne organisée autour de son organe central (dont le nom fut changé par le Congrès de « Rode October » en « Tribune », titre du journal des communistes hollandais du temps de Lénine), a dépassé de beaucoup le nombre fixé de 1.000 nouveaux abonnements. « Tribune » tire maintenant à 10.000 exemplaires et a plus de 2.000 abonnés.

Le R.C.P. a aussi monté une maison d'édition qui a publié en hollandais les deux brochures célèbres de Trotsky: « Leur morale et la nôtre » et « Contre le National-Communisme ». Les publications du Parti sont aussi largement répandues, avec de bons résultats financiers, ainsi que les publications du « Pioneer Publishers » américain associé au Socialist Workers Party.

Outre le succès du recrutement et des publications, le Parti a beaucoup progressé en influence parmi les travailleurs coloniaux en raison de sa campagne incessante en faveur de l'« Indépendance complète pour l'Indonésie », mot d'ordre qu'il est seul à mettre en avant parmi les organisations ouvrières de Hollande. De plus, le R.C.P. a recruté beaucoup des rangs mêmes des staliniens, promouvant la création d'une opposition de gauche organisée par le Parti com-

muniste hollandais (C.P.N.), la première fois qu'un phénomène semblable apparaît dans les rangs de l'ex-Comintern. Finalement, le Parti a mené un travail syndical intensif, gagnant à son programme un grand nombre de responsables syndicaux à Amsterdam, Rotterdam et ailleurs dans les quinze vieilles villes industrielles où il a déjà établi des rayons.

A propos du travail syndical, on doit noter le succès de l'énergique campagne de propagande que le Parti a menée pour le soutien de la grève des marins pour la reconnaissance du syndicat et l'augmentation des salaires. Au moment où le gouvernement « travailliste » de Schermerhorn se préparait à briser la grève en envoyant des troupes dans le port d'Amsterdam, le R.C.P. lança le mot d'ordre de généraliser et étendre la grève dans une action de sympathie et de solidarité. Les manifestes du R.C.P., affichés sur les kiosques des principales avenues de la ville, furent lus et discutés âprement et avec enthousiasme par une foule d'ouvriers continuellement rassemblés autour. La grève des marins s'est étendue aux dockers, aux ouvriers des chantiers navals, aux métallos et aux ouvriers des raffineries de sucre à Amsterdam et à Rotterdam, et la vague de grève en est maintenant à sa quatrième semaine sans donner le moindre signe d'affaiblissement. La direction stalinienne de l'aile gauche de la Fédération Syndicale Unitaire (E.V.C.) a essayé d'endiguer cette vague, de se joindre à la Fédération Syndicale Réformiste (N.V.V.) et de vendre les grévistes en fonction de leur jeu parlementaire. Dans les élections générales du 17 mai, les stali-

niens obtinrent 10 % du total des voix et à peu près 30 % des voix dans Amsterdam. Le grand vainqueur des élections était le Parti Populaire Catholique (K.V.P.), qui partout gagna sur la droite du Parti Travailleuse Réformiste (Partej des Arbejd), pendant que le Parti communiste l'entamait sur la gauche. Les staliniens veulent à tout prix entrer dans une coalition gouvernementale. Dans leur zèle de collaboration de classe ils cherchent à utiliser et trahir de présent mouvement de grève en vue de leurs sièges ministériels. Les trotskystes hollandais, dans leurs manifestes, dénoncent la lâche trahison envisagée par les mauvais bergers staliniens. Jusqu'à aujourd'hui 1^{er} juin, des grévistes ont repoussé toute tentative de stopper leur action sans qu'une augmentation substantielle des salaires n'ait été obtenue. L'exemple des luttes ouvrières aux Etats-Unis joue sans aucun doute un rôle important et ses leçons sont largement discutées.

Entre temps, les résultats des élections provinciales du 29 mai ont confirmé la tendance générale des élections générales. Les staliniens ont fait une démonstration encore meilleure de leur politique, leur volonté d'entrer dans le gouvernement allant croissant. En conséquence, des heurts plus directs et plus violents entre la direction stalinienne et les travailleurs industriels soulevés sont à prévoir.

Le R.C.P., en dépit de ses progrès évidents, ne s'est pas senti assez préparé pour prendre part aux campagnes électorales, dont les conditions sont bien plus restrictives que dans la plupart des pays européens. Mais ses progrès organisationnels, déjà considérables, et son influence de masse croissante posent les bases d'une future participation dans ce genre de luttes au même titre que dans les autres.

Cette activité extérieure constante s'accompagne, au sein du R.C.P. lui-même, d'une intense vie politique intérieure dans laquelle les principaux problèmes concernant l'Internationale font l'objet d'amples discussions orales et écrites.

INDES

Bombay, 13 février 1946.

LES FUSILLADES POLICIERES DE CALCUTTA

Une vague de protestations et d'indignation de masse, occasionnée par le procès des hommes de l'Indian National Army de Subhas Chandra Bose, procès dirigé par l'impérialisme anglais, a balayé l'Inde toute entière durant le mois passé. Le Congrès National Hindou, ayant rapidement compris l'importance politique extraordinaire des procès en vue de sa campagne électorale, se plaça lui-même à la tête des revendications générales pour la mise en liberté des hommes de l'I.N.A. Cependant, il n'envisageait l'affaire que sous le jour d'une excellente occasion pour mener dans tout le pays une vaste campagne électorale. Pour le reste, il avait l'intention de faire une parade impressionnante pour la défense légale des accusés devant la cour martiale, secondée par son classique stratagème d'un Fonds de Secours (Relief Fund), ramassant des vingtaines de roupies — pour acheter la fidélité de ces hommes, de leurs suiveurs et de leurs nombreux admirateurs. Mais les masses firent échouer la tactique malhonnête de ces politiciens. Connaissant fort bien par expérience le sort réservé aux victimes de l'impérialisme anglais, et méprisant la servilité de leurs « dirigeants » qui ne font qu'intercéder auprès de l'impérialisme pour obtenir la grâce de ses opposants, leur enthousiasme dépassa rapidement les limites d'une simple agitation électorale préparée soigneusement par le Congrès. Des meetings et manifestations énormes, aboutissant fréquemment à des heurts violents avec la police, ébranlèrent le pays d'un bout à l'autre. Et déjà avant les événements de Calcutta, des fusillades et des charges de lathi avaient eu lieu à Madura, Lahore, Delhi, Lucknow et Amritsar. Même l'armée hindoue et l'aviation de l'impérialisme britannique étaient gagnées progressivement à la cause. Non seulement des officiers et des hommes de troupe envoyaient des souscriptions au Fonds de Solidarité, mais on les voyait même apparaître sur les tribunes des meetings pour y apporter leur souscription.

L'agitation atteignait son summum à Calcutta. Le Congrès, de frère de Chandra Bose en tête, sensible à l'extraordinaire explosivité de la situation, chercha à canaliser l'indignation des masses dans la soupape de sûreté d'un meeting de protestation au cours duquel « seulement le président (un vieux congressiste chanceux) prendrait la parole ». Le stratagème s'effondra misérablement. Les étudiants en particulier ne pouvaient être retenus. Absences dans les écoles et collèges, meetings et manifestations, telle était leur activité journalière. L'agitation qu'ils déclenchaient se répandait dans la classe ouvrière. Les staliniens changèrent à nouveau de tactique. Ces agents de l'impérialisme aux Indes qui, jusqu'à maintenant, dénonçaient les membres de l'Armée nationale hindoue comme agents de la V° colonne et comme fascistes, découvrirent soudainement leurs vertus patriotiques et commencèrent la campagne pour leur libération. La pression des masses les avait aiguillés sur une orientation nouvelle acceptée péniblement et à contre-cœur. La campagne pour la libération des hommes de l'I.N.A. déclenchait une nouvelle offensive des masses contre l'impérialisme. Les impérialistes anglais ne pouvaient tarder à passer à la contre-offensive.

Dans l'Inde entière, les étudiants avaient fixé le jour du mercredi 21 novembre comme « Journée contre la Répression », en protestation contre les brutalités exercées par la police à Madras, Lahore, Delhi, Lucknow et ailleurs. A Calcutta, les étudiants n'allèrent pas en classe ce jour-là; ils tinrent un grand meeting de protestation et, à 2 h. 30 de l'après-midi, défilaient dans la Lharamtollah Street, l'une des principales avenues de la ville. Tout à coup, un fort cordon de policiers en armes barra la route et annonça que le défilé ne pouvait aller plus loin, le quartier voisin étant « Région protégée » (Protected Area). Les étudiants essayèrent de forcer le barrage, mais furent repoussés et s'assirent dans la rue ne sachant que faire. Le trafic était suspendu et la foule grossissait. Vers 6 heures, les étudiants essayèrent à nouveau de passer. Les lathis chargèrent et laissèrent sur le terrain plusieurs jeunes manifestants la tête brisée. Mais le défilé refusait de se disperser. La police ouvrit alors le feu, tuant trois manifestants et en blessant une centaine.

Aucun leader du Congrès n'était présent. Tôt dans la soirée, plusieurs

étudiants étant en difficulté étaient allés chercher Sarat Bose pour l'amener sur les lieux de la bagarre avec la police. Non seulement il refusa de venir, mais encore il leur donna l'ordre formel de se disperser. Les étudiants méprisèrent ce conseil et passèrent outre. Après la fusillade, des émissaires de Sarat Bose se glissèrent dans la manifestation avec des messages écrits des patrons du Congrès, condamnant l'action des étudiants, proclamant que le Congrès n'avait pas donné l'ordre d'un mouvement de désobéissance civile, s'associant aux plaintes de Sarat Bose envers l'indiscipline des étudiants et implorant ces derniers de se disperser pacifiquement. Les étudiants huèrent ces émissaires. Even Casey, gouverneur du Bengale, vint sur les lieux dans une voiture spéciale équipée d'un micro et d'un pick-up. Il fut hué et bafoué. Il essaya de s'adresser aux étudiants de derrière les cordons de police, mais personne n'y porta attention.

Pendant ce temps nos camarades étaient sur les lieux alors que tous les leaders avaient fui. Ils s'adressèrent aux étudiants assis dans la rue, vantant leur courage, condamnant la trahison des faux leaders, et les exhortant à rester sur place et à se renforcer jusqu'à ce que la police impérialiste les laisse passer. Nos camarades les poussèrent à en appeler au soutien des ouvriers. Il est inutile de dire que la présence et les discours de nos camarades durcirent la ferme résolution des étudiants. Allumant des feux au milieu de la rue pour se chauffer, ils restèrent assis toute la nuit déterminés à forcer les barrages, quoiqu'il arrive.

La fusillade des étudiants souleva la colère de la population de Calcutta. La classe ouvrière en particulier était enflammée. Dès la matinée du jeudi, les ouvriers quittèrent les usines les unes après les autres en signe de protestation. Les transports de la ville étaient complètement paralysés. Les conducteurs d'autobus, de tram, de taxi, de pousse-pousse, tous avaient quitté le travail. Avec des milliers d'autres ouvriers, portant leurs bandières syndicales et criant leurs propres mots d'ordre, ils défilèrent pour rejoindre les étudiants, toujours assis dans la rue sous la menace des fusils de la police. Le drapeau rouge prit place devant le drapeau tricolore des bourgeois du Congrès, devant les étudiants assis. Un « hartal » complet (grève générale) fut proclamé dans la ville. Boutiques, restaurants, théâtres,

tous les lieux publics étaient fermés. La population entière de Calcutta était dans la rue. Ceux qui étaient sur les lieux de la fusillade et aux alentours dénombrèrent plus de trois « lakhs ».

Pendant ce temps, Sarat Bose et les leaders du Congrès perdaient la tête. Leur couardise et leurs basses manœuvres avaient été complètement mises à nu devant les masses. Ils firent à plusieurs reprises des efforts désespérés pour persuader les étudiants de reculer, mais en vain.

Le jeudi après-midi à 1 heure, pendant qu'une partie d'entre eux restait pour maintenir leur position dans la Lharamtollah Street, le reste se rassemblait à plusieurs milliers pour condamner la fusillade. Sarat Chandra Bose se fraya un chemin jusqu'à la tribune et appela à nouveau les étudiants à se disperser, on lui répondit par des moqueries. Incapable de supporter cet affront il se tourna vers le gouverneur impérialiste pour trouver une aide. Il le supplia de laisser passer les étudiants et garantit que « rien n'arriverait » si cette chose était accordée. Le gouverneur, garanti par ce nouvel allié d'une raison honorable de repli, fit retirer ses troupes sur leurs positions, non sans avoir fait charger et tirer une dernière fois les lathis. Une fois les forces de police retirées, 100.000 étudiants et ouvriers défilèrent à travers la « Protected Area ». C'était une immense victoire pour les étudiants et leurs nouveaux alliés, la classe ouvrière.

Les staliniens parvinrent à faire mettre en grève une considérable partie des ouvriers. Mais ils étaient loin d'être satisfaits d'avoir à agir ainsi. Complètement discrédités devant les masses par leurs trahisons accumulées, ils étaient effrayés par la solidarité qui s'établissait entre les étudiants et les ouvriers. Alors qu'ils semblaient se joindre à la protestation de masse, en réalité ils cherchèrent à la frapper dans le dos. Au lieu de conduire les ouvriers, bandières syndicales déployées, à l'endroit où manifestaient les étudiants, et par là établir une magnifique démonstration de solidarité, ils les conduisirent loin du meeting et tinrent une assemblée à part, dans laquelle ils mirent en avant la revendication importante de « Comité d'enquête sur le Whooting »! Ils aidèrent ainsi les leaders étudiants petits bourgeois de gauche, qui revinrent sur la scène de jeudi matin pour les trahir et les ramener dans le giron de Sarat Bose.

Le « retrait » du cordon de police ne signifiait cependant pas que « rien n'arriverait ». Mises en rage par les fusillades de la police qui continuaient dans d'autres endroits de la ville, les masses tendaient à se ruer contre le gouvernement impérialiste. Les forces de police étaient complètement retirées des rues qui étaient remplies d'une foule impatiente et folle de colère, lorsqu'on apprit que 37 personnes avaient été tuées, et plus de 300 blessées. Mais il n'y avait aucune direction. Les ouvriers étaient retenus par derrière par les staliniens. Les étudiants qui ne pouvaient en aucun cas se débarrasser de leur propre direction, étaient désorientés par la lâcheté, l'hésitation et la trahison de leurs dirigeants petits bourgeois « de gauche », affiliés au Comité exécutif de la Fédération des Étudiants de la province du Bengale. Ces gentlemen aux jambes molles avaient peur de s'aventurer dans les rues face à la « violence » des masses, et aux balles qui pleuvaient sur celles-ci en réponse. Ils étaient encore plus effrayés par la violence de Sarat Bose qui avait interdit à tous les Congressistes de participer à n'importe quel meeting ou manifestation et qui, maintenant, excitait ses mercenaires et ses thugs contre les « agents provocateurs », les partis « minuscules » et les « organisations autres que le Congrès ».

Dans cette situation, nos camarades luttèrent vaillamment pour mener des manifestations et tenir des meetings d'étudiants et d'ouvriers. Ils expliquaient que la seule voie pour contenir le lumpen-prolétariat qui maintenant dirigeait le combat selon ses vues (jetant les morceaux de briques dans les quartiers isolés et brûlant des baraques militaires en tant que symboles de la force armée impérialiste) était d'organiser une action disciplinée et organisée par des comités communs d'ouvriers et d'étudiants, des manifestations communes, des meetings communs, etc... (voir le tract joint à la lettre). Mais la Fédération des Étudiants avait décidé de ne pas agir, et les staliniens ne voulaient évidemment pas agir non plus. Même étant données ces conditions, nos camarades parvinrent à diriger deux grandes manifestations (l'une d'entre elles drapeau rouge en tête) dans les endroits les plus agités et les plus dangereux, haranguant les foules à chaque croisement de rue, lançant des mots d'ordre de solidarité ouvrière et étudiante, et appelant les masses à ne pas attaquer les militaires à cette étape. Notre principal

mot d'ordre était: « Préparez-vous au second round ». Il était déjà évident qu'on en était au reflux. Nos forces étaient trop petites, à côté des centaines d'agitateurs accourus en automobile sur les ordres de Sarat Bose, qui essayaient de persuader le peuple d'abandonner les rues, et à côté de la trahison des leaders petits bourgeois de « gauche ». Même à ce moment-là, ce fut l'action des seconds et non celle des premiers qui fut décisive.

Les événements du 21 au 23 novembre ont démontré clairement que le Congrès national bourgeois a très peu d'emprise sur les masses, les ouvriers et les petits bourgeois de Cal-

culta. Les masses ont été trop radicalisées pour être aveuglées plus longtemps par la démagogie du Congrès. Il a aussi été démontré l'absence quasi complète d'une opposition de gauche organisée à l'intérieur du Congrès, ou en dehors de lui, en dehors de la classe ouvrière. Ces événements ont aussi donné à nos jeunes cadres leur première expérience des mouvements de masses, et a démontré au moins aux étudiants que les trotskystes préparent la seule direction non seulement idéologique, mais de combat, pour le mouvement anti-impérialiste tout entier. Nous pensons progresser considérablement à la suite de cette expérience.

AFRIQUE DU SUD

Un rapport reçu d'une des organisations trotskystes de l'Afrique du Sud, la « Fourth International Organisation of South-Africa » (F.I.O.S.A.) relate l'activité incessante du parti pendant la guerre, nonobstant la vague chauvine qui traversa le pays, et les multiples difficultés organisationnelles intérieures qu'il avait à surmonter. Les militants trotskystes ont concentré leur travail durant les années passées sur deux objectifs principaux: le mouvement national de la population laborieuse non-européenne, mouvement anti-impérialiste qui lutte pour la conquête de droits démocratiques complets pour la population nègre qui en est totalement dépourvue; le mouvement syndical des travailleurs non-européens qui ont à la fois à mener leur lutte de classe contre un patronat particulièrement exploiteur et contre les tendances ségrégatrices réactionnaires de la part des syndicats réformistes blancs. Dans le cadre du mouvement national, les trotskystes de l'Afrique du Sud ont participé activement à la lutte contre l'introduction d'un système de passeports pour les travailleurs noirs au Cap, pour empêcher les travailleurs de se déplacer sans autorisation préalable. Ils ont dirigé le mouvement du « Kensington Peoples Action Committee », qui organise la résistance de la population noire

contre les barbares mesures ségrégatrices des municipalités, qui obligent les travailleurs noirs à séjourner dans d'infestés camps et leur interdisent l'accès aux centres de population blanche. A travers ces multiples mouvements, les trotskystes sud-africains ont distribué des milliers de tracts et se sont adressés dans des meetings à plusieurs dizaines de milliers de personnes.

Dans le cadre de leur activité syndicale, les trotskystes sud-africains ont participé récemment au Congrès du Syndicat des Travailleurs non-européens, syndical qui compte plus de 100.000 membres. Sur toute une série de questions, entre autres sur les mots d'ordre relatifs à la question des prix et des salaires, les résolutions avancées par les trotskystes ont été adoptées par le Congrès, tandis que plusieurs quotidiens ont relaté les discours des dirigeants trotskystes.

La F.I.O.S.A. publie actuellement un organe mensuel en langue anglaise et en une langue nègre, *Workers' Voice*, ainsi qu'une revue théorique trimestrielle du même titre. Notons qu'il existe une autre organisation trotskyste en Afrique du Sud, la « Workers' International League », qui édite également un organe en anglais, en boër et en nègre, intitulé *Socialist Action*, et une revue théorique intitulée *Communism*. Le Secrétariat International de la IV^e Internationale s'occupe activement de l'unification de ces deux organisations qui n'ont pas de divergences politiques fondamentales.

ARGENTINE

Une opposition dans le P.C.

Le Parti Communiste argentin, dont les manœuvres successives face au régime Peron ont fortement diminué l'influence parmi les masses, vient d'entrer dans une période de crises intérieures intenses. Deux oppositions ont jusqu'ici apparues. La première s'intitule « Opposition marxiste-léniniste-stalinienne », et se recrute particulièrement parmi les fonctionnaires locaux et régionaux du parti. Elle édite un organe public imprimé, intitulé *Bandera Rossa*, et s'achemine, bien que confusément, vers des positions révolutionnaires plus conséquentes.

La deuxième opposition se recrute plus spécialement parmi les militants de base, et constitue une réaction de la part d'éléments prolétariens face à la désaffection progressive des travailleurs argentins envers le P.C. Il est significatif de noter par exemple que, pendant les manifestations du 1^{er} mai 1946, le cortège du P.C. réunit à peine 2.000 personnes, tandis que Peron avait plus de 100.000 travailleurs dans le sien.

Ainsi se dessine clairement dans le monde entier un début de mouvement global apparu depuis près de vingt ans, c'est-à-dire depuis l'expulsion de l'Opposition de Gauche de l'Internationale Communiste. Ce phénomène est le résultat de deux processus: la radicalisation mondiale du prolétariat qui s'est exprimée dans sa première phase par un renforcement considérable des partis communistes dans la plupart des pays du monde; l'expérience systématique faite par les militants ouvriers avancés de la politique opportuniste de collaboration de classe qui caractérise l'activité des dirigeants stalinien dans tous les pays et qui passe par différents stades: collaboration ministérielle, activité ouverte de briseurs de grève, compromissions avec l'impérialisme étranger, etc...

Jusqu'ici le mouvement oppositionnel dans les différents P.C. n'en est qu'à son stade initial. Il a pris un caractère différent dans différents pays. Aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Afrique du Sud et aux Indes la direction stalinienne a pu exécuter un certain « cours gauche » préventif face au mécontentement grandissant de la base, par suite de l'accentuation des contradictions entre la bureau-

cratie soviétique et l'impérialisme anglais et américain. En Hollande, en Grèce, en Norvège, en Argentine, des oppositions organisées ont apparues. Les sections espagnole, canadienne et italienne ont connu une ou même plusieurs scissions. Enfin, dans des Partis Communistes extrêmement puissants, quant à l'appareil bureaucratique, comme les P.C. français et tchéco-slovaque, les tendances oppositionnelles n'ont pas encore pu s'exprimer et se traduisent soit sur le plan syndical soit par un abandon du parti. Mais il est clair que l'évolution des luttes ouvrières, et particulièrement un renforcement des sections de la IV^e Internationale accélérera le processus de différenciation idéologique au sein des P.C.

BELGIQUE

Une Conférence du P.C.I.

Le Parti Communiste Internationaliste a tenu le 7 juillet une Conférence extraordinaire face à des problèmes organisationnels urgents à résoudre et à l'évolution rapide de la situation intérieure dans le pays.

En effet, la deuxième vague de luttes économiques, que le P.C.I. avait prévue pour l'année 1946 dans le manifesté de son V^e Congrès (novembre 1945) a commencé à déferler sur le pays à partir du mois d'avril. Partant de mouvements isolés et sporadiques, la vague gréviste a atteint de premiers points culminants avec la grève générale des métallurgistes de la région de Louvière (12.000 grévistes) en mai et avec la grève des 40.000 travailleurs de la région de Liège au mois de juin.

La résolution adoptée à la Conférence Nationale analyse l'origine de la vague gréviste, tire les leçons des défaites partielles des mouvements isolés et propose au prolétariat belge un plan d'action autour de la préparation d'une grève générale pour des objectifs déterminés.

Il est à noter que, depuis le début de la vague gréviste, le premier ministre Van Acker, dirigeant réformiste, a essayé à plusieurs reprises dans des discours radiodiffusés et dans des déclarations à la presse de faire endosser au P.C.I. la responsabilité du « déclenchement » des mouvements grévistes. Le P.C.I. a répondu à ces « accusations » dans un com-

munié de presse publié par une demi-douzaine de quotidiens. Dans ce communiqué, le Secrétariat du Parti réfute d'abord les allégations démagogiques du premier ministre selon lesquelles des « agitateurs anonymes » « exciteraient les travailleurs » ou selon lesquelles le P.C.I. aurait même « armé » ces agitateurs. Il avertit l'opinion publique que ces déclarations ne constituent qu'un alibi que le gouvernement prépare par avance pour pouvoir justifier l'arrestation, non seulement des militants trotskystes, mais également de militants syndicalistes dévoués à leur classe. Ensuite, le communiqué explique le sens politique des déclarations du premier ministre. Il démontre qu'effectivement le P.C.I. a été le seul Parti à défendre la nécessité d'une reprise de la lutte de classe de la part du prolétariat, face aux conditions de vie intenable imposées à la classe ouvrière, et que le programme trotskyste était le seul programme axé autour de la lutte ouvrière. Dans ce sens, il était exact de dire que la classe ouvrière en lutte montrait son acceptation de fait de ce programme.

Il est à noter que Van Acker, depuis son arrivée au pouvoir, s'est attaqué au mouvement trotskyste avec un acharnement tout particulier. Les lecteurs de la *Quatrième Internationale* se rappelleront que ce même premier ministre « socialiste » a interdit l'année passée le journal trotskyste *La Voie de Lénine*, soi-disant pour un article appelant les travailleurs belges à la solidarité avec les travailleurs allemands, mais en fait pour l'agitation trotskyste en faveur des luttes revendicatives parmi les mineurs. Or, à ce moment, les trotskystes belges avertirent la classe ouvrière que ces attaques contre l'avant-garde trotskyste du prolétariat ne constituaient que le prélude à des attaques plus conséquentes contre l'ensemble de la classe. Ces prévisions viennent de se confirmer de façon sensationnelle. Après avoir accusé le P.C.I. d'avoir « déclenché » les grèves, Van Acker s'en prit ensuite au mouvement syndical qu'il accusa d'irresponsabilité. Ce singulier langage de la part d'un « socialiste » fut sévèrement critiqué lors d'un récent congrès syndical belge. Mais voici qu'à l'occasion de la crise ministérielle qui sévit actuellement en Belgique, Van Acker attaqua ouvertement son propre parti, le parti socialiste belge. Celui-ci s'était prononcé contre une coalition avec le P.S.C., le Parti Social Chrétien, parti réactionnaire de la bourgeoisie. Van Acker non seulement se désolidarisa

de cette politique dans une interview publique, mais il refusa même toute collaboration avec son « camarade » Spaak, chargé par son Parti de constituer un gouvernement de coalition « de gauche ». L'attitude de Van Acker a déclenché une tempête de protestations dans le Parti socialiste. Indice important de la radicalisation des masses: plusieurs fédérations du Parti se sont prononcées à cette occasion non seulement contre une collaboration gouvernementale avec le P.S.C., mais même contre toute collaboration avec un parti bourgeois quelconque.

BULGARIE

Arrestation de Trotskystes

Après l'arrestation et la condamnation d'une série de dirigeants du Parti socialiste indépendant de Bulgarie, le gouvernement bulgare a maintenant étendu son activité terroriste, visiblement dirigée par le Guépéou, contre les trotskystes. Nous avons reçu la nouvelle de l'arrestation d'une série de militants du jeune Parti communiste internationaliste, section bulgare de la IV^e Internationale. Parmi les militants arrêtés se trouve le docteur Gatchev, de Plovdiv, dirigeant révolutionnaire bulgare bien connu et un des leaders de la Ligue de Défense des Droits de l'Homme. La presse trotskyste mondiale a vigoureusement protesté contre ces mesures arbitraires, tandis que les partis trotskystes des Etats-Unis, d'Angleterre, de France, de Belgique, de Hollande et d'autres pays ont envoyé des télégrammes de protestation à la Légation bulgare dans leur pays. Une mobilisation générale du mouvement ouvrier non infecté du virus stalinien est nécessaire afin de mettre un terme au renouveau terroriste du Guépéou qui risque d'étranger complètement la démocratie ouvrière dans de nombreux pays. Les organisations ouvrières devraient commencer immédiatement une campagne rigoureuse afin d'obliger le gouvernement bulgare à publier immédiatement les chefs d'accusation avancés contre les militants trotskystes arrêtés, à permettre à des avocats de pays occidentaux de défendre ces révolutionnaires irréprochables qui ont combattu sans relâche la dictature du roi Boris et l'impérialisme allemand.

En même temps, il faut avertir publiquement le gouvernement bulgare que l'annonce que les militants trotskystes se sont « suicidés », qu'ils sont « morts accidentellement » en prison, qu'ils ont été « tués lors d'une tentative d'évasion » ou qu'ils ont été « enlevés » ne sera considéré que comme une formule exprimant leur assassinat par le Guépéou dont le gouvernement bulgare s'avérerait alors ouvertement le complice.

CHINE

L'activité trotskyste pendant la guerre

Des rapports reçus récemment de deux organisations trotskystes en Chine nous permettent de nous former une idée des conditions extrêmement difficiles dans lesquelles les militants révolutionnaires de ce pays ont continué leur activité durant les dures années de la guerre. Non seulement ils avaient à lutter contre la terreur policière de Tchang-Kaï-Chek, contre le terrorisme stalinien et les sauvages persécutions de la police japonaise qui travaillait selon les méthodes de la Gestapo, mais ils durent encore affronter des terribles conditions de vie, de famine et de rareté complète du matériel le plus indispensable pour un minimum de travail politique.

Malgré tous ces obstacles, nos camarades chinois ont continué sans interruption leur travail. Les deux groupes publièrent chacun un organe, l'un intitulé « La Lutte », l'autre intitulé « L'Internationaliste ». Le groupe « La Lutte » restait très activement attaché au mouvement ouvrier à Shanghai, et ses militants organisèrent plusieurs grèves dans l'industrie textile. C'est sur dénonciation des patrons chinois que la police japonaise arrêtait plusieurs militants du groupe, dont un camarade « responsable » aux yeux du patronat du déclenchement des luttes grévistes. On voit que les patrons chinois, comme les patrons français n'hésitaient pas du tout à faire appel à « l'ennemi » quand il s'agissait de briser la résistance des travailleurs! Les camarades arrêtés furent sauvagement torturés par la Gestapo japonaise afin de dénoncer la direction du groupe, mais ils résistèrent héroïquement et gagnèrent à cela l'estime même de leurs bourreaux.

Grâce à leur attitude héroïque, le dirigeant du mouvement trotskyste chinois, le camarade Pong-Shih-Chih, ancien dirigeant du P.C. chinois, ancien membre du Comité exécutif de l'I.C. a pu survivre à la guerre.

Les divergences entre les deux groupes concernent la question du caractère de la guerre sino-japonaise après l'entrée en guerre de l'impérialisme américain. Actuellement, les camarades s'efforcent d'éditer un journal imprimé. Ils ont pu reprendre contact avec les groupes de leur parti avec lesquels ils furent coupés durant la guerre, et ont établi le contact avec trois groupes. Des groupes trotskystes existent donc à Shanghai, Hong-Kong, Canton et à l'intérieur de la Chine (région de Tchoung-King).

Montée du mouvement ouvrier en Chine.

Depuis la fin de la guerre en Chine, le mouvement ouvrier y connaît un essor nouveau qui ne reste inférieur qu'à la période directe de la Révolution chinoise de 1925-1927. Alors que depuis cette période le prolétariat chinois se trouvait en semi-léthargie, la fin de la guerre a complètement changé cette situation.

Tout d'abord, ce sont des changements dans la situation objective qui ont provoqué ce changement. Alors que numériquement le prolétariat est plus nombreux maintenant par suite de l'industrialisation des provinces arriérées, la fin de la guerre a amené pour lui une série de cataclysmes l'un plus terrible que l'autre: le chômage (plus de la moitié des usines de Shanghai sont fermées); l'inflation qui a pris des formes extravagantes; la famine dans les régions les plus fertiles; une accentuation de la pression des spéculateurs et des usuriers. Mais ce processus objectif s'est déroulé alors que l'état d'esprit du prolétariat chinois, lui aussi, avait passé par une profonde transformation. Le poids de la défaite de la Révolution de 1925-27 ne pèse plus sur les jeunes générations. La victoire dans la guerre a à la fois augmenté la confiance des travailleurs, leur a donné un nouvel espoir et en même temps a démasqué devant eux le caractère parasitaire et entièrement pourri du régime de Tchang-Kaï-Chek pour qui la « victoire » de la Chine ne signifie rien d'autre qu'un plein pouvoir pour les classes les plus réactionnaires d'exploiter plus impitoyablement encore la paysannerie et le prolétariat, tout en soumettant le

pays au contrôle le plus complet de l'impérialisme yankee.

La montée nouvelle du mouvement ouvrier chinois s'est exprimé tout d'abord par une vague de grèves qui, partant de Shanghai, se sont répandues jusque dans les industries et les régions les plus arriérées. A Shanghai même, plus de 1.000 grèves eurent lieu entre les mois de novembre 1945 et de mars 1946. D'autre part, la combativité accrue des travailleurs a exercé sa pression même sur les organisations les plus conservatrices. Tous les syndicats affectent maintenant un langage plus « radical ». Politiquement, le Parti Communiste reste la seule grande organisation s'opposant au Kuo-Min-Tang. Ce Parti est essentiellement un parti de la moyenne paysannerie, dont l'objectif central consiste à arriver à une diminution de la rente foncière, tout en garantissant le payement des intérêts et de ces rentes diminuées. C'est grâce à cette politique que le P.C. a pu gagner la sympathie de couches paysannes moyennes assez larges. Récemment cependant, le P.C. a essayé de pénétrer de nouveau vers les centres industriels. Il sera forcé d'établir un programme ouvrier, mais tout indique qu'il essaiera avant toute autre chose de maintenir l'alliance avec la « bourgeoisie progressive ». Voilà ce qui donne des possibilités extrêmement intéressantes au mouvement trotskyste qui apparaît comme le seul mouvement politique s'appuyant franchement sur la défense des intérêts ouvriers.

EGYPTE

Les trotskystes dans la lutte contre le gouvernement

Pendant que le gouvernement égyptien poursuit des négociations interminables avec l'impérialisme britannique, les ouvriers, les paysans et les étudiants conduisent la lutte pour l'indépendance dans la rue. Les trotskystes égyptiens jouent un rôle important dans ces luttes.

Le 9 février, jour où la police tira sur les manifestants au Caire et à Alexandrie, tuant 27 personnes, les trotskystes tinrent une réunion au Caire où furent discutées les mesures à prendre face à la situation. On décida de publier un premier tract, qui

appelait les étudiants à quitter l'Université et les quartiers bourgeois pour se rendre dans les quartiers ouvriers. Cet appel eut un écho immédiat. Les étudiants adoptèrent le mot d'ordre « Vers les ouvriers », et à Alexandrie, ils se rendirent au nombre de 3.000 vers les quartiers des usines, où ils furent rejoints par 30.000 ouvriers du textile. Considérant le danger de cette situation, la police tira sur eux, tuant trois étudiants et deux ouvriers, et blessant une trentaine de manifestants.

Au Caire également les étudiants réussirent à se joindre aux ouvriers et un comité commun d'étudiants et d'ouvriers fut créé, composé en majorité de trotskystes. Ceci marque une nouvelle étape de notre mouvement en Egypte.

Etant donné que les journaux trotskystes sont interdits en Egypte, le Parti décida d'écrire un nouveau tract accusant le Roi de la responsabilité de la mort des fusillés et montrant aux ouvriers et aux étudiants que l'ennemi des masses laborieuses était à la fois l'impérialisme étranger, la bourgeoisie indigène rapace et la Cour avec la noblesse dégénérée. Alors que les manifestations continuèrent dans les grandes villes, le mot d'ordre « Vivent les Ouvriers et Etudiants » est devenu le cri de ralliement des exploités et des intellectuels. Les classes laborieuses comprennent maintenant que la prochaine révolution aura des caractères distinctement prolétariens. Elles comprennent que la bourgeoisie nationale a pour ses intérêts de classe trahi la cause de l'indépendance complète du pays, et que cette cause repose maintenant essentiellement entre les mains du prolétariat. Pour vaincre, celui-ci devra renforcer le Parti Communiste Révolutionnaire, section du Moyen-Orient de la IV^e Internationale, dont les inscriptions en anglais et en arabe couvrent dès maintenant les murs du Caire et d'Alexandrie.

« Afin de barrer effectivement la route au communisme et d'empêcher les ouvriers de se laisser entraîner dans une vague extrémiste », comme le déclara le ministre de la justice Ahmed Kamel Mourai Pasha, le gouvernement réactionnaire égyptien vient de faire passer au Parlement une nouvelle loi pénale punissant de longues années de prison l'excitation à la grève, la participation aux manifestations de rue et aux cessations de travail, le « contact avec des organisations étrangères » et d'autres « délits » de ce genre. Immédiatement

après, plus de 1.000 personnes ont été arrêtées et quatre journaux ont été interdits « pour prévenir le danger d'une grève générale ». Cinq librairies et deux clubs, dont celui de « L'Association pour la recherche scientifique » furent fermés.

INDOCHINE

Assassinat de Tha-Thu-Thau

Il y a quelques semaines, la nouvelle tragique de la mort de notre camarade Ta-Thu-Thau, dirigeant du mouvement trotskyste en Indochine nous parvenait. Cependant, les circonstances de cette mort furent tellement mystérieuses, qu'un représentant du Secrétariat du Parti Communiste Internationaliste, section française de la IV^e Internationale, s'est rendu auprès du délégué du gouvernement du Viet-Minh en France, afin de lui demander les éclaircissements nécessaires au sujet de cette mort. Il ne put obtenir du président Ho-Chi-Minh que des réponses évasives à ses questions, le président se bornant à déclarer « que Ta-Thu-Thau avait été un révolutionnaire irréprochable », ce qui était bien connu!

Nos camarades indochinois avaient de multiples et féroces ennemis: les colonialistes français qui, à maintes reprises, arrêtaient Ta-Thu-Thau; la bourgeoisie indigène « collaboratrice »; les staliniens qui ne purent leur pardonner d'avoir maintenu bien haut le drapeau communiste de Lénine et de Trotsky, qu'ils avaient eux-mêmes abandonné depuis longtemps. Par ailleurs, la description de la mort de Tha-Thu-Thau devient encore plus douteuse devant le fait que nous avons appris depuis lors la mort de nos camarades Phan Van Hum et Nguyen Van Dat dans des endroits différents et en des circonstances tout aussi mystérieuses. Enfin, le camarade Nguyen Van Tao, ancien secrétaire général du P.C. d'Indochine qui se sépara de ce Parti sur une plateforme progressive serait soit en fuite vers le Laos (ou le Siam), soit assassiné par un coup de couteau dans le dos durant un meeting.

Le journal « Thiet Thuc » de Hanoi, dont nous ignorons la couleur politique a même prétendu que certains membres du Viet-Minh ont organisé

l'assassinat des trotskystes sur tout le territoire du Viet-Nam.

Voilà pourquoi le Secrétariat du P.C.I. et le Secrétariat du Groupe Bolchevik-Léniniste Indochinois en émigration ont adressé un communiqué à la presse, dans lequel ils exigent que toute la lumière soit faite sur les circonstances dans lesquelles les leaders trotskystes ont trouvé leur mort. Ils ont également demandé aux représentants du Viet-Minh à Paris une entrevue afin d'arranger les modalités pour la constitution d'une commission d'enquête composée de représentants du mouvement ouvrier français et indochinois afin d'enquêter sur ces cas mystérieux. Es concluent, en demandant que le P.C.I. soit immédiatement mis en rapport avec l'organisation trotskyste en Indo-Chine, par la déclaration suivante:

« En France, les trotskystes ont été les seuls pour défendre l'indépendance totale du Viet-Nam. Ils ont rendu des services considérables au mouvement indochinois en France même. *Tous les Indochinois en France savent cela.* Ils demanderont avec nous que toute la lumière soit faite, et toute réponse évasive n'apparaîtra que comme un aveu de culpabilité ou comme une capitulation devant la pression des assassins et de leurs maîtres. »

JAPON

Contrôle ouvrier

Les nombreuses grèves qui suivirent la fin de la guerre en Extrême-Orient et la suppression de la direction autoritaire de la main-d'œuvre ont pris une nouvelle forme qui cause un grave souci aux autorités militaires et au gouvernement fantoche Yoshida. De plus en plus fréquemment, les ouvriers japonais occupent les usines et les locaux industriels et s'engagent dans ce qu'ils appellent le « contrôle ouvrier sur la production ». Les ouvriers occupent les usines et continuent eux-mêmes la production, ignorant la direction jusqu'à ce que leurs revendications soient acceptées.

D'après « The Economist » du 29 juin 1946, « jusqu'à présent le gouvernement Yoshida n'a pas osé intervenir contre cette nouvelle manifestation de la montée de la lutte de classes au Japon; mais encouragé par l'Etat-Major de Mac Arthur, il a ex-

pulsé les ouvriers qui occupaient la résidence officielle du Premier Ministre. Les occupations d'usine ont bien entendu été déclarées « illégales » par le gouvernement, mais ceci n'a pas eu beaucoup d'effet pour dompter la combativité des ouvriers ». D'après *The Economist*, des groupes d'ouvriers ont contrôlé 26 usines, et on s'attend à ce que d'autres syndicats adoptent la même tactique dans le proche avenir. Le syndicat des ouvriers électriciens menaçait de ne plus fournir de courant électrique à toutes les administrations gouvernementales

et aux maisons des directeurs de la Compagnie d'Electricité, tout en continuant de fournir le courant au public.

Le Q.G. allié fut particulièrement alarmé de la saisie du journal « *Yomiuri* », l'un des grands quotidiens de Tokio, par le syndicat des employés qui, à la rédaction du journal, applique une politique « proche de celle des communistes », comme s'exprime *The Economist*. La direction du journal avait abandonné les locaux de la rédaction, mais les bureaux restèrent entre les mains du syndicat.

ERRATA

Les pages 61 et 62 du numéro de juin-juillet de « *la Quatrième Internationale* » ont été omises par suite d'une erreur technique. Nous les reproduisons ci-dessous :

La lenteur avec laquelle les camarades allemands émigrés retournent en Allemagne est très peu appréciée des camarades en Allemagne et ils approuvent fortement la décision de la préconférence invitant ceux-ci à retourner sans délai en Allemagne. Quelques camarades voulaient même fixer des délais sévèrement limités.

L'organe mensuel *Neuer Spartakus* est diffusé quoique avec de grandes difficultés, étant donné qu'il est imprimé en dehors de l'Allemagne. On espère pouvoir réaliser le projet fait lors de la récente visite, du transfert de l'imprimerie en Allemagne même dans quatre ou cinq mois. On envisage un modeste programme de publication de brochures; publications légales de quelques-unes des œuvres classiques du Marxisme en Allemagne même, et, de l'étranger, d'abord le Programme Transitoire et ensuite une édition nouvelle de *Léninismus gegen Stalinismus* (Léninisme contre Stalinisme). L'accomplissement et l'extension de ce programme de publications si nécessaires, dépendra beaucoup de la possibilité de récolter des fonds à l'étranger. Toute notre littérature est très bien accueillie partout.

En résumé, la prochaine étape en Allemagne devrait être essentiellement

consacrée à l'établissement des liaisons entre les groupes actuels en vue d'un congrès national qui devrait discuter la résolution politique de la Préconférence, préparer son propre programme d'action pour l'Allemagne et élire une direction nationale; au renforcement de la diffusion du journal et de la littérature si nécessaire et au transfert de l'imprimerie et de l'édition en Allemagne même, ainsi qu'aider au retour immédiat de tous les camarades émigrés; à l'étude des meilleures tactiques organisationnelles basées sur l'expérience de nos camarades allemands, mais dans le but de la formation rapide d'un parti légal de masses; l'organisation régulière et sérieuse de colis de solidarité absolument indispensables de la part des sections étrangères.

Quoique nous ne soyons qu'au commencement, il n'y a aucune raison d'être pessimistes; dans la mesure où les fondations sont posées dans la période immédiate, la situation objective en Allemagne est telle que de très rapides et larges progrès sont très probables. Mais ces fondations doivent être posées rapidement et solidement.

AUTRICHE.

La situation générale de l'Autriche ainsi que celle du Parti sont pour l'instant bien plus avancées et plus encourageantes qu'en Allemagne. Du fait que les destructions matérielles

étaient moins importantes et que le retour des prisonniers fut plus rapide, la vie est relativement plus normale qu'en Allemagne, tandis que la situation alimentaire, bien plus catastrophique, pousse les ouvriers à protester pour ne pas périr, et la prétention des Alliés de « libérer » et non « d'occuper » permet une un peu plus grande liberté d'action.

De nombreuses actions revendicatives ont eu lieu dans les usines et les partis réformiste et stalinien ainsi que la bureaucratie syndicale ont du mal à maintenir la combativité des ouvriers. Un exemple remarquable fut le discours du ministre Président Figl aux ouvriers lors d'un meeting d'usine; ce prétendu atout a eu un effet opposé, car le ministre fut accueilli par des huées et fut sifflé.

Il y a à Vienne deux groupes principaux se réclamant de la IV^e Internationale : le Karl Liebknecht Bund formé en 1938 par l'unification du Kampfbund avec les Révolutionnaires Prolétariens, le Groupe Contre

le Courant et les Internationalistes Prolétariens; et l'autre courant du Kampfbund pour la Libération de la Classe ouvrière. Le Karl Liebknecht Bund, numériquement plus fort, est particulièrement remarquable par sa composition sociale: 80 % d'ouvriers de l'industrie, 19 % d'employés et 1 % de petits bourgeois. L'examen des deux groupes démontra que ni l'un ni l'autre n'ont des divergences programmatiques fondamentales justifiant l'existence de deux groupes divergents, et que l'existence de ces deux groupes différents résulte plutôt d'anciennes divergences envenimées dans le temps par des luttes organisationnelles et personnelles que d'actuelles divergences politiques sur les principes. Etant donné ce fait, des pourparlers immédiats, en vue de l'unification, furent recommandés, et il faut espérer que ces négociations aboutiront dans un bref délai et que l'organisation, unifiée avec un plus grand nombre de militants, sera reconnue comme la section autrichienne officielle.

« Il faut indiquer une issue aux ouvriers et aux paysans de l'Europe déchirée et ruinée; indépendamment de la cadence à laquelle marchera la révolution en Amérique, en Australie, en Asie, en Afrique. De ce point de vue, le mot d'ordre des « Etats-Unis » d'Europe est sur le même plan historique que celui du « gouvernement ouvrier-paysan » : c'est un mot d'ordre transitoire indiquant une issue, ouvrant une perspective de salut et, par là même, poussant les masses laborieuses dans la voie révolutionnaire. »

L. TROTSKY, « *Pravda* », 30 juin 1923.

Pour paraître prochainement :

Une brochure sur l'assassinat de Léon Trotsky

ABONNEMENTS

POUR SIX PUBLICATIONS

FRANCE	100 Francs
SUISSE	10 Francs suisses
BELGIQUE	60 Francs belges

Adressez votre correspondance à :

Mme Demazière, 9 bis, rue d'Alésia, Paris XIV^e

des fonds à l'usage de la littérature est très bien ac postal : Mlle De Gans, 5.301.04 Paris partout.

En résumé, la prochaine étape de la révolution en Allemagne devrait être essentiellement